

**Défense de l'Occident**

F193

UNIVERSITY  
OF MICHIGAN

JUL 22 1971

PERIODICAL  
READING ROOM

**Le fascisme**

**dans le monde**

**Progrès et chances du fascisme**

**redressement national en Europe**

**Comment passer au fascisme**

**Fascisme et pseudo-fascisme**

NUMERO SPECIAL

Année

N° 91-92 - Octobre-Novembre 1970

Prix : F. 9,00

# Défense de l'Occident

Nouvelle série — 18<sup>e</sup> année

Octobre-Novembre 1970 — N° 91-92

---

## S O M M A I R E

M. B. : <i>En guise de préface</i> .....	3
I. — Maurice BARDECHE :	
<i>PROGRES ET CHANCES DU FASCISME</i> .....	6
II. — François DUPRAT :	
<i>LE REDRESSEMENT MORAL EN EUROPE</i> ....	27
<i>En Italie</i> .....	28
<i>En Grande-Bretagne</i> .....	35
<i>En France</i> .....	37
<i>En Suisse</i> .....	44
<i>En Allemagne Fédérale</i> .....	45
<i>En Grèce</i> .....	47
III. — François SOLCHAGA :	
<i>LE REDRESSEMENT MORAL HORS D'EUROPE</i> .....	49
<i>Dans le monde arabe</i> .....	49
<i>En Extrême-Orient et dans l'Asie du Sud-Est</i> ..	54
<i>En Amérique latine</i> .....	59
<i>Aux Etats-Unis</i> .....	65
IV. — UN GROUPE D'ETUDIANTS :	
<i>GAUCHISME ET NEO-FASCISME</i> .....	68
V. — COMMENT PASSER AU FASCISME .....	74

---

13, rue des Montibœufs - PARIS (20<sup>e</sup>) - CCP 65.35.65 Paris

---

## **A nos lecteurs, à nos abonnés**

**La publication de « Défense de l'Occident » a subi une interruption dont nous demandons à nos lecteurs et à nos abonnés de ne pas s'inquiéter. Aucune difficulté soudaine ne menace l'avenir de notre revue, rien n'est changé dans son fonctionnement, sa périodicité mensuelle va reprendre.**

**Le retard dont nous avons à nous excuser n'a pas d'autre cause que la dispersion de nos collaborateurs pendant la période des vacances. Le présent numéro devait paraître normalement en août et porter la date d'Août-Septembre. Mais il exigeait un travail préparatoire qui a été plus long que nous ne pensions. Nous avons l'espoir néanmoins de le faire paraître au mois d'octobre. Mais des raisons techniques ne nous ont pas permis de respecter cette date.**

**Nous sommes désolés, surtout pour nos nouveaux lecteurs et abonnés, de ce délai involontaire que, malheureusement, la pauvreté de nos moyens explique. Nous rappelons que tous nos abonnés ont droit au service de 10 numéros et qu'il ne leur sera pas envoyé de rappel d'abonnement avant que ce service ne leur ait été assuré complètement. Notre interruption ne leur causera donc aucun préjudice.**

# BULLETIN D'ABONNEMENT

---

Veillez m'inscrire pour un abonnement de  
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. — 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande : 100 F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal  
adressé à « *Défense de l'Occident* », 13, rue des Montibœufs

Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969.

# En guise de préface

Les scandaleuses prosternations publiques qui ont suivi la mort du Général De Gaulle n'ont pas été seulement la solennelle réaffirmation de l'imposture et du mensonge à laquelle il fallait s'attendre, elles ont montré aussi que, dans les Etats modernes, l'expression d'« opinion publique » est une expression qui a perdu toute signification et qui n'est maintenue que par pure hypocrisie parmi les facteurs de la politique.

Il est faux que la nouvelle de la mort du Général De Gaulle ait produit un désespoir lorsqu'elle a été connue. Ceux qui ont eu l'occasion d'être en contact avec le peuple de Paris pendant la matinée du 10 Novembre ont pu constater, au contraire, qu'elle avait été accueillie avec indifférence et même, dans beaucoup de cas, avec légèreté. Pendant les quelques heures où la réaction des Français a pu rester spontanée, il n'y eut aucune trace de deuil et de consternation. Mais, à partir du moment où se déchaîna le formidable bombardement psychologique de la presse et de la radio, cette réaction fut dénaturée et transformée. Ce qui fut significatif et instructif fut cette volte-face complète de l'opinion : elle se rabattit d'un seul coup comme une voile dans une barque qui change de direction. Les Français à qui les gémissements et les pleurs obsédants qui les entouraient de tous côtés apprenaient qu'ils venaient de subir le plus grand malheur de leur histoire nationale s'en persuadèrent sans difficultés, et, pareils aux enfants qui pleurnichent et qui crient lorsqu'ils voient leurs parents pleurer, se mirent à renifler à l'unisson et à se couvrir la tête de cendres.

Ce changement à vue contient une leçon. La puissance des **mass media** est si grande aujourd'hui que lorsque cette énorme pression psychologique s'exerce sans contrepoids ni contradiction, elle emporte comme une vague toutes les réactions individuelles, les recouvre, les roule, les transforme en un sentiment unanime. Nous nous indignons des unanimités falsifiées des pays communistes, nous nous moquons des outrances et des absur-

dités du « culte de la personnalité ». Mais nous venons d'en donner nous-mêmes un éclatant exemple. Il n'y a pas de flagornerie adressée au « père des peuples » que nous n'ayons égalée. Une nation qui se laisse « retourner » de cette façon, qui se laisse imposer une telle falsification, et qui, non seulement se la laisse imposer, mais y adhère, est une nation mûre pour la dictature communiste. Mais nous devons en tirer aussi cette conclusion contraire, qu'elle est mûre aussi, si les circonstances s'y prêtent, pour une direction autoritaire qui lui serait imposée dans son propre intérêt. Nous avons vu comment marchait ce théâtre de marionnettes. Retenons la leçon : c'est une affaire de « bluff ».

Mais, pour qu'un sentiment qui lui est étranger puisse ainsi être imposé à un peuple en quelques heures, il faut qu'une longue préparation le prédispose à l'accueillir. Ces accès de fièvre chaude ne se produisent que sur un organisme débilité. C'est là où il y a inégalité de chances entre une solution communiste et une solution de redressement. On voit bien que c'est une imposture infusée dans notre sang depuis vingt-cinq ans qui a rendu possible cette unanimité. La presse tout entière a été grotesque. Mais elle a été grotesque parce qu'elle était convaincue. Même les journalistes qui ont, très timidement, tenté de sauver l'honneur de leur profession, si l'on peut dire, ne mettaient pas en doute que De Gaulle avait été le « Sauveur de la France ». Aucun d'entre eux ne s'était jamais dit que la dissidence en temps de guerre est un acte de haute trahison, aucun ne se souvenait que De Gaulle s'était installé au pouvoir grâce à la terreur et à l'assassinat. Leurs réserves, quand ils en faisaient, ne se référaient qu'à une mauvaise gestion, à des résultats désastreux, mais elles ne s'appliquaient jamais à l'imposture et au crime originel : comme en Russie Soviétique, on peut parler des fautes de Staline, mais sans mettre jamais en accusation le « système communiste » qui est pourtant l'origine et la cause de la carrière criminelle de Staline.

Si quelques rares journalistes ont rappelé des faits évidents, que la pleurnicherie unanime ne pouvait faire oublier — le résultat catégorique du référendum, la perte de l'Algérie dans des conditions désastreuses, après des promesses démagogiques et dans une indiffé-

rence révoltante aux souffrances qu'elle provoquait, une gestion du pays qui nous avait acculés à la dévaluation —, même ceux-là s'en sont tirés par une impertinence ou une pirouette, tant il leur paraissait impossible de contredire un courant si unanime. Le spirituel titrage du **Canard Enchaîné** — « Les Français pleurent comme des veaux » — la drôlerie caustique d'**Hara-Kiri** — « Bal tragique à Colombey : un mort » — ont été d'agréables oasis dans l'imbécillité générale, mais rien ne suivait ce pétard. André Guérin dans **L'Aurore** avait le bon sens — et le courage — de rappeler ce que **L'Aurore** écrivait chaque jour depuis cinq ans : mais il concluait ce « bilan » en donnant du « grand homme » à celui qui en était responsable. Et Servan-Schreiber protestait, mais sans autre raison, semble-t-il, que le dépit de voir quelqu'un d'autre que lui bénéficier d'un tel tonnage de publicité gratuite. La presse d'opposition, isolée comme toujours, allumait ses feux dans le désert. Le bel article de François Brigneau dans **Minute**, l'acte d'accusation lancé par André Figueras dans son livre **De Gaulle l'impuissant**, le numéro de **Rivarol**, font l'effet des seaux d'eau qu'on employait autrefois pour combattre les incendies.

La chienlit de Notre-Dame a prouvé combien était puissante la solidarité du mensonge. Il fallait réaffirmer la « victoire » : non pas celle des armes à laquelle De Gaulle fut peu associé, mais celle des principes. D'où les ambassadeurs du marxisme, héritier spirituel de 1945, et la grotesque délégation de l'antiracisme. L'Allemagne avait mis ses drapeaux en berne. Mais, c'est l'Allemagne de Willy Brandt, cela n'étonnera personne : ici, la solidarité qui joue n'est pas seulement celle du mensonge, c'est celle de la trahison. Nixon était venu. Il ne rate jamais une gaffe : le marchand de cravates, ce n'est pas Truman, c'est lui. Enfin, la France n'était pas seule à se rendre ridicule : il y a toujours avantage à mourir le dernier.

On peut se consoler, assurément, en se disant que tout cela sera oublié dans six semaines. Il n'en restera que les serpentins et les lampions crevés qu'on ramasse après le carnaval. Mais ces lendemains de fête ne sont pas rassurants. Il est trop clair que l'Europe à la dérive peut être une proie pour n'importe qui.

M. B.

I

## Progrès et chances du fascisme

Il y a vingt ans, dans l'été de 1950, avait lieu à Malmoé, en Suède, le fameux congrès qui fut la première tentative de collaboration entre les forces nationales qui, en Europe, étaient conscientes de la gravité de la situation créée en 1945 et des périls qu'elle contenait pour l'Europe tout entière.

L'inspiration du congrès de Malmoé, qui a été systématiquement déformée par l'image que nos adversaires en ont répandue, n'était pas du tout, comme on le croit généralement, le désir de voir réapparaître partout des idéologies racistes intransigeantes ou des régimes implacables décidés à imposer la suprématie d'une nation sur une autre.

Les groupes, mouvements et partis réunis à Malmoé, protestaient contre la condamnation globale et sans appel qui avait été faite des formes différentes du fascisme.

Ils rejetaient cette condamnation, mais, il résulte des thèses mêmes du Congrès qu'ils adoptaient une attitude critique vis-à-vis d'un certain nombre d'excès qui avaient pu être le fait des régimes autoritaires.

L'objet de leur collaboration n'était pas une justification ou une apologie du passé, il était avant tout une



étude des moyens propres à remettre en question le partage du monde décidé à Yalta et à combattre la dictature juive qui prétendait s'imposer au monde entier en instaurant partout son instrument de domination, le système ploutodémocratique.

Le Mouvement Social Européen qui sortit du Congrès de Malmoé ne put triompher des obstacles de fait que des gouvernements policiers mirent à son fonctionnement. Au bout de quelques mois, il fallut constater que les conditions d'une confrontation loyale de nos idées avec celles des autres partis étaient impossibles dans l'atmosphère d'hypocrisie et de répression qui s'était instituée dans toute l'Europe à partir de 1945.

Les instruments de presse, les moyens financiers nous faisaient également défaut. La reconstitution d'organisations politiques, capables de s'opposer à la dictature juive, fut pratiquement impossible en raison de ces circonstances.

Quand nous comparons la carte de l'implantation politique des forces nationales en Europe en 1950 avec ce qu'elle est actuellement nous sommes amenés à constater qu'il y a eu peu de progrès.

En revanche, l'évolution de la politique mondiale s'est bien produite dans le sens que nous avons prévu. L'impuissance des démocraties ploutodémocratiques et leur soumission à la dictature juive mondiale s'est manifestée de plus en plus ouvertement et les circonstances ont donné aux idées que nous avons soutenues à Malmoé une audience qui a dépassé tout ce que nous pouvions attendre.

Si les mots font toujours aussi peur à l'opinion, si les termes de fascisme, de national-socialisme et de racisme sont encore chargés après vingt ans du courant négatif créé et entretenu par la propagande, en revanche, l'impuissance et l'hypocrisie des régimes ploutodémocratiques, les erreurs criminelles commises par Churchill et Roosevelt dans la conduite de la deuxième guerre mondiale et dans le partage du monde qu'ils ont accepté à Yalta, enfin le danger permanent créé par la puissance mondiale de la haute finance juive et de la politique

juive ont maintenant un écho profond dans de très larges secteurs de l'opinion.

Ainsi, la carte politique du fascisme en Europe n'a guère changé depuis vingt ans, mais la pénétration des idées de base sur laquelle s'appuie nécessairement toute politique d'expression nationale a pris une extension certaine.

C'est d'après cette nouvelle situation qu'il faut apprécier les progrès et les chances du fascisme.

\*  
\*\*

Tout d'abord il faut essayer de dégager pour notre instruction les causes qui ont permis que soient ressentis si largement les sentiments qui peuvent conduire à un redressement.

Ces causes sont diverses et surtout elles ont une emprise très différente, suivant le cas, sur l'opinion. Il n'est guère douteux qu'une des plus efficaces à l'heure actuelle est la conviction presque générale que les régimes ploutocratiques, sous la forme que nous leur connaissons autrefois, en particulier sous la IV<sup>e</sup> République, sont absolument incapables de faire face aux difficultés et aux crises produites par le monde moderne.

Le résultat, à ce point de vue, a été spectaculaire. En France, notamment, si l'on additionne le pourcentage des voix gaullistes et celui des voix communistes, qui, d'une autre manière, refusent toute confiance à la démocratie parlementaire, ce sont les deux tiers du peuple français qui, à l'heure actuelle, rejettent comme périmées les méthodes de gouvernement qu'on nous a appris à considérer pendant cent ans comme les meilleures et les seules qu'un peuple moderne puisse appliquer.

C'est à la propagande gaulliste, et beaucoup plus encore au fonctionnement du régime gaulliste, que nous sommes redevables de ce progrès. Le passage du général De Gaulle au pouvoir s'est traduit, pour la France, par la perte de son empire colonial, par sa régression définitive au rang de puissance de second ordre, par le règne du désordre, de la prévarication, du mensonge et de la médiocrité ;

néanmoins, sur le plan institutionnel, la démocratie présidentielle a été un succès et a prouvé qu'un régime autoritaire, négligeant et réduisant à un rôle purement formel le contrôle parlementaire, était viable en France, ne se traduisait pas par la disparition des libertés individuelles ou civiques, constituait en somme un régime de gestion du pays parfaitement supportable et viable, infiniment plus solide et viable que la démocratie parlementaire, et dont les fautes et les échecs n'étaient imputables qu'à la médiocrité et l'impéritie du personnel en place.

C'est encore de nos jours le problème actuel du gaullisme ; le personnel est médiocre, les hommes d'Etat sont des charlatans ou des administrateurs timorés, l'imposture et l'escroquerie sont à la base de toutes les carrières politiques, néanmoins, le fonctionnement du régime est plus satisfaisant que sous les Républiques précédentes en raison de la suppression des intrigues parlementaires. Il suffirait qu'à la tête du régime gaulliste il y eût un homme de tempérament « fasciste » pour que cette République présidentielle pût devenir la plateforme d'un régime de rénovation nationale.

Cet escamotage de la démocratie parlementaire n'a pas eu lieu seulement en France. Sous des formes plus atténuées, il est actuellement le lot de la plupart des puissances ploutodémocratiques qui ne peuvent se maintenir qu'à ce prix. Le bipartisme a bon dos. Sous prétexte de rendre efficace « le fonctionnement du régime parlementaire », on l'annule en supprimant partout les nuances d'opinion et les préférences individuelles, et en contraignant les électeurs, par la malhonnêteté des lois électorales, à se prononcer pour un bloc ou pour un autre, chacun de ces blocs étant appelé à gouverner le pays sans contrôle grâce à l'appui d'une majorité parlementaire, truquée mais disciplinée, qui lui permet pendant quatre ou cinq ans de pratiquer un sous-gaullisme allemand, un sous-gaullisme anglais, un sous-gaullisme américain.

Les grands Etats actuels vivent sur une comédie du régime parlementaire comme l'Empire romain vivait sur une comédie du régime républicain : les hommes d'Etat sont les soi-disants chefs d'une majorité qui n'existe pas

dans le pays, comme les empereurs romains étaient à la fois consuls, préteurs, censeurs, et avaient réussi à instaurer une monarchie absolue tout en gardant les formes et les dénominations de l'institution républicaine.

Cette fatigue de la démocratie est à l'heure actuelle une des chances les plus sérieuses de tout redressement national. Il suffit aujourd'hui, dans les grands pays qu'on appelle démocratiques, qu'un homme dise « J'y suis, j'y reste » pour que les régimes républicains soient transformés en régimes autoritaires. Il suffit que l'homme qui s'installera alors au pouvoir ait à la fois la probité et le sens du redressement et de l'indépendance nationale pour qu'il puisse devenir le chef d'un Etat dont le *fonctionnement* ne serait pas très éloigné de ce que nous appelons un Etat fasciste.

Un autre élément important du changement de l'opinion est la révélation de la puissance internationale juive à l'occasion de l'agression israélienne et de ses conséquences au Moyen-Orient.

La mobilisation de l'opinion en faveur de l'Etat d'Israël a non seulement démontré l'emprise des Juifs sur la presse française, mais encore leur immense pouvoir dans tous les grands Etats du monde et en particulier en Allemagne et aux Etats-Unis. La dictature juive par le moyen des démocraties ploutocratiques, jusqu'ici larvée et invisible, a été obligée de jeter le masque. Les Juifs ont parfaitement raison de soutenir que l'antisémitisme conduit à l'antisémitisme. Mais ce n'est pas de la façon qu'ils imaginent; c'est parce que toute menace contre le sionisme provoque une mobilisation générale de la puissance juive et par conséquent la révèle. Nous ne nous lasserons jamais assez de répéter cette évidence que l'origine de toute réaction de défense contre la dictature juive est la notion qu'il existe des juifs. La guerre du Moyen-Orient a donné à cette notion un retentissement mondial. Aujourd'hui, dans tous les pays du monde, des millions d'hommes sont conscients, non seulement qu'il existe un *lobby juif*, mais encore que la politique des grandes démocraties est conduite par l'argent et la presse juive en fonction des intérêts juifs. Ce que les

parti  
pour  
sans  
qu'il  
le m  
Ain  
que  
est  
regal  
elle  
dépe  
finar  
elle  
mon  
des  
être  
appo  
pect  
la p  
Orie  
deve  
divis  
qu'il  
noti  
1934  
d'hu  
parl  
pays  
pen  
U  
la s  
sur  
ce  
unic  
Rus  
acti  
par  
test  
des  
con

partis communistes font dans nos pays démocratiques pour le triomphe de la Russie soviétique, les Juifs le font, sans être constitués en partis mais simplement parce qu'ils sont Juifs, pour le triomphe des intérêts juifs dans le monde.

Ainsi s'est créé un courant de sensibilité au fait juif. Ce que nous prophétisions, il y a vingt ans, dans le désert, est devenu une vérité universelle. Le Juif existe, il est regardé comme un problème. La puissance juive existe, elle est regardée comme un danger. La question de l'indépendance politique de nos pays vis-à-vis de la puissance financière et de la presse juives est désormais posée; elle est posée non seulement chez nous, mais dans le monde entier. Nous savons désormais que nous avons des alliés contre la puissance juive. Ces alliés peuvent être occasionnels, ils peuvent être dangereux, ils n'en apportent pas moins leur pierre à l'édifice. Dans la perspective de la lutte pour l'indépendance nationale contre la puissance juive internationale la guerre du Moyen-Orient nous fournit un appoint puissant. Il est désormais devenu évident que l'influence juive est un germe de division et de haine, qu'elle peut être une cause de guerre, qu'il est important qu'elle soit limitée et disciplinée. La notion claire du danger juif que possédait l'Allemagne de 1934, toute une partie de l'opinion la possède aujourd'hui. Un pays qui n'a plus confiance dans les méthodes parlementaires et qui a conscience du péril juif est un pays qui a fait un grand pas dans la voie de son indépendance et de son salut.

Un troisième élément de progrès est la dégradation de la situation du parti communiste. Vigoureusement attaqué sur sa gauche, le parti communiste est apparu comme ce qu'il est : une force d'intervention politique destinée uniquement à favoriser et à protéger les intérêts de la Russie soviétique. Il est devenu clair que le bilan de son action pour les travailleurs est constitué essentiellement par des défilés, des manifestations, des motions, des protestations, des pressions parlementaires, principalement destinés à peser sur notre politique étrangère. Le parti communiste n'a ni changé ni cherché à changer la con-

dition prolétarienne, et pas davantage à réaliser dans les pays d'Europe quoi que ce soit qui ressemble à une révolution socialiste. Depuis vingt ans, la classe ouvrière en Europe, l'arme au pied, pousse des « Hourra »... en l'honneur du tsar : c'est là son unique occupation.

Cette déconsidération du parti communiste présente des dangers. Beaucoup trop de gens l'interprètent comme une indication que les partis communistes sont désormais inoffensifs. C'est une grave erreur. Car l'objectif du parti communiste est toujours la prise du pouvoir pour l'instauration de la dictature du parti communiste. Ce sont ses méthodes que le parti communiste a changé : autrefois, il espérait atteindre cet objectif par l'emploi de la force, aujourd'hui il pense l'obtenir par la voie gouvernementale, mais l'objectif reste le même. L'indépendance d'une nation européenne se trouverait en grand péril si, chez elle, le parti communiste parvenait à être associé d'une manière quelconque au gouvernement.

Nos pays ont donc à se tenir en garde contre toute solution qui permettrait au parti communiste de s'ouvrir la voie qui lui paraît aujourd'hui celle du pouvoir. En revanche, les troupes jeunes et décidées qui ont quitté le parti communiste et qui ont rejoint les groupes gauchistes rappellent fort à propos que toute révolution qui se donne pour but la destruction de la classe bourgeoise et l'appropriation par la violence de la propriété d'autrui, ne peut déboucher que sur la terreur, la destruction, l'assassinat.

Le courant gauchiste reproduit à une échelle réduite, et par conséquent pour l'instant peu dangereuse, la situation classique qui a donné lieu à la naissance de tout redressement national, que ce soit en Italie en 1920, en Espagne en 1936, ou en Allemagne en 1934 : en instituant comme instruments politiques la terreur, le pillage, le meurtre, le gauchisme aboutit nécessairement à l'apparition d'une législation autoritaire, et, éventuellement, à la naissance de groupes d'auto-défense spontanés qui sont l'origine de toute structure de salut public.

En acceptant le meurtre et le terrorisme comme des « moyens » habituels de la politique, en inscrivant à son

Evangile toutes les formes de l'incivisme, de l'immoralisme, de la licence sexuelle, de la destruction, du vol, le gauchisme radical ressuscite la notion de l'« asocial » et donne du même coup à toute politique de redressement national un contenu moral qui lui assure l'adhésion de fractions importantes de l'opinion. La révolution, en montrant son vrai visage, favorise le rassemblement de ceux qui refusent la mystique de la destruction. Devant une démocratie parlementaire qui est impuissante, un régime communiste qui est une caserne, un gauchisme qui n'incarne que la violence et l'anarchie, les forces de redressement peuvent apparaître comme un élément de bon sens et d'efficacité. Le danger, comme nous l'expliquerons plus loin, c'est qu'elles n'aboutissent qu'à des régimes de gérance qui ne seraient pas autre chose que des régimes d'ordre moral.

Deux autres éléments ont un effet moins puissant, mais qui, toutefois, n'est pas négligeable. La nouvelle puissance de la Chine et sa doctrine de haine de race a contribué à une prise de conscience de l'unité de la race blanche. Beaucoup de gens commencent à comprendre que les grandes guerres de l'avenir ne seront pas seulement des guerres idéologiques ou des guerres de nations, mais des guerres de races.

Sauver le capital humain de la civilisation blanche correspond à une préoccupation politique dont personne ne peut nier la réalité. Ainsi se trouve exorcisé jusqu'à un certain point ce mot de racisme sur lequel on avait concentré tous les tirs de la propagande. Il se trouve réhabilité avec un sens qui, évidemment, est vague et ne se prête guère à une construction idéologique. Mais en revanche, dans cette acception affaiblie et rassurante, l'idée que tous les hommes de race blanche ont un capital commun de civilisation et d'histoire à défendre est plus accessible à l'ensemble du public que ne l'étaient les idéologies basées sur une définition plus étroite et plus rigoureuse de la race.

Enfin, les circonstances ont popularisé, par une voie inattendue, l'idée de cette *troisième force* qui avait fait le centre de nos préoccupations à Malmoé. En s'appro-

priant cette idée, et en la présentant comme la grande pensée politique de son règne, De Gaulle l'a évidemment déformée. Elle est devenue pour lui un instrument de prestige et de haine. Elle lui a servi à régler ses comptes avec les Etats-Unis qui l'avaient méprisé, à se faire conférer une autorité morale personnelle qui ne correspondait pas à la puissance dont il pouvait disposer, et à poursuivre le but chimérique d'apparaître à l'opinion mondiale comme l'un des *Quatre Grands* auxquels on devait confier la direction du monde. La chute de De Gaulle ne lui permit pas de réaliser ses visées personnelles. En fait, c'est à cela que se réduisait pour lui l'idée de *l'Europe troisième force*, mais l'intense propagande qu'il organisa autour de cette notion habitua le public à dégager deux idées utiles : la première, c'est qu'il est imprudent pour l'Europe de rester, pour sa défense militaire, tributaire de la protection des Etats-Unis, sans se demander ce qui arriverait si les Etats-Unis étaient un jour paralysés par une crise intérieure ou extérieure grave qui leur lierait les mains en Europe ; la seconde, est le danger, qui commence à apparaître de plus en plus clairement, d'une colonisation économique et morale de l'Europe par les grandes firmes américaines au moyen des implantations, des prises de participation dans nos plus importantes affaires et par le pilonnage incessant de la publicité, qui a pour objectif de nous imposer *l'American way of life* et de faire de nous des consommateurs intensifs des produits américains : découverte qui entraîne cette conclusion que l'Europe n'est viable que si elle est réellement indépendante au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue moral et dans le domaine militaire.

Il reste toutefois que l'idée d'une Europe assurant sa propre défense ne peut être réalisée que pas à pas et avec d'innombrables précautions. Nous ne devons pas oublier que, dans l'état actuel des choses, l'Europe ne peut se construire, qu'elle ne peut maintenir son indépendance et sa liberté en présence du redoutable voisinage des Etats communistes qu'en maintenant l'alliance militaire américaine et en acceptant le stationnement des trou-



pes américaines sur le territoire européen, parce qu'elles sont les seules garanties qu'elle possède contre une opération-surprise.

\*  
\*\*

Si les idées que nous avons exprimées au moment du Congrès de Malmoé ont fait dans l'opinion d'énormes progrès, un danger par contre est apparu, auquel nous n'avions pas pensé à ce moment-là, et c'est encore l'expérience gaulliste qui nous a instruits. L'évolution qui nous pousse vers des régimes autoritaires est certaine et il ne paraît pas que ce courant soit facilement réversible : mais cela ne veut pas dire nécessairement que cette évolution aboutira à des régimes de type fasciste.

L'expérience gaulliste, confirmant sur ce point l'expérience franquiste, a prouvé que la défense contre le communisme pouvait facilement se transformer en une défense du *statu quo*, c'est-à-dire des hiérarchies bourgeoises actuellement implantées et des fortunes faites. On risque d'aboutir alors à des régimes qui ne sont que des régimes conservateurs plus ou moins camouflés, dont l'objectif est de maintenir les privilégiés dans leurs privilèges et au besoin de se démarquer de tout soupçon de fascisme par une lutte systématique contre les organisations et groupes dits fascisants qui demandent la réalisation d'un ordre nouveau et de la justice sociale.

La différence entre le gaullisme et le franquisme est toutefois capitale parce que le franquisme, tout en écartant le soulèvement national de 1936 d'une grande partie des buts qu'il s'était proposés, n'a cessé cependant de le justifier, d'en confesser les vérités essentielles et repose, par conséquent, sur un fond de vérité politique qu'il a méconnu, oublié, et qu'il trahit maintenant, mais qu'il ne cesse toutefois de proposer : ajoutons que le franquisme a donné à l'Espagne une période de paix et de prospérité unique dans son histoire et que le régime franquiste a été, à un certain point de vue, en effet, le régime

de redressement national dont l'Espagne avait besoin après les rudes épreuves qu'elle avait traversées.

Au contraire, le gaullisme est un régime qui est fondé sur le mensonge, sur l'imposture et sur la prévarication il n'a pas cessé de falsifier l'histoire, son but a été non pas la prospérité et la santé du pays, mais le maintien de ses hommes au pouvoir, la confiscation de la nation ou profit d'une camarilla. Le résultat a été pour notre pays, non pas une période de redressement national, mais une période de liquidation nationale qui nous a coûté terriblement cher. Néanmoins, le gaullisme, comme le franquisme, s'est caractérisé dans la gestion des affaires nationales par une rupture avec les éléments radicaux et énergiques et par un recours à l'immobilisme ayant pour objet d'assurer et de perpétuer la hiérarchie des privilèges de la société des nantis.

Ces régimes de gérance autoritaires s'installent ordinairement après des périodes d'épreuves ou au cours d'événements difficiles. Ils risquent de se substituer à l'élément de rénovation et de sélection qu'est le fascisme et de constituer dans les pays menacés par le communisme une sorte de consortium de défense des intérêts établis qui rend l'avènement du fascisme d'autant plus difficile que les vertus d'autorité, de stabilité, de discipline auxquelles le fascisme fait appel font apparemment partie du vocabulaire politique de ces régimes conservateurs. Tel est l'écran que l'histoire peut interposer entre la phase de l'écroulement des régimes démocratiques et celui de l'avènement des régimes de redressement national.

Cette phase est nécessairement précaire, mais elle peut être longue. Elle est précaire, parce qu'un régime n'est solide que s'il est appuyé sur la justice, sur l'adhésion populaire, sur un travail de rénovation effectif. De tels régimes se trouvent nécessairement en proie à des difficultés qui proviennent, soit de la succession, comme c'est le cas dans l'Espagne actuelle, soit du mensonge de la « nouvelle société », devant laquelle se trouve actuellement le gaullisme en France. Acceptés et parfois même installés au pouvoir par une réaction « natio-

nale » qui fait appel à eux, à contre-cœur, pour « sauver l'essentiel », il arrive que, dans la pratique du pouvoir, ils s'appuient en fait sur les forces crypto-communistes par machiavélisme ou simplement par facilité, qu'ils fassent en réalité leur politique et trahissent ainsi le mandat qui leur avait été confié avec légèreté. C'est ce qu'on a parfaitement vu avec l'expérience gaulliste. Ces régimes de gérance peuvent donc se maintenir longuement au pouvoir et leur persécution peut être efficace. Il n'est pas exclu qu'avant l'avènement de régimes conformes à nos vœux, nous voyions apparaître des régimes autoritaires que tout le monde appellera fascistes et dont le premier acte consistera à envoyer les fascistes authentiques dans des camps de concentration ou des prisons.

Nous devons être conscients de tout cela. Les progrès des idées fascistes sont certains, leurs chances ne sont pas négligeables, mais le courant des événements politiques peut dévier le pouvoir dans une autre direction et briser l'élan d'une nation en se servant des mots mêmes sur lesquels elle fonde son espoir.

Cette éventualité est d'autant plus redoutable que les forces politiques dans lesquelles nous pouvons reconnaître nos idées et notre tempérament dans les différents pays d'Europe restent faibles et dispersées.

C'est que la carte des partis et organisations de tendance fasciste en Europe n'a pas varié depuis vingt ans, elle est même plutôt en légère régression, tandis que, au contraire, la carte des Etats qui se sont donnés des régimes fascistes ou des régimes autoritaires est beaucoup plus étendue qu'à cette époque.

Au congrès de Malmoë étaient représentés le M.S.I. (*Movimento Sociale Italiano*) pour l'Italie, plusieurs partis allemands dont le représentant était Karl Heinz Prister, une poussière de groupuscules français qui m'avaient demandé de les représenter, le parti néo-suédois de Per Engdahl, divers groupes belges et danois : la Phalange s'était fait représenter par deux observateurs.

Les groupes allemands ne devaient pas tarder à se développer d'une façon notable, en particulier par l'extension que prit le S.R.P. (*Sozialistische Reich Partei*) di-

rigé par le major Remer, qui était célèbre en Allemagne pour avoir été l'officier le plus actif et le plus résolu lors de la répression du complot du 20 juillet. Mais le gouvernement d'Adenauer fit prononcer arbitrairement la dissolution du S.R.P. aussitôt que les élections de Saxe eurent prouvé qu'il pouvait prétendre jouer un rôle dans la politique allemande.

Aujourd'hui, la représentation des divers pays européens, lors de la réunion qui a eu lieu à Rome au printemps de 1970 pour une prise de contact et un recensement des forces de redressement national en Europe, a été sensiblement la même bien que la Phalange ne fût pas représentée : cette constatation marque une stagnation, bien que les mouvements qui prirent contact lors de la réunion de Rome paraissent plus résolus et mieux organisés. Le M.S.I., sous une nouvelle direction plus dynamique, a abandonné la ligne réactionnaire et droitière dans laquelle on l'avait immobilisé pendant de longues années. Les groupuscules français ont été remplacés par le mouvement Ordre Nouveau, qui paraît une formation plus sérieuse. Le parti néo-suédois représente toujours les organisations nordiques. Mais une lacune grave s'est manifestée dans le nouveau dispositif, l'absence de l'Allemagne dans laquelle le N.D.P., en perte de vitesse parce qu'il n'a pas su prendre des positions radicales, ne semble pas susceptible de réaliser, au moins pour l'instant, les espoirs que le S.R.P. avait portés autrefois.

La liste des organisations et partis par lesquels s'exprime une volonté de renaissance nationale authentique n'a donc pas beaucoup varié depuis vingt ans, elle n'a fait aucun progrès, à l'exception du M.S.I., elle n'a pas su déboucher sur la scène politique et constituer des forces avec lesquelles nos adversaires soient dans l'obligation de compter.

Les lacunes dans les liaisons et l'information qu'on avait pu constater au Congrès de Malmoé n'ont pas été comblées. Si le personnel politique sur lequel nous pouvons compter en Europe nous est maintenant mieux connu et si nos forces, encore peu importantes, sont

mieu  
série  
Sud,  
et m  
pour  
de l  
et de  
plus  
sur  
des  
pour  
blies.  
naître  
des p  
plus  
Les  
sont  
prises  
tre t  
l'abs  
gande  
group  
pas t  
molles  
qu'ils  
fois d  
positio  
les éle  
listes.  
Ce  
l'énerg  
monde  
marqu  
offrent  
cette  
nihilis  
l'immo  
Mais r  
n'aura  
trera u

mieux recensées qu'autrefois, en revanche, aucun lien sérieux n'a été établi avec les groupes d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient, d'Afrique Noire, d'Extrême-Orient, et même des Etats-Unis. Leur idéologie et leur expérience pourraient cependant nous être précieux. Sur le seul plan de l'information, des échanges méthodiques de journaux et de bulletins nous permettraient de nous faire une idée plus claire de la carte politique des pays extra-européens, sur lesquels la presse démocratique ne nous donne que des renseignements déformés et tendancieux. Je regrette, pour ma part, que ces liaisons ne soient pas mieux établies. Elles nous permettraient de connaître et de faire connaître à nos camarades européens des personnalités et des positions intéressantes et de leur donner une image plus exacte de la situation politique dans le monde.

Les raisons de la stagnation des vingt dernières années sont évidemment les mesures policières qui ont été prises par la plupart des pays pseudo-démocratiques contre toute tentative de renaissance nationale, ainsi que l'absence de moyens matériels pour mener une propagande efficace. Mais, il faut reconnaître aussi que les groupes et mouvements de redressement national n'ont pas toujours su éviter des positions traditionnalistes molles, trop proches de celles de la droite réactionnaire, qu'ils ont parfois manqué de décision et de vigueur, à la fois dans le programme, les méthodes de combat, les positions, qu'ils ont fait trop de concessions aux clientèles électorales et aux préoccupations purement nationalistes.

Ce qui reste à faire aujourd'hui aux partisans de l'énergie nationale et de la propreté morale dans le monde, c'est d'imposer d'eux-mêmes une « image de marque » frappante et simple. Les circonstances nous offrent actuellement une occasion de faire apparaître cette « image de marque » en l'opposant à la fois au nihilisme gauchiste, à l'hypocrisie démocratique, et à l'immobilisme autoritaire des régimes pseudo-fascistes. Mais nous devons savoir que cette « image de marque » n'aura d'influence que dans la mesure où elle rencontrera un écho dans les usines, dans les syndicats, dans

les bureaux, chez les cadres, parmi les paysans. Les étudiants sont un fer de lance, mais les étudiants et les militants politiques ne peuvent que porter cette « image de marque », la répandre, l'incarner. Elle ne deviendra un « facteur politique » que si elle *plaît*, si elle est agréée, si elle correspond à des tendances profondes de la volonté populaire que les gérances démocratiques ne satisfont pas et que la caserne communiste ne peut développer.

\*  
\*\*

C'est pour aider à ce travail de clarification que nous avons entrepris de donner une image du « fascisme » dans le monde actuel, qui doit servir avant tout à désigner les régimes dans lesquels nous retrouvons, en partie du moins, des idées auxquelles nous sommes attachés et à nous *démarquer* des autres.

Cette tâche, qui nous avait paru simple, est, en réalité, beaucoup plus ardue que nous ne l'imaginions et nous avons conscience de l'imperfection du travail que nous présentons. Mais le temps nous était mesuré. Nous espérons faire paraître ce numéro spécial à la fin des vacances, au mois de septembre. L'élaboration en a été plus longue que nous ne pensions. Et si le résultat ne nous satisfait pas, il s'en faut, c'est qu'il nous a paru impossible de laisser passer plus longtemps sans faire paraître un numéro de *Défense de l'Occident*.

Il paraissait facile de donner une liste des Etats qui vivent encore sous le régime de la démocratie. C'était une erreur. Le fonctionnement de la démocratie est aujourd'hui tellement falsifié par *l'aménagement* des lois électorales, qu'il n'existe presque plus dans le monde de véritables démocraties : elles ont été remplacées presque partout par des régimes présidentiels qui installent pour trois, quatre ou cinq ans, ou pour dix, quinze ou vingt ans, la gérance d'un parti ou d'un homme, gérance qui est censée soumettre sa gestion à un Parlement, mais qui, en fait, disposant d'une majorité disciplinée dans ce Parlement, ne lui soumet ses décisions que pour

la forme. Ces régimes semi-autoritaires ne peuvent prétendre au titre de « démocraties » que parce qu'ils se soumettent périodiquement au verdict des élections générales et se retirent si ce verdict leur est contraire. C'est à ce type de régime fondé sur la confiscation temporaire du pouvoir, ou, si l'on préfère, sur un *bail de gérance* qu'appartiennent la plupart des grands Etats actuels, les Etats-Unis, le Japon, l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, et c'est naturellement sur ce système de bail que la France s'est alignée depuis l'institution d'une République présidentielle. L'Australie, le Canada, la Finlande, sont gouvernés suivant les mêmes méthodes.

Un des premiers résultats de notre enquête fut donc de vous faire comprendre que les démocraties comportant une pluralité de partis et des systèmes précaires de coalition qui permettent aux divers courants de l'opinion d'être représentés au pouvoir ou tout au moins de contrôler effectivement celui-ci n'existaient plus nulle part dans le monde, à l'exception de l'Italie, de l'Inde, de la Belgique, des Pays-Bas, et peut-être du Danemark, qui sont les derniers exemples de ces régimes surannés.

Il en résultait que, dès maintenant, dans le monde actuel, les régimes semi-autoritaires l'emportent de beaucoup et que la tendance à un pseudo-fascisme libéral à direction ploutocratique est largement prépondérante : elle semble être le premier pas vers une évolution que nous avons maintes fois signalée.

Il était beaucoup plus difficile de caractériser, sans risquer de lourdes erreurs, les régimes qui sont franchement autoritaires, qui ne se soumettent pas à un verdict quadriennal, mais se déclarent investis une fois pour toutes de la confiance du peuple et qui ne daignent pas s'entourer non plus des décors en carton du faux libéralisme, la soi-disant liberté de la presse que les pseudo-démocraties revendiquent si haut, mais qu'elles confisquent en respectant et encourageant les monopoles de presse ploutocratiques et la soi-disant liberté de vote qui fait toujours tomber dans les mêmes écueilles les bulletins des naïfs votants. Parmi ces Etats, lesquels ne sont en fait que des régimes présidentiels ploutocratiques dont

le président est nommé à vie, lesquels sont des régimes de *pronunciamento* temporaires destinés à faire face à une entreprise dangereuse, lesquels ont un programme ou une politique — ce n'est pas toujours la même chose — dans lesquels nous reconnaissons quelque chose de ce que nous appelons le fascisme ?

La classification était d'autant plus difficile que la grande presse de nos pseudo-démocraties ne manque jamais de désigner comme des « démocraties populaires » ou comme des « régimes de Front Populaire », par conséquent comme des satellites plus ou moins directement téléguidés de Moscou — si ce n'est de Pékin — tous les pays qui ne s'alignent pas docilement sur les exigences de la politique américaine ou sur celles des hommes d'affaires américains.

Il nous a paru impossible, pour l'instant du moins, de faire cette distribution de bons points avec les informations incertaines que nous possédons. Un Etat autoritaire n'est pas toujours, selon nous, un Etat fasciste. Un Etat est « fasciste », quand il est à la fois un Etat qui défend l'indépendance nationale, dans le domaine économique aussi bien que dans le domaine politique, et un Etat qui combat les féodalités et les monopoles de la puissance financière pour assurer une juste répartition du revenu national entre tous ceux qui collaborent à la production.

Il faut ajouter encore qu'un Etat dont un directoire militaire assume la direction n'est pas inévitablement un Etat autoritaire absorbé tout entier par la lutte contre le communisme et indifférent à la lutte parallèle et complémentaire qu'il faut mener contre les féodalités économiques. Très souvent de tels Etats mènent un combat difficile sur ces deux fronts. Il faut donc, pour les juger correctement, connaître l'orientation et les intentions de leurs dirigeants. Ceux-ci peuvent être absorbés d'abord par l'élaboration de mesures prioritaires et urgentes, ils peuvent aussi rencontrer des difficultés dans l'exécution de leurs plans. Il serait donc injuste de les cataloguer arbitrairement en les situant dans un camp ou dans un autre, soit parce que leur législation sociale

et é  
que  
de n  
vate  
auto  
les p  
s'est  
et de  
Ce  
des  
nus  
tante  
d'hui  
gouv  
Des  
quen  
incor  
il au  
mon  
et au  
draie  
parti  
Le g  
querr  
dit le  
tres  
agent  
Chaq  
guerr  
Da  
Afric  
form  
trem  
vant  
tés v  
cette  
du g  
bloc  
comp  
mini



et économique n'est pas assez « avancée », soit parce que leur politique étrangère se maintient sur une ligne de neutralité. Il faut souvent un certain temps à un observateur qui veut être objectif pour décider si un Etat autoritaire est un simple régime de gérance qui protège les privilèges acquis ou s'il est un Etat « national » qui s'est engagé résolument dans la voie de l'indépendance et de la justice.

Ces distinctions étaient faciles à faire autrefois entre des Etats dont les dirigeants étaient parfaitement connus et dont la politique pouvait être jugée sur des constantes bien établies. Il n'en est plus de même aujourd'hui pour beaucoup d'Etats ou pour beaucoup d'équipes gouvernementales qui sont formées de nouveaux venus. Des informations fragmentaires ou tendancieuses risquent, au contraire, de provoquer des jugements hâtifs et incomplets. Le gouvernement du Brésil, par exemple, est-il aux mains d'une *junte* toute dévouée aux intérêts des monopolistes parce qu'il est hostile aux prêtres ouvriers et aux agités de certains ordres monastiques qui voudraient que l'Eglise chrétienne eût « la situation » du parti communiste ? Ce sont là des signes bien précaires. Le gouvernement de Thieu au Viet-Nam du Sud est-il uniquement un gouvernement de policiers parce qu'il interdit les manifestations d'étudiants, et les intrigues des prêtres et parce qu'il se défend contre l'infiltration des agents de l'ennemi et des spécialistes de la subversion ? Chaque gouvernement n'en fait-il pas autant en temps de guerre ?

Dans certaines régions du monde, et, en particulier, en Afrique, beaucoup de jeunes Etats ont évolué vers la forme autoritaire, parce qu'ils ne pouvaient se défendre autrement contre les entreprises du néo-colonialisme. Suivant les cas, ces régimes autoritaires ont paru être orientés vers l'extrême-gauche ou vers l'extrême-droite. Mais cette classification est souvent très arbitraire. Le régime du général Mobutu au Congo est-il un Etat apparenté au bloc communiste parce qu'il a nationalisé une partie des compagnies qui exploitaient à leur profit les richesses minières du Congo ? La dénomination qu'il a choisie de

« République populaire du Congo » en fait-elle un Etat tributaire de Moscou comme l'est la « République populaire allemande » d'Ulbricht ? Evidemment non. Il est assurément puéril de trancher en pareille matière sans une enquête que la malhonnêteté et les partis pris de la grande presse européenne rendent longue et difficile.

Le choix devant lequel s'est trouvé Nasser est aussi celui que peuvent avoir à faire des dirigeants de ces pays. Les Etats-Unis sont conscients de l'importance du développement économique des pays jeunes et ils viennent largement au secours de leur économie sans exiger aucune contre-partie. Mais le gouvernement des Etats-Unis n'est pas uniquement composé de candidats à l'état de sainteté, et les financiers américains qui agissent à l'abri de ce gouvernement sont rarement des anges du déintéressement. Il peut arriver que les Etats-Unis refusent leur appui pour certains travaux ou pour certains équipements avec une arrière-pensée politique. Quand le gouvernement des Etats-Unis refuse avec de telles arrière-pensées de s'associer à la construction d'un ouvrage d'art dont le besoin est urgent ou à un équipement militaire dans lequel un pays voit le gage de son indépendance, faut-il rester sous-équipé ou désarmé ? Si l'U.R.S.S. ou la Chine offrent de se substituer au fournisseur défaillant, leurs machines, leurs appareils, leurs pièces détachées sont-ils des objets diaboliques devant lesquels on doit se signer avec horreur ? Et certes, ils envoient en même temps des « techniciens » pour utiliser ces machines, pour former les conducteurs de ces appareils et pour enseigner l'emploi de leurs pièces détachées. Et ces « techniciens » ne sont pas toujours rassurants, c'est bien certain. Et il faut savoir souvent se défier d'eux. Mais les « techniciens » américains ne sont-ils pas tentés eux aussi de tirer avantage de leur position de « conseillers » ? L'indépendance d'un pays jeune n'est pas toujours facile à défendre, et nous qui sommes ou qui croyons être équipés depuis longtemps, nous risquons d'être bien prompts dans nos condamnations.

Il ne nous a donc pas paru possible de dresser, avec les moyens d'information dont nous disposions, un ca-

atalogue objectif des pays dans lesquels nous reconnaissons des Etats « fascistes » ayant pour but l'indépendance nationale et la justice sociale et des pays « pseudo-fascistes » dans lesquels nous ne voyons que des régimes de gérance appuyés sur le sabre et — de moins en moins — sur le goupillon. C'était notre intention en préparant ce numéro spécial. Mais en travaillant à sa réalisation, nous nous sommes aperçus qu'un tel catalogue exigeait une année d'enquête et que les résultats risquaient de déborder très largement le nombre de pages dont nous pouvons disposer.

Nous avons donc réduit nos ambitions à un projet plus modeste. Si nous ne connaissons pas toujours le véritable caractère des Etats que la grande presse appelle allégrement « fascistes » ou « communistes » ou encore — adjectif qui traduit son embarras — « castristes », nous sommes moins mal informés sur les forces qui se lèvent un peu partout dans le monde et qui expriment à la fois une volonté d'indépendance, un désir de regroupement, et une révolte contre les féodalités judéo-ploutocratiques qui ont imposé à la civilisation de notre temps les injustices et les contraintes qui soulèvent tant de protestations.

Ce sont ces forces que nous avons entrepris de recenser. Les difficultés de ce projet étaient moins insurmontables que celles du projet précédent. Mais elles étaient grandes encore et nous avons conscience de ne pas avoir établi un recensement complet. Le tableau que nous présentons a des lacunes et des insuffisances, nous le savons. La lumière est inégalement répartie dans cette fresque. L'Europe occupe une situation privilégiée, parce que ce sont les groupes européens que nous connaissons le mieux. La France occupe dans ce tableau de l'Europe une place disproportionnée, parce que c'est en France que nous pouvions apercevoir les détails de l'ensemble politique de l'opposition et faire comprendre les difficultés que toute politique de redressement rencontre. Mais enfin, il nous a semblé qu'une description, même incomplète et déséquilibrée, valait mieux que pas de description du tout.

Pour élaborer « l'image de marque » que doit donner de lui-même tout mouvement fondé sur la volonté de redressement, l'énergie et la propreté, il importait d'abord d'écartier des confusions que nos adversaires multiplient à dessein, mais dans lesquelles nos amis eux-mêmes tombent trop souvent. Le régime auquel nous aspirons n'est ni l'Espagne actuelle de Franco ni la monarchie de Louis-Philippe. Si cette brochure réussit à écartier quelques-unes de ces confusions, elle n'aura pas été tout à fait inutile et nous n'aurons pas trop à regretter le retard qu'elle a entraîné dans la périodicité de *Défense de l'Occident*.

Maurice BARDECHE.

I  
du  
te  
vic  
les  
ne  
ru  
fas  
sie  
(  
ra  
cis  
(  
ça  
  
ve  
tic  
dé  
di  
so  
l'é  
va  
en  
ré  
sa

II

## Le redressement moral en Europe

Le lendemain des élections britanniques, le quotidien du M.S.I. titrait victorieusement « L'Europe vote à droite ». Après une décennie qui avait semblé marquer la victoire de la gauche, le coup de barre à droite donné par les électeurs européens n'en est que plus sensible. Mais il ne s'agit pas seulement de victoires électorales. Dans la rue, des mouvements que l'on peut qualifier de « néofascistes » réoccupent un terrain abandonné depuis plusieurs années aux bandes gauchistes.

Comme l'écrivent de nombreux commentateurs avec rage, le gauchisme est en train de faire naître le fascisme. Une nouvelle vague est-elle en train de se lever ?

Comme l'écrivaient, en avril 1970, les responsables français d'Ordre Nouveau :

« A la fin de la première guerre mondiale, les nouvelles doctrines marxistes et fasciste ont remis en question la valeur intrinsèque et le bien-fondé des systèmes démocratiques. 1929 sonna le glas du capitalisme traditionnel, en même temps que l'avènement du national-socialisme. L'issue de la seconde guerre mondiale fut l'échec du fascisme et du national-socialisme. Mais ses vainqueurs, néo-capitalisme et bolchevisme, sont entrés en agonie vers 1960, et la crise mondiale actuelle ne résulte pas tant de leur opposition que de leurs soubresauts communs. 1970 marque l'aube d'un monde et d'un

ordre nouveau, ils seront régis et protégés par la doctrine nationaliste, qui seule offre un idéal dans un monde désabusé et désenchanté ».

Pour la première fois aussi, l'idée d'une « internationale des Nationalismes » cesse d'être une utopie. Le M.S.I. en est un adepte résolu et pratique une politique d'unité d'action tangible avec les autres mouvements européens. Ordre Nouveau ne se cache pas d'être l'équivalent du M.S.I. pour la France. Si le N.P.D., du fait de la juridiction allemande, est forcé de voiler ses sympathies, celles-ci n'en existent pas moins.

Il reste donc à bâtir cette internationale « néo-fasciste » que les adversaires haineux de l'Occident ont vaillamment combattu... lorsqu'elle n'existait pas. Une telle internationale est seule capable de planifier à l'échelon européen la contre-offensive nationale qui s'amorce. Loin des chauvinismes locaux, les nationalistes européens sentent intimement que la victoire de la Révolution Européenne passe par l'adoption du slogan, paradoxal à première vue mais, au vrai, réaliste :

« Nationalistes de tous les pays, Unissez-vous ! »

### ITALIE...

#### *La montée du M.S.I.*

Dès les résultats des élections régionales italiennes, les murs des villes du pays se sont couvertes d'affiches, proclamant la victoire du M.S.I. Le Movimento Sociale italiano venait, en effet, d'augmenter considérablement le pourcentage de ses voix, passant de 4,3 % à 5,2 %, malgré la concurrence anticomuniste des sociaux-démocrates du P.S.U. et des républicains du P.R.I. Pour la première fois, les M.S.I., toujours sous-représenté dans le Nord de l'Italie, parvenait à des résultats satisfaisants (passant, à Gênes, de 22.000 voix à 30.000, à Turin, de 28.000 à 55.000). Les listes M.S.I. obtenaient, en outre, un succès très net dans la capitale, passant de 173.000 voix à 213.000.

Or, ce succès électoral a été obtenu sans la moindre concession sur les principes, sans le moindre reniement. Bien au contraire, le M.S.I. s'est présenté comme le Mouvement National-Révolutionnaire, seule alternative au Régime. Cette attitude révolutionnaire lui a permis de renverser la tendance qui érodait progressivement ses positions électorales.

#### *Le déclin du « droitisme » M.S.I.*

Après la grande crise de 1960, où les militants du M.S.I. affrontèrent dans la rue les communistes et la police, le député Arturo Michelini, chef de la tendance conservatrice du M.S.I., imposa un virage droitier au mouvement.

Michelini s'efforça de constituer un Front National avec les monarchistes du P.D.I.U.M. (déjà en pleine déliquescence) et avec les libéraux du P.L.I., représentants typiques de la grande bourgeoisie anticléricale. Michelini était même prêt à sacrifier l'étiquette M.S.I. et à fonder le parti dans un nouveau grand parti conservateur, futur allié « ministrable » de la Démocratie Chrétienne.

Cette orientation délibérément réactionnaire et parlementaire donnée au M.S.I. ne fut pas du goût des jeunes militants. De nombreux petits groupes scissionnèrent ou allèrent renforcer les groupuscules nationalistes déjà existant (Ordine Nuovo, Giovane Nazione, etc.). Au sein même du parti, les organisations de jeunesse se transformèrent en groupes quasi autonomes, une partie de Giovane Italia faisant, elle, totalement scission.

Au congrès de 1963, de véritables bagarres éclatèrent entre les tenants du conservatisme et les partisans d'une ligne politique révolutionnaire. Ces derniers constituèrent leur fraction politique, le M.S.I.-R. (pour Risorgimento : résurrection, renouveau) et dénoncèrent violemment la politique menée par la direction du parti.

Malheureusement pour les tenants de la ligue conservatrice, leur politique s'avéra rapidement un échec pratique. Les électeurs monarchistes, déçus par le P.D.I.U.M., passèrent à la D.C. et non au M.S.I., le petit P.L.I. (qui

n'avait avant ses contacts avec le M.S.I. que 3,5 %) bondit à 7 % et, loin de gagner des voix, le M.S.I. finit par en perdre à chaque élection.

Même la tentative de constitution d'un Front National devait être un échec total. Les libéraux, peu soucieux de se compromettre avec des « néo-fascistes », fussent-ils repentis, refusa de participer à un tel effort, ce qui réduisait à rien les espoirs de Michellini.

Pendant quelque temps encore, le M.S.I. fit coexister une ligne politique conservatrice avec une pratique révolutionnaire. L'agitation gauchiste amena les militants à reprendre les combats contre le bolchevisme dans la rue. Les excès gauchistes, le déferlement de violence qui s'en suivit, tout cela ne pouvait qu'entraîner le M.S.I. à durcir sa position.

Après l'échec relatif des élections de mai 1968, la direction de Michellini fut durement contestée et la position de ce dernier était devenue très fragile lorsqu'il mourut en juin 1969.

### *Le Nouveau M.S.I.*

Pour les « Missini » (membres du M.S.I.), le moment du choix décisif était venu. Le nouveau secrétaire général, homme capable et énergique, Giorgio Almirante, choisit la voie révolutionnaire.

Abandonnant le P.D.I.U.M. à son agonie et le P.L.I. à ses timidités et à son incapacité totale d'action, le M.S.I. se lança dans la bataille. Tous les groupes extérieurs du M.S.I. ou en semi-opposition ne tardèrent pas à rentrer dans le giron du parti. C'est ainsi qu'Ordine Nuovo amena ses activistes (conservant simplement son journal, devenu un simple organe de réflexion politique et philosophique). Le député Massimo Anderson, chef des jeunes M.S.I., réorganisa et structura les organisations de jeunes missini, en plein combat contre les gauchistes, le P.C.I. et les forces de police. Le quotidien du parti « Il Secolo d'Italia » (directeur, le député Tripodi) devint beaucoup plus vivant et d'un ton très vif. Quant à la Cisial, le syndicat missini (secrétaire général, le député

Gian  
elle  
tion

Co  
rent  
du p  
le M  
disc  
mièr

L'or

Le  
ense  
ciati  
ses a  
tiquè

1. —

Elle  
ment

L'A  
lemen

Le  
regro  
ment  
battr

Gio  
taires  
Giova

L'e  
plus

2. -  
quabl  
Volur  
force  
plusiè

3. -  
600.00



Gianni Roberti), rompant avec ses traditions réformistes, elle se présenta, à son tour, comme un syndicat révolutionnaire.

Ce changement total de ligne politique s'est avéré très rentable. Le M.S.I. est devenu la quatrième force politique du pays. Si les désordres continuent, si l'anarchie s'étend, le M.S.I., fort de ses dizaines de milliers de militants disciplinés, est capable de jouer un rôle politique de première importance.

### *L'organisation du M.S.I.*

Le M.S.I. se présente comme le centre politique d'un ensemble complexe de mouvements, de syndicats et d'associations ce qui lui permet de diversifier au maximum ses activités, et d'être présent dans toutes les luttes politiques et sociales du pays.

#### 1. — *Les organisations de jeunesse.*

Elles sont nombreuses et puissantes et forment l'élément « activiste » du M.S.I.

L'A.S.A.N. est le mouvement des jeunes lycéens, actuellement très actif.

Le F.U.A.N. (Front Universitaire d'Action Nationale) regroupe les étudiants, dont certains ne sont pas forcément membres du M.S.I., mais qui acceptent de combattre à ses côtés.

*Giovane Italia* coiffe à la fois les groupes universitaires et les groupes de jeunes travailleurs (Regrupazione Giovanile).

L'ensemble représente près de 100.000 adhérents dont plus de la moitié sont des militants sûrs.

2. — Une organisation de type Service d'Ordre, remarquablement efficace et disciplinée, est formée par les *Voluntari Nazionali* (Volontaires Nationaux), qui sont la force de choc du M.S.I. Leur nombre est de l'ordre de plusieurs milliers.

3. — Le syndicat, la C.I.S.N.A.L., regroupe plus de 600.000 adhérents et représente une admirable courroie

de transmission du M.S.I. dans les milieux ouvriers. 4° Syndicat italien, elle assure au M.S.I. une présence réelle dans toutes les grandes usines du pays, avec des points de force dans les nouvelles zones industrialisées du Sud et du Centre de l'Italie.

4. — De nombreuses Associations très diverses (dont la puissante Association des Anciens Combattants de la République Sociale Italienne) renforcent et étendent l'influence du M.S.I.

5. — Le M.S.I., lui-même, dépasse aujourd'hui les 250.000 adhérents, avec de fortes sections dans le Mezzogiorno (le Midi Italien), bastion électoral du M.S.I. mais aussi avec des sections en pleine ascension dans le Nord.

Dans toutes les villes italiennes, il existe un local permanence du M.S.I. et les missini y militent activement.

Cette implantation territoriale étendue à l'ensemble du pays est l'un des atouts primordiaux du parti, qui peut ainsi mener des actions efficaces puisque répercutées au travers de toute l'Italie.

La presse du M.S.I. est abondante et variée. Elle s'articule essentiellement autour du quotidien « Il Secolo d'Italia », dont le tirage approche les 100.000 exemplaires (auxquels s'ajoutent six éditions régionales). Le journal étant composé par des ouvriers M.S.I. et tiré sur les presses de l'imprimerie du parti, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il soit le seul quotidien à paraître, lors des innombrables grèves touchant la presse. Il augmente dans ce cas-là considérablement son tirage et est en train de s'assurer, par ce biais, de nouvelles couches de lecteurs.

Les organisations de jeunesse disposent de leur propre hebdomadaire, « Rivolta ideale », dont le tirage dépasse les 80.000 exemplaires. La C.I.S.N.A.L., elle, a « Lotta Sindicale », avec un tirage de 300.000 exemplaires. Chaque fédération M.S.I. a son propre hebdomadaire ou périodique, ce qui représente une force considérable.

Le groupe parlementaire M.S.I. a son propre bulletin et se montre particulièrement actif.

Ave  
M.S.I.  
prom  
de la  
très à  
laïc c  
lition  
a lieu  
un su  
namie  
fices  
Centr

L'ave

Pro  
croien  
europ  
pense  
de l'  
sèque

Se  
à un  
« rév  
taris  
son a

ANN

M.S

Provin

Piém

Lom

Véné

Ligu

Avec un excellent sens de l'opportunité politique, le M.S.I. a exploité l'affaire de la loi sur le divorce. Compromettant les relations de la D.C. avec ses partenaires de la coalition de Centre Gauche (Parti Socialiste italien, très à gauche, P.S.V. et P.R.I.), le M.S.I. s'oppose au front laïc des libéraux, du P.C.I. et des partis laïcs de la coalition, en compagnie de la seule D.C. Si un référendum a lieu contre la loi, référendum qui pourrait bien voir un succès des adversaires du divorce, le M.S.I., plus dynamique que la D.C., en obtiendra de substantiels bénéfices et parviendra, peut-être, à casser la coalition de Centre-Gauche.

### *L'avenir du M.S.I.*

Profondément européens, les dirigeants du M.S.I. croient à une action unie des mouvements nationalistes européens, qu'ils soutiennent au maximum. Le M.S.I. pense pouvoir assez rapidement infléchir la vie politique de l'Italie, grâce à son dynamisme et à sa force intrinsèque.

Se présentant comme l'alternative nationale européenne à une régime en pleine décomposition et à un P.C.I., « révolutionnariste » de façade, rongé par le parlementarisme, le M.S.I. a de sérieuses chances de poursuivre son ascension.

## **ANNEXES ET DOCUMENTS SUR LES RESULTATS DU M.S.I.**

### *Les progrès du M.S.I. aux élections régionales*

<i>Provinces</i>	<i>Elect. régionales 1970</i>	<i>Elect. générales 1968</i>	<i>Différence</i>
Piémont	92.796	62.419	+ 30.377
Lombardie	195.583	173.099	+ 22.484
Vénétie	81.237	64.284	+ 16.948
Ligurie	46.334	37.118	+ 9.216

Emilie-Romagne	77.481	62.579	+ 14.902
Toscane	88.798	80.232	+ 8.566
Ombrie	27.960	27.763	+ 197
Marche	34.312	29.847	+ 4.465
Latium	273.189	219.624	+ 53.565
Abruzzes	38.886	34.223	+ 4.663
Molise	8.018	7.190	+ 828
Campanie	223.222	181.645	+ 41.577
Pouilles	162.078	125.389	+ 36.689
Basilicate	14.965	10.586	+ 4.379
Calabre	59.533	53.152	+ 6.318
Sicile	171.265	156.679	+ 14.586
Sardaigne	39.137	29.872	+ 9.265
Frioul	48.973	43.626	+ 5.347

*Les représentants du M.S.I. aux Conseils Régionaux.*

Piémont : 2. — Curci, Carazzoni.

Lombardie : 3. — Léoni, Molteni, Scaroni.

Ligurie : 1. — Rolandino.

Vénétie : 1. — Savoia.

Emilie-Romagne : 1. — Cerullo.

Toscane : 1. — Andreoni.

Marches : 1. — Natali.

Ombrie : 2. — Modena-Alpini.

Abruzzes : 2. — Ferri, Campobasso.

Molise : 1. — Gentile.

Latium : 5. — De Marsanich (président honoraire du M.S.I.), Formisano, Anderson, Maceratini, Finestra.

Campanie : 5. — Onofaro, Monaca, Zanfagna, Gassani, Falco.

Pouilles : 4. — Tatarella, Alemanno, Liuzzi, Piacquadio.

Basilicata : 1. — Nardiello.

Calabre : 2. — Marini, Falvo.

## EN GRANDE-BRETAGNE

*Des élections-surprise.*

On attendait Wilson et c'est Heath qui arrive. Mais est-ce bien Heath ? N'est-ce pas, au moins en partie, Enoch Powell, le fougueux chef de l'aile droite du vénérable parti tory ? La question a pu être posée par de nombreux observateurs politiques. Il apparaît certain que la campagne raciste de Powell a eu un effet certain, non seulement sur les électeurs conservateurs en les incitant à aller massivement aux urnes, mais sur les électeurs libéraux et travaillistes, dont une fraction appréciable a rejoint, de ce fait, les conservateurs. Mais la campagne de Powell n'était pas dirigée uniquement contre les immigrants de couleur, dont le nombre ne cesse d'augmenter en Grande-Bretagne. Powell a aussi fait campagne contre les gauchistes, contre le marxisme, pour un retour aux traditions qui firent la grandeur de l'Empire Britannique. Son appel à une solidarité raciale avec les peuples blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud semble avoir trouvé de très larges échos, y compris dans les milieux les plus prolétarisés. Quant à son refus d'une entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, il allait dans le sens voulu par la grande majorité des électeurs, dont les 4/5<sup>e</sup> seraient peu ou prou hostiles à la dite entrée.

Powell, non seulement a été réélu avec une majorité doublée (passant de moins de 7.000 voix à plus de 14.000), mais encore a entraîné vers le succès la quarantaine de députés qui le suivaient. Il s'y ajoute les quarante ou cinquante députés conservateurs, parfois élus sur des thèmes encore plus extrémistes que ceux de Powell. L'ensemble peut ainsi constituer une fraction parlementaire fort appréciable, capable d'influer très nettement sur la politique du nouveau gouvernement conservateur.

Cette poussée à droite s'est donc effectuée au sein du parti conservateur et non à l'extérieur de ce dernier. Ni le « National Front », dont c'était la première apparition électorale, ni le vieillot « Union Movement » de

Sir Oswald Mosley n'ont pu en profiter. Pourtant le « National Front » a réussi à avoir une vie militante assez intense, grâce incontestablement à l'actif John Tyndall (chef du Greater Britain Movement) et au support intellectuel de Chesterton (de l'ancienne Ligue des Loyalistes de l'Empire). Malgré la présentation de dix candidats du N.F. dans les circonscriptions où les gens de couleur étaient très nombreux, les « frontistes » n'ont eu qu'un succès médiocre du fait de la concurrence des « Powellistes » locaux, eux aussi en lice sur des thèmes très proches.

Quant à l'« Union Movement », elle paraît décidément entrée dans une agonie que rien ne saurait pouvoir enrayer.

#### *Une nouvelle jeunesse.*

Depuis quelque temps, un phénomène nouveau inquiète les observateurs « de gauche » en Grande-Bretagne : l'apparition de bandes de jeunes violemment antinoires, antigauchistes et « nationalistes » (au sens strictement chauvin du terme, au moins actuellement). Ces bandes, les « Skin-heads » ou « têtes rasées », se recrutent parmi les jeunes travailleurs. Elles ont décidé de purger la Grande-Bretagne « des nègres, des juifs, des hippies, des communistes et des gauchistes » et livrent de véritables combats contre ces adversaires. Pendant la campagne électorale, de nombreux « Skin-heads » ont assuré le service d'ordre des candidats Powellistes. Les réunions que tentaient de perturber les noirs et les gauchistes furent défendues avec une violence extrême par les « Skin-heads ».

Leur nombre ne cessant de s'accroître, il n'est pas interdit de penser que l'homme politique qui trouvera les thèmes et les mots susceptibles de les mobiliser, disposera d'une masse de manœuvre redoutable.

Mais jusqu'à présent, l'énergie des « Skin-heads » s'est épuisée dans une perpétuelle guérilla avec d'autres bandes de jeunes et une structuration d'un tel magma informe paraît au-delà des forces humaines.

Ils n'en sont pas moins un témoignage révélateur de la poussée à droite que connaît aujourd'hui la Grande-Bretagne. Une fois de plus apparaît la vérité du jugement « Pas de Révolution sans Parti Révolutionnaire » ; de même, il n'est pas possible de structurer une vague d'opinion « pré-fasciste » sans un véritable parti organisé. Ni l'« Union Movement », déconsidéré, ni le « National Front », encore trop faible, ne peuvent être ce parti. La constitution d'un tel parti est une tâche urgente pour les nationalistes anglais. A moins que la montée du Powellisme, au sein du parti conservateur, ne rende plus rentable une politique d'unité d'action avec la fraction droitière du parti tory.

### EN FRANCE VERS UNE REORGANISATION

#### *Des ruines à l'édification du parti.*

Au mois de novembre 1969, on pouvait dire très justement que l'extrême-droite en France n'existait plus qu'au niveau résiduel. Seule l'Action Française, impavide, poursuivait une vie politique indépendante de toute contingence extérieure mais d'une efficacité douteuse. De perpétuelles « tables rondes » avaient tenté, pendant des mois, de mettre sur pied un grand parti unitaire, sans y parvenir comme de juste. Quelques petits groupes s'agitaient sans grand espoir.

Depuis mai 1968, date du bouleversement, et octobre 1968, date de l'interdiction du Mouvement Occident, une seule opération nationaliste avait été un succès. La création du Groupe Union Droit (G.U.D.), son implantation à la Faculté de Droit d'Assas et son succès électoral (15 % des voix en 1969) avaient permis la naissance d'une force politico-syndicale.

Cette première victoire créa les bases organisationnelles nécessaires à l'édification d'un mouvement plus vaste. Le 15 novembre 1969, des responsables du G.U.D., quelques anciens responsables nationalistes et l'un des

anciens secrétaires généraux de l'Alliance Républicaine créaient **ORDRE NOUVEAU**.

La stratégie politique adoptée était une stratégie de développement à longue haleine, basée sur une implantation territoriale par quartiers, au moyen d'une série de meetings locaux.

Les circonstances allaient transformer les perspectives d'action élaborées pour la naissance du mouvement. Comme **Ordre Nouveau** s'apprêtait à tenir son premier meeting à Paris, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, un attentat à la bombe l'en empêcha, le 10 décembre 1969. Décidés à répondre par une escalade, les responsables nationalistes annoncèrent alors leur intention de faire un meeting à la Mutualité, le plus vite possible.

Pour donner le maximum d'impact à ce meeting et pour marquer leur volonté d'action européenne, les responsables d'**Ordre Nouveau** invitèrent divers partis nationaux européens, dont le M.S.I. et le N.P.D. Une telle invitation déclencha une formidable réaction de la part des milieux de gauche, israélites et gouvernementaux. Le meeting étant fixé le 26 février, les groupes maoïstes annoncèrent, dès le 20 janvier, leur intention d'attaquer la réunion. Partant dans Paris, les colleurs d'affiches rivaux se préparaient à s'affronter. Parallèlement à cette intense agitation, la situation universitaire, jusqu'alors relativement calme, s'enflamma derechef. A partir de la fin janvier, des bagarres constantes opposèrent, dans les Facultés de Droit, le G.U.D. et **Ordre Nouveau** aux divers groupes gauchistes. La Faculté d'Assas, jusqu'alors fort calme, fut le théâtre de violentes bagarres qui amenèrent sa fermeture pour deux jours. Un article de Maurice Duverger, dans *Le Monde*, intitulé « Le Contre-Mai » et consacré à la montée d'un nationalisme intelligent au sein du monde étudiant fit une grande publicité à **Ordre Nouveau**.

Tandis que les actions violentes se multipliaient dans l'Université, le gouvernement annonça l'interdiction du meeting. Un meeting de protestation, aussitôt annoncé, fut lui aussi interdit. Visiblement le gouvernement espé-



rait voir Ordre Nouveau lancer des actions violentes, afin de l'enfermer dans un pur activisme, sans issue.

Ordre Nouveau, refusant de tomber dans le piège, se limita, après un meeting de protestation à Assas, à renforcer son organigramme.

Les gauchistes allaient lui donner l'occasion de repartir à l'attaque. Les violents incidents de Nanterre, l'attaque d'Assas par un commando gauchiste, permirent à Ordre Nouveau de relancer son action.

Le 12 avril 1970, un pré-Congrès marqua le net élargissement d'Ordre Nouveau et son passage à un stade supérieur.

L'annonce d'un nouveau meeting, pour le 13 mai, marque le regroupement de presque tous les nationalistes autour d'Ordre Nouveau. Une formidable campagne d'affichage montre alors la puissance nouvelle du mouvement. Cette fois-ci, les gauchistes et le P.C. restent relativement calmes et se contentent de protestations sans résultat.

Le 13 mai, le meeting peut avoir lieu au milieu d'un formidable appareil policier (5.000 policiers et C.R.S.) et sous la protection d'un important service d'ordre du Parti (300 militants casqués). Dans une ambiance survoltée, 4.000 participants vont acclamer les orateurs nationalistes, dont Anderson, du M.S.I. et Per Engdhal, du Nysvenska Rorelsen. La réunion du 13 mai est la plus importante de toutes les réunions nationalistes tenues depuis 25 ans. Une nouvelle force politique est ainsi née.

Le lendemain, devant 300 délégués, les responsables d'Ordre Nouveau annoncent l'intégration de nouveaux éléments dans le Parti et font approuver sa charte. L'élection d'un Conseil National complète l'effort de structuration d'Ordre Nouveau. Ce Conseil National va élire un Bureau Politique, qui annonce bientôt la candidature d'une militante d'Ordre Nouveau à l'élection législative partielle du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le 7 juin.

Le départ de l'un des fondateurs d'Ordre Nouveau, Maître Jean-François Galvaire, pour des raisons d'ordre

personnel, n'enraye pas l'ascension du Mouvement, dont le Bureau Politique est aussitôt complété. Le 7 juin, Ordre Nouveau réalise, dans un secteur qui lui est sociologiquement défavorable et face à un candidat de la majorité considéré comme d'extrême-droite, un beau score avec 3,13 % des voix en se plaçant juste derrière le P.S.U. et le Centriste. Pendant ce temps, Ordre Nouveau poursuivait ses efforts d'implantation en province et renforçait considérablement ses structures.

Ainsi, en moins de sept mois, une force considérable, de plus de 2.000 militants sur Paris et d'autant en province, a pu être mise sur pied. Les élections municipales de 1971 seront un test décisif pour l'avenir du mouvement et pour son expansion future en France.

Quant au milieu universitaire, la présentation de listes de l'Union des Etudiants de France issue du G.U.D., dans toute l'Université, assurera une implantation maxima au syndicat nationaliste. L'expansion de l'Union lycéenne sera, aussi, un atout sérieux pour Ordre Nouveau.

Enfin la naissance de l'Union Générale des Travailleurs, effective à la fin du mois de juin 1970, représente la première tentative d'envergure pour implanter en France un Syndicat ouvrier nationaliste, depuis 1945. Ainsi a été créé un complexe de mouvements et d'organisations diverses assurant une importante diffusion des thèmes nationalistes au sein de la population française, assez semblable à ce qui existe aujourd'hui en Italie, grâce au M.S.I.

#### *La situation politique en France.*

Si le développement rapide d'Ordre Nouveau est dû en premier lieu à l'efficacité de l'équipe qui en a assuré la création et l'expansion, ce développement n'aura sans doute pas été aussi important, si la situation politique française n'était pas devenue très favorable.

L'agitation gauchiste, trop faible pour renverser le Régime, mais trop forte pour être résorbée par un Pouvoir faible et hésitant, fait craindre à de très nombreux Fran-

çais la renaissance d'un nouveau mai 68. L'anarchie régnant en milieu universitaire, secrète une réaction... Les actions systématiquement terroristes de certains groupes maoïstes ont lavé en partie l'extrême-droite de sa réputation de violence. Le départ du général De Gaulle a visiblement laissé désorienté une partie non négligeable de l'électorat gaulliste, qui se reconnaît difficilement dans le régime néo-radical de Chaban-Delmas et de Pompidou.

Tout ceci fait que pour la première fois depuis des années, l'extrême-droite a la possibilité de sortir des milieux où elle se trouvait confinée. Or, à un moment où il était bien difficile de croire à un affaiblissement du Régime, aux Présidentielles de 1965, le candidat national obtenait plus de 5 % de voix, soit à peu près l'équivalent de l'impact du M.S.I. La seule prise en main de cet électorat par un parti unifié sera susceptible de permettre la création d'une véritable force politique, qui manque cruellement à notre pays.

Ainsi, tant de fois écrasée depuis 1944, l'Opposition Nationale, sous sa nouvelle forme nationaliste, est en train de resurgir avec une force accrue.

Cette résurrection n'est pas seulement l'émergence d'un vieux courant politique, elle est le signe que, dans les temps troublés que traverse la France, le nationalisme pourra, tôt ou tard, poser sa candidature au pouvoir.

## ANNEXES ET DOCUMENTS SUR LES RESULTATS D' « ORDRE NOUVEAU ».

### *Bases de l'analyse.*

L'analyse porte sur 252 adhérents d'Ordre Nouveau, choisis au hasard, dans les premières cartes d'adhésions, par ordre alphabétique.

Les résultats de l'enquête ont été transcrits en un pourcentage ramené à la demi-unité, pour simplifier la vision d'ensemble de l'analyse sociologique réalisée.

*Pyramide des âges* *sur 252*

Moins de dix-huit ans :	37
De dix-huit ans à vingt-cinq ans :	161
De vingt-cinq ans à quarante ans :	40
Plus de quarante ans :	14

La proportion de très loin la plus élevée est celle de la tranche de 18 à 25 ans, qui montre la jeunesse des militants, sans que celle-ci soit, cependant trop prononcée.

*Professions*

Ouvriers :	9	3,5 %
Employés :	30	12 %
Fonctionnaires :	4	1,5 %
Cadres :	8	3,2 %
Commerçants :	9	3,5 %
Professions libérales :	15	6 %
Etudiants :	94	42,2 %
Lycéens (dont une proportion élevée de préparation aux Grandes Ecoles)	53	21,2 %

Si l'Ordre nouveau reste encore un mouvement à très nette dominance universitaire (63,4 %), il tend à voir se développer d'une façon très rapide la proportion des travailleurs (jeunes pour la plupart) parmi ses militants.

Ces travailleurs sont en majorité des travailleurs très modestes, appartenant au prolétariat ouvrier ou au prolétariat « à col blanc ».

Secteur Universitaire	63,4 %
Salariés (bas salaires)	15,6 %
Salariés (moyens et hauts salaires)	10,8 %
Commerçants (très petits commerçants)	3,6 %

La proportion des travailleurs à bas revenus est pratiquement le double de celle des moyens et hauts revenus.

Notons à ce propos que la proportion de 15,6 % de travailleurs salariés pauvres est infiniment supérieure à celle que l'on peut trouver dans les partis gauchistes, essentiellement recrutés parmi les fils de grands bourgeois.

*Ancienne appartenance politique (en pourcentage).*

Aucune :	60 %
Nationaliste (Europe-Action, F.E.N., Occident) :	20 %
Nationale (A.F., A.R.L.P.) :	10 %
Gaulliste (C.C.D.R., U.J.P.) :	5 %
Gauchiste (L.O., G.P., Anars) :	5 %

L'écrasante majorité des militants provient ou de milieux hostiles à l'extrême-droite classique ou des zones apolitisées, où le mouvement recrute d'une façon considérable depuis plusieurs mois.

C'est la première fois là encore (si l'on met à part le phénomène poujadiste, tout à fait marginal à droite) qu'une formation nationaliste s'implante dans des milieux que rien ne paraissait prédisposer à accueillir avec faveur la propagande d'Ordre Nouveau.

De même, plusieurs sondages ont montré que dans l'élection du XII<sup>e</sup> arrondissement, la répartition des voix du mouvement était la suivante :

Nouveaux votants :	50 %
(Jeunes électeurs et électeurs « fascistes » refusant d'ordinaire de voter faute de candidat).	
Petits commerçants contestataires :	10 %
Electeurs gaullistes :	15 %
Electeurs centristes :	10 %
Electeurs d'extrême-droite (ex-tixiéristes) :	15 %

(La grande majorité des tixiéristes a voté Bénouville).

## EN SUISSE...

### *L'initiative Schwartzzenbach*

L'afflux constant de travailleurs immigrés en Suisse, où ils représentent 16 % de la population active, est en train de déclencher une vague de xénophobie au travers du pays. Déjà, depuis 1966, un mouvement ultra-chauvin et xénophobe existe en Suisse Romande : le Parti des Vigilants. Son action vient de s'étendre à l'ensemble de la nation par le biais de l'initiative Schwartzzenbach.

Cette initiative, visant à faire adopter par le peuple suisse le principe de l'expulsion de 1/3 des étrangers vivant dans le pays, a obtenu 46 % des voix, avec une participation beaucoup plus élevée que de coutume.

Un tel score est extrêmement significatif car le projet de référendum était attaqué par tous les partis, les syndicats et les Eglises. Mieux encore, le gouvernement fédéral, traditionnellement neutre dans le cas des référendums, aurait fortement pris position pour le non.

La propagande en faveur du oui était incommensurablement plus faible, faute de moyens financiers, que la propagande en faveur du non.

Malgré cette formidable concentration en faveur du non, la proportion élevée des oui correspond à un net virage à droite de l'opinion. Il est évident que les Suisses (spécialement les Suisses des 7 cantons d'origine, très conservateurs et patriotes) ont vu d'un bon œil le projet de Schwartzzenbach. Pourtant la grande masse des étrangers en Suisse est composée d'Italiens et d'Espagnols, infiniment plus assimilables que les Jamaïcains et Pakistanais en Grande-Bretagne et les Nord-Africains et Noirs en France.

La force des oui montre bien que la xénophobie latente des populations autochtones ne peut qu'exploser lorsque la proportion des étrangers devient beaucoup trop forte.

Tout ceci montre que la Suisse est mûre pour l'apparition d'un puissant mouvement nationaliste, visant à la conservation de l'antique Constitution helvétique.

Pour que le pays tenu pour le plus paisible d'Europe et pour le plus difficile à amener à réagir en soit arrivé à ce point de tension, il faut que le problème de l'immigration étrangère dans les pays d'Europe ait atteint un niveau critique.

Un capitalisme uniquement soucieux de rentabilité immédiate et de gros gains rapides est en train de crier de toutes pièces en Europe un problème qui mine les U.S.A. et pourrait bien devenir une cause d'éclatement de la plus grande puissance que le monde ait jamais connue. Dans la renaissance d'une sorte de « néo-fascisme » à l'échelle européenne, voire à l'échelle mondiale, les agissements mercantilistes d'un capitalisme revenant peu ou prou à ses traditions esclavagistes du XVIII<sup>e</sup> siècle risquent de peser très lourd.

### EN ALLEMAGNE FEDERALE...

#### *De l'échec du N.P.D. à la victoire de la C.D.U.-C.S.U.*

Il peut paraître étrange de parler de poussée à droite en Allemagne, à l'occasion d'élections régionales qui ont vu un échec très net du N.P.D., perdant près de la moitié de ses voix.

Le fait est pourtant exact, car cet affaissement des voix nationales-démocrates a été combiné avec une hausse brusque de celles de la C.D.U.-C.S.U.

Le nouveau chancelier S.P.D., Willy Brandt, avait voulu transformer ces élections en plébiscite en faveur de sa politique de négociation avec la D.D.R., visant, tôt ou tard, à la reconnaissance par la République Fédérale de l'Etat-Fantôme communiste.

Les électeurs de droite, désireux de s'opposer à une telle politique, ont eu dès lors tendance à bloquer leurs voix sur les listes C.D.U.-C.S.U., seules capables d'assurer un véritable barrage aux intentions de la coalition S.P.D.-F.D.P.

Aussi a-t-on pu assister conjointement à une forte pro-

gression des Chrétiens-Démocrates, à une très légère avancée des Sociaux-Démocrates, à un effondrement des libéraux et à un fort tassement des Nationaux-Démocrates.

Désireux de voter utile, les électeurs du N.P.D. ont, en grand nombre, reporté leurs voix sur la C.D.U., afin de faire pièce à Brandt. Le N.P.D. paie ici les conséquences de sa tactique strictement électoraliste. Se refusant à toute action de rue (au contraire de ce que fait le M.S.I.), il manque de dynamisme. Champion du retour à l'ordre, il s'avère incapable de maintenir l'ordre dans ses propres réunions, face aux trublions gauchistes. La timide tentative de manifestation de rue à Cassel, lors de la rencontre Willy Stoph - Willy Brandt, a été fort mal montée et n'a pu regrouper qu'un millier de membres du N.P.D.

Craignant perpétuellement une interdiction pour cause d'extrémisme, le N.P.D. en arrive à perdre le sens même de son combat. Il devient de plus en plus difficile de le différencier de la C.S.U. de Strauss, par exemple, qui apparaît tout aussi nationale que lui. Certes Von Thadden paraît avoir l'intention de durcir son mouvement, mais l'orientation du N.P.D. reste résolument « nationale-conservatrice », recoupant ainsi la position de son ancien président Thielen, pourtant chassé naguère pour cause de trop grand modérantisme.

La remontée de la droite allemande n'en est pas pour cela niable et l'homme qui monte en République Fédérale est incontestablement Strauss. Malgré des défauts très visibles, l'homme a du talent et de l'énergie, ce qui finalement est assez rare en Allemagne Occidentale. Son anti-bolchevisme sans faille lui amène de nombreuses sympathies de droite. Quant au falot ex-chancelier Kissinger, il se montre un aussi médiocre chef de l'opposition et Strauss paraît assez bien placé pour le supplanter.

La progression des partisans de Strauss au sein de la C.D.U. et la puissance de son propre parti bavarois, la C.S.U., font de lui l'homme-clef de la vie politique allemande.

La déliquescence du F.D.P. et la poussée à gauche des militants extrémistes de ce parti semblant devoir se pour-

suivr  
mocr  
taire,  
Da  
pour  
dépo  
Qu  
tée g  
de la  
tre l  
gouv  
tante  
une  
pagn  
prés  
vie

Lo  
la ju  
un é  
mièr  
vena  
mon  
chev  
Yalt  
la ci  
vism  
Ce  
« na  
nair  
de l  
D  
de t  
n'a



suivre, on peut logiquement penser que les Libéraux-Démocrates ne survivront pas, en tant que groupe parlementaire, aux prochaines élections générales.

Dans cette hypothèse, la route du pouvoir s'ouvrira pour la droite conservatrice allemande, renforcée par les dépouilles du F.D.P.

Quant au N.P.D., son seul espoir de profiter de la montée générale de la droite, est de se démarquer nettement de la C.D.U.-C.S.U. en agissant d'une façon militante contre le bolchevisme et contre l'« ouverture à l'Est » du gouvernement de coalition S.P.D.-F.D.P. Cette action militante montrerait ainsi aux masses allemandes de droite une crédibilité infiniment plus forte que de vagues campagnes électorales, faites de temps à autre, seul acte de présence visible des 35.000 adhérents du N.P.D. dans la vie politique de la République Fédérale Allemande.

## EN GRECE...

### *Première victoire sur Yalta*

Lorsque, le 21 avril 1967, les blindés des conjurés de la junte militaire occupèrent Athènes se produisit alors un événement d'une importance capitale. Pour la première fois depuis 1945, les nationalistes européens parvenaient à reconquérir une position perdue du fait de la monstrueuse alliance du capitalisme américain et du bolchevisme soviétique. Pour la première fois, le système de Yalta subissait une dure atteinte ; la Grèce, berceau de la civilisation occidentale, se libérait, à la fois du bolchevisme menaçant et du parlementarisme décadent.

Certes, l'orientation politique de la junte était plus « nationale-conservatrice » que véritablement révolutionnaire, mais elle représentait un premier pas dans la voie de la Révolution Nationaliste.

Depuis lors, malgré les menaces et les protestations de toute l'intelligentsia de gauche de l'univers, la Grèce n'a cessé de durcir sa position.

Les « nationalistes populaires » de la tendance Papadopoulos-Makarezos ont pris le pas sur la tendance conservatrice de Pattakos, surtout après le contre-coup d'état royal du 13 décembre 1967. L'élimination de l'incapable roi play-boy Constantin (réfugié dans un exil doré à Rome) a permis le développement de nouvelles institutions, rompant de plus en plus complètement avec la démocratie parlementaire.

Après que de rudes coups aient été portés à la gauche procommuniste (E.D.A.) et à l'Union du Centre, les militaires s'en sont pris aux milieux corrompus du Centre-droit et de la Droite (E.R.E.), tout en multipliant les mesures en faveur des classes les plus pauvres, et tout spécialement en faveur du prolétariat rural et des petits propriétaires, classes d'où sont issus de très nombreux officiers de la junte.

Bien que le Régime n'ait pas voulu se doter d'un Parti Unique (tous les partis sont dissous), il existe une association nationaliste, « Le mouvement du 4 août », qui est soutenue par la fraction la plus révolutionnaire de la Junte.

Le gouvernement national grec a accumulé les succès au point de vue économique et social et le bilan de ses trois années de gouvernement est très positif. Il tend à en acquérir un rayonnement tel qu'il explique le slogan scandé à la Réunion d'Ordre Nouveau, à Paris, le 13 mai 1970 : « Aujourd'hui Athènes, Demain, Paris ». Quant au M.S.I., il fit une bonne partie de sa dernière campagne électorale sous le thème « Préparons la prise du pouvoir par les colonels », tout en multipliant les manifestations en faveur du Régime d'Athènes.

François DUPRAT.

III

# Le redressement moral hors d'Europe

## DANS LE MONDE ARABE

### *Le Nassérisme après Nasser.*

La meilleure interprétation que l'on peut donner de ce qu'il faut bien nommer un « para-fascisme » arabe repose sur la formule-choc placée dès 1954 par la propagande nassérienne sur les banderolles accueillant les visiteurs à l'aérodrome du Caire :

« Frère, relève la tête car les jours d'humiliation sont passés ».

Cette formule aurait pu aussi aisément figurer dans la Rome de 1923 ou l'Allemagne du III<sup>e</sup> Reich.

Sous le régime nassérien, l'Égypte a retrouvé une grandeur nationale perdue depuis des millénaires, grandeur que ses défaites militaires de 1956 et de 1967 n'ont pas effacée aux yeux du monde arabe.

Malgré toutes les souffrances, tous les échecs, tous les reculs, malgré surtout la capitulation finale devant le « Plan Rogers », Nasser était resté le symbole vivant de cet « Égypte, réveille-toi », qui avait entraîné la révolution des officiers libres.

Il est donc logique que le successeur au moins apparent de l'ancien militant « Socialiste arabe » des chemises vertes fascistes d'avant 1939 qu'était Nasser, soit Anouar El Sadate. Un nouveau rescapé de la « Croisade des Démocraties » prend ainsi en main les destinées de la République Arabe Unie. El Sadate est, en effet, l'homme qui a tout tenté pour que la Deutsch Africa Korps de Rommel entre victorieuse dans le Caire. C'est l'homme qui travaillant avec l'Abwehr et la S.D. des SS s'est efforcé d'amener l'armée égyptienne à s'unir aux Allemands pour chasser les Anglais d'Egypte.

Sous la houlette d'El Sadate, l'Egypte ne reniera certes par le « national-socialisme » à l'arabe qui fut le leitmotiv de Nasser. L'alignement sur les positions soviétiques n'existe que dans le domaine de la politique étrangère, du fait de la menace israélienne. Au vrai, l'Egypte reste toujours aussi radicalement séparée du marxisme qu'elle l'était sous Nasser.

Depuis que le nassérisme a rénové une grande partie du monde arabe, on peut noter que, malgré toutes les déclarations sur l'infiltration du marxisme dans ces pays et malgré l'influence de l'U.R.S.S. et les efforts de la Chine, la pénétration de l'idéologie marxiste, des partis communistes, qu'ils soient orthodoxes ou « Chinois », reste bien plus faible que dans les zones agitées des autres pays du Tiers-Monde. Force est bien de constater que l'idéologie nassérienne, bien que son impact intellectuel fût assez faible, a réussi à faire barrage au bolchevisme.

Les masses appauvries et illettrées des pays arabes n'ont pas suivi les exhortations des communistes locaux comme l'avaient fait les foules chinoises ou russes, malgré les nombreuses ressemblances entre les situations des pays intéressés.

Il faut bien, pour expliquer ce phénomène, faire entrer en ligne de compte, non seulement le facteur religieux, très important (chez les réfugiés palestiniens, les marxistes sont le plus souvent chrétiens), mais aussi l'idéologie de substitution qu'a été le nassérisme.

Le bilan du nassérisme doit faire la juste part des

om  
I  
(ob  
de  
a o  
tair  
rier  
effie  
L  
que  
être  
moi  
Isra  
l'ind  
leur  
n'ap  
milli  
qui  
prov  
  
Les  
  
L'é  
(Syri  
parti  
duop  
du m  
tence  
tenda  
  
Il s  
l'influ  
le ret  
natio  
régim  
face à  
pratiq  
  
Qua  
Aflak,

ombres et des lumières de cette extraordinaire expérience.

Il n'est que trop vrai que la politique nassérienne (obligée à agir ainsi surtout par l'appui inconditionnel de l'Occident et, en particulier, des U.S.A. aux sionistes) a ouvert largement le Moyen-Orient à la *puissance militaire russe*. Il est non moins vrai que l'idéologie nassérienne a représenté un instrument de lutte parfaitement efficace contre la *puissance idéologique du marxisme*.

La tâche évidente de ses successeurs (El Sadate n'étant que le représentant d'une direction collégiale) devrait être de renforcer le régime et l'Etat pour rendre l'Egypte moins dépendante de l'U.R.S.S. Une entente pacifique avec Israël étant fort proche de l'utopie, il paraît bien que l'indépendance de la R.A.U. est à ce prix. Il faut d'ailleurs compter avec le sentiment nationaliste égyptien, qui n'apprécie que très modérément la présence pesante des milliers de conseillers militaires soviétiques en Egypte et qui verrait avec satisfaction leur départ, si celui-ci ne provenait pas d'une capitulation devant Israël.

### *Les Baasistes.*

L'éclatement du B.A.A.S. en une tendance « de gauche » (Syrie) et « de droite » (Bagdad) a durement touché un parti qui avait pu se présenter comme une alternative au duopole nassérisme-marxisme, présent dans toute la vie du monde arabe. Il ne faut cependant pas croire à l'existence d'une véritable opposition doctrinale entre les deux tendances du Baas.

Il s'agit beaucoup plus d'une opposition de personnes : l'influence marxiste en Syrie a grandement décliné depuis le retour en force des officiers de droite, lors de l'élimination de Joundi, leader de l'aile gauche baasiste. Le régime syrien n'a rien de communiste et sa politique face à l'U.R.S.S. est, finalement, très proche de celle que pratiquait Nasser.

Quant aux baasistes de Bagdad (où s'est réfugié Michel Aflak, théoricien et créateur du parti), ils sont beau-

coup moins dépendants de Moscou, depuis le fragile accord réunissant Kurdes et Irakiens. Certes Mollah Barzani, chef des Kurdes, joue le rôle de force de pression plutôt prosoviétique, mais l'arrêt des hostilités assure une plus grande liberté de manœuvre au général El Baka et à son équipe.

Les deux Etats baasistes se sont efforcés d'édifier des régimes de type nouveau, mais qui sont assez fidèlement copiés sur le modèle fasciste et non sur le modèle communiste. Ils s'apparentent, eux aussi, à un « néo-fascisme » latent, beaucoup plus qu'à un processus de bolchevisation.

Nous ne croyons pas que les changements récents survenus en Syrie changent beaucoup les données que nous venons d'énumérer.

#### *Les résistants palestiniens.*

Il est fréquemment question des « marxistes-léninistes » palestiniens et l'on tente même de faire passer El Fath pour une organisation pro-chinoise.

Au vrai, El Fath est un mouvement purement nationaliste, refusant toute lutte de classes, et sans complaisance à l'égard du « marxisme athée ». Or, El Fath regroupe 70 % du potentiel militaire et politique de la résistance palestinienne.

Le deuxième groupement, par l'importance, est la Saika, directement issue du Baas syrien et suivant sa politique pour le moins ambiguë. Le soi-disant mouvement « marxiste-léniniste » que se proclame être le F.P.L.P. ne regroupe que 2.000 militants et il est bien difficile de croire au sérieux d'un marxisme, fraîchement placardé sur un nationalisme beaucoup plus authentique.

Le seul véritable mouvement communiste est le F.D.P.L.P. de Hawatmeh, qui est le type même du sous-groupeuscule (4 ou 500 militants). Le F.D.P.L.P. ne joue qu'un rôle de provocateur verbal et se retranche derrière la protection unitaire d'El Fath, pour se protéger des tueurs

du patron du F.P.L.P., Habbache (qui n'a pas pardonné aux scissionnistes de son Front, créateurs du F.D.P.L.P.).

Seuls, les « Ansars » (créés par les P.C. orthodoxes arabes) sont bien organisés et structurés. Mais ils sont encore très peu nombreux et les organisations de résistance leur sont très hostiles, les accusant d'être des traîtres et des liquidateurs (du fait de leur acceptation du « Plan Rogers »).

### *Turquie.*

Les étudiants nationalistes du colonel Turkish et de son parti national multiplient les manifestations et les actions de commandos contre les groupes marxistes turcs, en particulier contre le parti ouvrier, couverture légale du clandestin parti communiste.

Profitant de la crise latente régnant entre Demirel, le premier ministre, et l'aile droite du parti de celui-ci, le parti de la justice (reconstitution du parti démocrate, interdit depuis la révolution de 1960), le colonel Turkish a considérablement accru son influence. Cette influence est surtout sensible chez les jeunes, en particulier chez les étudiants et les jeunes cadres de l'armée. Ce néo-fascisme à la turque peut se développer du fait de la scission du parti de la justice (dont 41 députés ont récemment été exclus du groupe parlementaire) et de la crise du grand parti d'opposition, le parti républicain du peuple, dont plus du tiers des élus et de très nombreux militants refusent l'orientation nouvelle, toujours plus marquée à gauche. Ne pouvant adhérer au parti de la justice, du fait des vieilles haines qui l'en séparent, cette fraction tend à se rapprocher du parti national de Turkish.

La voie d'une nouvelle révolution, fidèle à l'esprit de Kemal Ataturk, est en train de guider des masses nombreuses de Turcs, écœurés par la corruption et la gabegie du régime Demirel aussi corrompu que le régime Menderès, balayé par la révolution nationaliste de 1960.

*EN EXTREME-ORIENT ET EN ASIE  
DU SUD-EST*

*L'irrésistible ascension de la Sokka Gakaï.*

Dans un Japon qui prend de plus en plus conscience de son importance économique et politique, de forts mouvements nationalistes agitent la population. Mais ces courants sont de deux types :

1. — Un courant libéral-démocrate, très proaméricain, qui cherche à atteler définitivement le char japonais au sort des U.S.A. et qui veut se transformer en « gendarme de l'Asie » pour le plus grand bien de l'économie des Etats-Unis. Cette tendance est de plus en plus majoritaire au sein du parti gouvernemental, dont de nombreux dirigeants furent des animateurs et des propagandistes de la Dai Toa (Grande Asie), durant la Guerre du Pacifique.

2. — Un courant antiaméricain, qui veut annuler le plus possible l'impact des coutumes américaines sur les traditions japonaises, depuis la défaite des armées impériales et l'occupation par les soldats de Mac Arthur. Ce courant, beaucoup plus populaire que le premier est essentiellement représenté par la Sokka Gakaï et son émanation politique, le Komeito (parti du Gouvernement Ropre).

La Sokka Gakaï, en qui beaucoup voient un néofascisme à la japonaise, est une ancienne Société bouddhique, qui a prodigieusement cru depuis la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale.

La Sokka Gakaï est, en réalité, un mouvement de rénovation religieuse et sociale. Un tel mouvement, dans un pays profondément croyant, prend souvent l'aspect d'une croisade « fasciste » contre la corruption, la pourriture parlementaire, les méfaits du capitalisme. Ce fut le cas dans la Roumanie de Codréanu ou la Hongrie de Ferenc Szalassy, dont les Mouvements de la Garde de Fer et de la Croix Fléchée eurent toujours un caractère



profondément religieux. De même, le nationalisme japonais des années trente (celui de la « Restauration de Showa ») était fortement teinté de Shintoïsme, par une tentative de retour à la vieille religion nationale de l'Empire du Soleil Levant. Il n'y a donc rien de particulièrement étonnant à ce que le mouvement néo-bouddhique de la Sokka Gakai ait rapidement débouché sur le terrain politique.

La Sokka Gakai encadre d'une façon extrêmement étroite ses fidèles (10 à 12 millions d'adeptes) qui forment des communautés, disposant d'un esprit de prosélytisme extraordinairement développé (il est courant qu'un premier adepte réussisse à convertir la totalité de son village). Grâce à ses formes souples d'encadrement et à un dispositif très élaboré de promotions internes, la Sokka Gakai ne cesse de se développer, depuis près de 25 ans.

La Sokka Gakai recrute dans les classes les plus défavorisées, dans ceux qui ont bien profité du miracle économique nippon. Aussi le parti Komeito est-il fort dans les villages pauvres et dans les quartiers ouvriers des grandes villes.

Le Komeito pratique une politique intelligente qui consiste à ne présenter que des candidats sûrs d'être élus (quoiqu'en 1969, il y ait eu trois ou quatre échecs de candidats komeito). Le nombre des électeurs du parti croît avec celui des effectifs de la Secte : 5,4 % des voix aux élections de 1965, 9,6 % aux élections de 1969. Le parti espère arriver au pouvoir avant 1980, en attaquant constamment la corruption et le népotisme qui rongent le Parti Libéral-Démocrate, qui truste toutes les places depuis deux décennies. Cette lutte contre les maîtres tout puissants du Japon, les Zaibatsus (les trusts) avaient déjà été le leitmotiv de l'action des jeunes officiers nationalistes et des jeunes fascistes de 1930-36 du Tosei Ha, avides d'instaurer (avec le soutien de nombreux chefs du Parti Socialiste Japonais, d'exclus du P.C. et de responsables de la C.G.T. nipponne) un véritable national-socialisme, en écrasant les valets du capitalisme local.

L'action menée par le Komeito contre le traité d'alliance

nippo-américain recoupe cette opposition au Parti Libéral-Démocrate. Le Komeito ne veut pas que le Japon perde toute liberté d'action en Asie et, surtout, gardant le souvenir de la façon dont les U.S.A. écrasèrent l'Empire Nippon en 1945 après l'avoir acculé à la guerre, en 1941, il ne tient pas à ce que le Japon demeure le très fidèle vassal de « L'Empire Américain ». Dans le Japon actuel, tous les facteurs qui avaient donné naissance au fascisme nippon sont en train de se mettre en place, d'autant plus que rien ne garantit la perennité du miracle japonais. Le néo-fascisme nippon a de fortes chances de développement en s'appuyant sur le peuple. Le Komeito, malgré ses nombreux aspects centristes, peut parfaitement devenir l'épine dorsale d'un tel mouvement.

#### *La Corée du Sud.*

Le régime du Général Park-Chunk Hee a réalisé un incontestable « Miracle Coréen ». Fanatiquement anti-communiste, il a démontré qu'une révolution économique était possible, si le régime démocratique décadent était balayé.

Le Général Park, dont 50.000 fidèles combattent avec efficacité et héroïsme au Viet-Nam, est le réalisateur d'une mise au pas parfaitement réussie des multiples politiciens du pays. Beaucoup mieux que ne le fit le sénile Sygman Rhee et infiniment mieux que n'auraient jamais pu le faire les « ministres » démocrates du régime précédent, la III<sup>e</sup> République du Général Park est en train de bâtir une nation solide, protégée par l'une des armées les plus redoutables et les mieux entraînées du Monde Libre. Le « fascisme à la Coréenne » a été la meilleure réponse au défi rouge de Kim il Soung, le Staline vieillissant de Pyong-Yang.

#### *Formose.*

Le régime du Kuo-Ming-Tang a bien surmonté l'épreuve de l'exil à Formose. Débarrassé de la corruption qui le rongait au temps du gouvernement de Nankin, le parti

nati  
Chi  
plus  
ann  
Le  
tail  
D  
l'a  
Rou  
Chi  
de  
Chi  
que  
au

Inde

Le  
lieu  
de  
Suh  
com  
min  
mili  
Mas  
l'inf  
veau  
« ch  
Fina  
tous  
clam  
part  
Suh  
des  
men  
La  
l'Or  
funa  
carp  
P.K.

nationaliste de Tchang-Kaï-Tcheck a bâti une nouvelle Chine, qui, pour être réduite en surface, est infiniment plus prospère et plus efficace que la Chine pourrie des années quarante.

Le fils du généralissime, Tchang-Ching-Kuo paraît de taille à assurer le poids d'une succession écrasante.

Devenue une nation développée, Formose combat, par l'aide aux pays sous-développés, l'influence de la Chine Rouge dans les pays du Tiers-Monde. Alors que la Chine de Mao-Tse-Toung n'arrive pas à sortir du chaos de la « Grande Révolution Culturelle Prolétarienne », la Chine Nationaliste est, à l'instar de la Corée, la preuve que le nationalisme asiatique est le seul barrage efficace au bolchevisme et au sous-développement.

### *Indonésie.*

Lorsque le 1<sup>er</sup> octobre 1965, le putsch communiste du lieutenant-colonel Untung, chef de la garde personnelle de Soekarno, eut été écrasé par les parachutistes de Suharto (division d'élite Siliwangi), le sort de l'Asie a commencé à pencher en faveur des nationalistes. L'extermination du Parté Kommunis Indonesia (P.K.I.) par les militaires, les militants du P.N.I. et par les musulmans du Masjumi, ainsi que par les étudiants du Kami, liquida l'influence de Pékin et de Moscou en Indonésie. Le nouveau régime du général Suharto, qui s'est proclamé « chef de l'Ordre Nouveau Indonésien », par sa Solution Finale du Bolchevisme allait montrer la voie à suivre pour tous les nationalistes du Monde Entier. Comme le proclamait en mars 66 un tract : « Tuez les communistes partout où qu'ils se trouvent - Général Suharto », Suharto donnait le signal de la grande contre-offensive des nationalistes du Sud-Est asiatique, face à l'assaut mené depuis Pékin par les Rouges.

La mort récente de Soekarno a enterré définitivement l'Ordre Ancien des « Cinq Principes » (Pantzansila) du funambulesque guide de l'Indonésie, qui, mariant la carpe et le lapin, voulait faire collaborer militaires, P.K.I., nationalistes et musulmans. L'Ordre Nouveau de

**Suharto**, abandonnant les rêveries de la « Confrontation » avec la Malaysia, prépare progressivement son intervention en Indochine, afin de renforcer le barrage défensif contre le bolchevisme.

### *Sud-Vietnam.*

Galvanisée par les mesures sévères prises par les généraux Thieu, Ky, Do Van Tri et Cao Van Vi, l'armée nationale sud-vietnamienne vient de montrer sa nouvelle efficacité dans ses raids victorieux au Cambodge. Cette armée que les progressistes de tout poil proclamaient incapable de se battre contre les Vietcongs, a effectué de véritables chevauchées de blindés, qui ont galvanisé ses troupes.

Les 32 bataillons d'élite de l'armée (parachutistes, « marines », rangers), toujours sur la brèche, ont enfin reçu des renforts substantiels et trois divisions (1<sup>re</sup>, 23<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup> divisions) sont désormais classées à très haut niveau opérationnel.

Cette reprise de main de l'armée va de pair avec une très nette amélioration des structures administratives du pays. Cette amélioration doit assurer un meilleur encadrement politico-administratif de la population. Encore faut-il que soit constitué un grand parti nationaliste, à partir du Viet Nam Quoc Dan Dang, du Dai Viet, des Sectes (telle celle du Cao Dai) et des catholiques (voire des anciens Diémistes du Cam Lao Lan Viet). La constitution d'un tel parti nationaliste, unifiant les partisans de la lutte jusqu'à la victoire, assurerait aux partisans du gouvernement de Saïgon l'outil politique qui leur a toujours manqué pour régler leur compte au F.N.L. et au soi-disant Gouvernement Révolutionnaire Provisoire.

### *Cambodge.*

Malgré les difficultés militaires (d'ailleurs fortement exagérées par les habituelles procommunistes de la « Grande Presse ») que rencontrent les faibles forces

du Cambodge, le gouvernement Lon-Nol-Matak dispose de sérieux atouts, dans sa lutte contre les Rouges. L'élimination de Sihanouk a permis d'ajouter un nouveau maillon dans la longue chaîne des Etats antibolcheviques d'Asie. La logique de cette lutte ne pourra que conduire le Cambodge à un néo-fascisme à l'asiatique, seul véritable moteur d'une nouvelle croisade contre le Bolchevisme.

### EN AMERIQUE LATINE...

#### *Du castrisme au Néo-Péronisme*

Le désenchantement est venu en Amérique Latine. Les « Barbudos » de Castro ne font visiblement plus recette. Les Chinois ont encore moins de succès. Le Continent Latino-Américain n'en est pas pour cela reconcilié avec l'« American Way of Life » et la méfiance à l'égard des yankees reste aussi totale. Simplement, renouant avec le passé, les latino-américains se découvrent néo-péronistes, voire, tout simplement, néo-fascistes. Ainsi revient le temps du Grupo Unido de Oficiales (officiers proaxistes d'Argentine, en 1943), de Pirihas Salgado et de ses chemises vertes « integralistas » du Brésil (dont le très progressiste évêque Helder Camara était alors le chapelain), du Partido Nacional-Socialista Mexicain, ou des Nacistas Chiliens, au moins autant que celui des « Descamisados » d'Evita Péron.

Un peu partout, les nouveaux régimes militaires sont amenés à rompre avec l'oligarquia (oligarchie) locale et à entreprendre des rapports très froids avec les U.S.A. Des généraux péruviens à Ovando Candia et aux officiers de la Liriba Dura au Brésil, la liste est longue des adeptes du nationalisme populaire chez les militaires. Parallèlement, aux élections, les candidats nationalistes (Arenas Osorio, Rojas Pinilcia) obtiennent de très beaux scores ou remportent la victoire.

L'Amérique latine tourne elle aussi à droite, mais à une droite axée sur les masses populaires, sur les déshérités

des bidonvilles, sur les « Indios » oubliés par le développement économique et social. Arrachant ces masses à l'influence du Communisme, les groupes nationalistes n'entendent pas les livrer, pour cela, à l'oligarchie régnante. Ils veulent, au contraire, assurer la victoire des masses sur l'oligarchie locale et sur le capitalisme étranger. Ils semblent avoir enfin les moyens d'y parvenir.

### LA BOLIVIE

Le régime du général Ovando Gandia prend un visage de plus en plus révolutionnaire. Après avoir brisé les complots de la charte oligarchique et des excités trotskystes du P.O.R. et de l'E.L.N., Ovando Gandia a entrepris de larges nationalisations des biens étrangers. Désireux de faire de la Bolivie, véritable colonie économique des U.S.A., une nation indépendante et prospère, le général-président a entrepris de s'appuyer sur les masses populaires pour parvenir à cet objectif. D'origine indienne, le général peut compter sur le soutien inconditionnel des masses paysannes ; il s'efforce actuellement d'obtenir le soutien de l'autre puissance populaire du pays : la Fédération des Mineurs, souvent hostile à son défunt prédécesseur, le général Barrientos. Jusqu'à présent les mineurs, très travaillés par la propagande de gauche, sont restés assez réticents. Mais les dernières manifestations de masse en faveur du régime dans les centres urbains ont montré que l'adhésion à la politique d'Ovando n'était plus simplement le fait des masses indiennes des campagnes.

Après les nombreux bouleversements, survenus depuis la chute de Paz Estenssoro et de son M.N.R. (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire), c'est la première fois qu'un régime solide paraît s'établir en Bolivie.

S'inspirant assez directement de la révolution nationaliste (et d'inspiration péroniste) de 1952 du M.N.R., Ovando reprend la tradition populaire du M.N.R., trahie par ses chefs, vendus au capitalisme international depuis bien longtemps.

Pendant ce temps, la répression continue contre les guérilleros castristes et trotskystes et il n'est pas question de libérer l'agitateur Debray. La Bolivie nationaliste reste foncièrement antibolcheviste et anticastriste.

Cette attitude a désorienté l'opposition de gauche, dont une large partie des militants a fini par se rallier, peu ou prou, au nouveau Régime. Ce dernier paraît très capable d'instaurer un véritable ordre nouveau dans son pays, tout en développant ses richesses naturelles exploitées jusqu'à présent pour le plus grand intérêt des compagnies étrangères (européennes et américaines), beaucoup plus que pour l'intérêt du pays.

### LE PEROU...

Les généraux nationalistes péruviens ont réussi l'exploit, tout en jetant en prison les gauchistes locaux, d'obtenir le soutien de plusieurs partis (communiste orthodoxe, trotskyste posachiste, fraction prochinoise), que l'on aurait pu penser leur être irréductiblement hostiles.

Ce ralliement est dû à un souci tactique. Certains éléments de gauche et gauchistes ont très bien compris l'impact des mesures prises par le gouvernement militaire contre certains intérêts américains. La réalisation d'une première réforme agraire, jusqu'alors toujours promise et jamais réalisée, a provoqué un grand enthousiasme chez les « Indios ». Ces derniers, abandonnés depuis toujours à leur triste sort par la bourgeoisie de Lima, ont vu l'armée les aider, tracer des routes, aider aux récoltes, fournir de la nourriture et des soins médicaux. Surtout, nombre de jeunes officiers s'adressent à eux en « Quichua » (langue des indiens du Pérou) et non en espagnol, comme le faisaient les guérilleros castristes, venus des villes et issus de la grande bourgeoisie créole (le seul populaire parmi eux fut, justement, un simple ouvrier, parlant parfaitement le Quichua : Hugo Blanco (chef des trotskystes du Frente de la Izquierda Revolucionaria :

Front de la Gauche Révolutionnaire), actuellement condamné à trente ans de prison.

Malgré les menaces américaines de suspension de l'aide militaire et financière, et d'adoption de l'amendement Hichenlopper, qui prévoit l'arrêt des importations de sucre à plus haut taux que le niveau international en cas d'attitude « inamicale » du pays concerné, les généraux péruviens ont poursuivi leur campagne de nationalisation de la vie économique du pays. Refusant l'état semi-colonial du pays, ils entendent le doter d'une industrie viable. L'achat d'avions Mirage III montre aussi leur souci de se rendre indépendant des U.S.A. pour l'obtention de matériels militaires modernes.

Cette adhésion du Pérou au nationalisme populaire est un phénomène extrêmement important pour l'avenir du continent latino-américain. Il est évident que le Pérou avait représenté, pour le castrisme, en 1963-64, une opportunité remarquable d'« exportation de la Révolution ». Le discours de Castro annonçant son soutien au régime militaire de Lima montre que le leader cubain passe aux profits et pertes le Pérou et renonce, au moins provisoirement, à tout soutien d'une entreprise de subversion dans le pays.

Quant aux U.S.A., ils semblent prêts à faire, avec réalisme, la part des choses. Malgré de nombreux incidents avec les Péruviens, les Américains ont repris leur aide financière et paraissent pas trop tenir rigueur aux méthodes expéditives des généraux de Lima. Ces derniers, malgré certains troubles agraires dus aux difficultés de la Réforme, paraissent avoir la situation bien en mains.

### COLOMBIE...

#### *Le retour du dictateur.*

L'ancien dictateur, Rojas Pinillia, avait montré déjà lors de ses années de pouvoir, qu'il était un adepte d'une sorte de nationalisme populaire, assez proche du péro-



nisme. Après son renversement et son exil, sa fille (très sensible à l'exemple d'Evita Péron) lui organisa un nouveau parti, l'A.N.A.P.O. (Allianza Nacional Popular : Alliance Nationale Populaire). Profitant des bons souvenirs laissés par son père chez les classes déshéritées des « ranchitos » (bidonvilles locaux), Maria De Gloria Pinillia parvint à organiser un fort mouvement, à tendance de plus en plus antioligarchique.

La coalition conservatrice-libérale du Frente Nacional bloquait toute la vie politique du pays. Les « bandoleros » (bandits) poursuivaient dans les campagnes le cours sanglant de leurs exploits. Communistes de l'E.L.N. et Maoïstes de l'E.P.L. (Ejercito de Liberacion Nacional : Armée de Libération Nationale ; Ejercito Popular de Liberacion : Armée Populaire de Libération) tenaient le maquis ou contrôlaient les fameuses « républiques autonomes » telle celle de Marquetelia (nées du temps de la « Violencia », c'est-à-dire de la lutte féroce entre les conservateurs et les libéraux, « Violencia » à laquelle avait, en gros, mis fin la dictature pacifique et réparatrice de Rojas Pinillia).

Le général Pinillia sut jouer habilement de cette incapacité des libéraux et des conservateurs à mettre fin aux troubles. Après un brillant succès de l'A.N.A.P.O. aux élections législatives (20 % des voix), Pinillia se lança dans une campagne enflammée pour les élections présidentielles. Grâce à un appel constant au nationalisme et à la lutte contre l'oligarchie, et profitant de la division des partisans du Front National, il parvint, selon les chiffres officiels, à moins de 70.000 voix du vainqueur, le candidat conservateur. Du fait des nombreux trucages enregistrés, il n'est d'ailleurs pas du tout exclu qu'il est obtenu, en réalité, la majorité des suffrages.

Après quelques troubles, un accord de pacification a été passé entre l'A.N.A.P.O. et le Front National, qui accroît encore l'influence de Pinillia sur la vie politique de la Colombie.

## GUATEMALA...

*La Victoire du « Pacificateur ».*

Dans un Guatemala sombré dans l'anarchie depuis plus de sept ans, les élections présidentielles ont vu la victoire du candidat d'extrême-droite. Le colonel Arenas Osorio, qui avait reçu le surnom de « Pacificateur », pour avoir écrasé les guérillas du Nord-Ouest du pays, a obtenu 42 % des voix (se plaçant en tête des trois candidats), en tant que représentant du M.L.N. (Movimiento de Liberacion Nacional : Mouvement de Libération Nationale). Le M.L.N., formé par les anciens partisans du colonel Armas, qui renversa en 1954 le régime progressiste du colonel Arbenz, fédère différents petits groupes de droite, souvent engagés dans la lutte armée contre les guérilleros.

Les guérillas viennent, après toute une série d'échecs sanglants, de perdre leur chef le plus valable, l'ex-lieutenant Yon Sosa. Quant aux formations para-militaires de droite (du style de la M.A.N.O.), elles multiplient les actes de contre-terrorismes abattant les uns après les autres les complices de la guérilla, surtout depuis l'assassinat de l'ambassadeur ouest-allemand, Von Spreti, par les gauchistes.

L'échec du parti gouvernemental, malgré toutes les pressions habituelles dans ces régions, a clairement montré que la majorité du corps électoral voulait exiger du gouvernement une politique active de répression des menées terroristes. Le colonel Arenas Osorio s'est présenté comme le candidat le plus capable d'y arriver. Il a d'ailleurs promis de liquider en un an toutes les bandes de guérilleros, qui infestent le Guatemala. Il est décidé à renforcer l'armée et les Forces Spéciales (« Les Bérêts Verts ») dont il était auparavant le commandant, par les formations para-militaires de droite afin de disposer des effectifs suffisants pour écraser définitivement les terroristes.

Au Guatemala, aussi, les masses choisissent les durs pour lutter contre les diverses variétés de communisme.

Depu  
peu p  
Grand  
livraie  
le Cam  
Exaspe  
les «  
puissan  
ments  
ment)  
chistes  
Le Vic  
avec N  
de mo

Il es  
tion ré  
la vict  
ses 13  
sa pre  
droite

Il es  
tend à  
l'homme  
plus de  
des an

Sous  
plus le  
hower

L'ori  
devenu  
servatr  
rement  
tiennen

*AUX ETATS-UNIS...**La Révolte de la majorité silencieuse*

Depuis des années, dans une indifférence populaire à peu près générale, sous les feux de propagande de la Grande Presse mondiale, les Vietnicks des U.S.A. se livraient à leurs parades antiguerre. Depuis l'attaque sur le Cambodge, il est visible que la situation a bien changé. Exaspérés par les agissements des alliés du Vietcong, les « Américains moyens » ont réagi avec vigueur. De puissantes contre-manifestations, organisées par des éléments du prolétariat U.S. (dockers, ouvriers du bâtiment) se sont durement accrochés avec les hordes gauchistes, qui ont été forcées de prendre une fuite rapide. Le Vice-Président Agnew paraît, d'ailleurs en concert avec Nixon, destiné à devenir le chef de cette majorité de moins en moins silencieuse.

Il est vrai que la stratégie « sudiste » de l'administration républicaine est aujourd'hui durement touchée par la victoire en Alabama, de Wallace. Ce dernier, fort de ses 13 % de voix en 1968, paraît bien décidé à accentuer sa pression sur Nixon, afin d'infléchir encore vers la droite la politique de ce dernier.

Il est aisé de noter que le très opportuniste Nixon tend à redevenir, sous la pression des masses populaires, l'homme qu'il était lorsqu'il apparaissait comme l'un des plus durs partisans de Joseph Mac-Carthy dans le début des années cinquante.

Sous sa présidence, les U.S.A. abandonnent de plus en plus le « libéralisme progressiste » de mode sous Eisenhower et Kennedy, voire même sous Johnson.

L'orientation à droite de l'administration Nixon est devenue si visible que les censeurs habituels de l'aile conservatrice du « Great Old Party » (Goldwater particulièrement) se sont pratiquement alignés sur elle et la soutiennent au maximum.

Enfin, le programme mis en œuvre par Nixon n'est pas si éloigné de celui qui avait été esquissé par Goldwater, lors de sa campagne contre Johnson en 1964. Le processus de « fascisation » du pays se fait évidemment à l'Américaine, c'est-à-dire dans le cadre du parti au pouvoir. En effet les organisations d'extrême-droite classiques restent incapables de se développer : la John Birch Society a beaucoup perdu de son influence, n'ayant plus à mener de campagnes contre les « procommunistes » de Washington. Les organisations racistes sont assez satisfaites du freinage de l'intégration raciale effectué par l'administration fédérale. Quant à Wallace, son Independent American Party reste dans les limbes, faute de moyens financiers. Les groupuscules de la « lunatic fringe » (les « dingues » d'un pseudo-nazisme) restent aussi insignifiants.

Bref, tout se passe dans le cadre strict du parti républicain, où les Y.A.F. (Young American for Freedom : jeunes Américains pour la Liberté) sont dorénavant parfaitement intégrés. Les Y.A.F. représentaient la frange activiste efficace de l'opposition de droite à Johnson. Sur les campus, les Y.A.F. mènent une lutte sans merci contre les gauchistes de la S.D.S. (Students for Democratic Society) et les « Chinois » noirs des Black Panthers.

Enervés par leurs échecs successifs, les plus extrémistes des gauchistes sont en train de passer à l'action directe, en multipliant les attentats terroristes.

Une telle tactique, vouée à un échec total, ne saurait, à moyen terme, qu'accélérer le processus en cours.

Quant au problème noir, il est peut-être moins crucial qu'on ne le prétend. Il ne faudrait pas oublier à ce propos que le Black Panther Party, autour duquel on fait tant de mauvaise littérature compte, en tout et pour tout, 2.500 adhérents, groupés en 25 centres urbains, et décapités par la mort ou l'arrestation des militants les plus actifs (la pacifique N.A.C.C.P., réformiste, compte, elle, 500.000 adhérents répartis en près de 2.500 sections). Les grandes émeutes, prédites depuis plusieurs années,

n'ont tou  
et Order  
bre de  
aux U.S.  
finaleme  
me est l  
de fouet

n'ont toujours pas eu lieu. Depuis que le slogan « Law et Order » a été adopté (slogan qui devait, d'après nombre de commentateurs, soulever une vague d'émeutes aux U.S.A.), il n'y a plus que des troubles localisés et, finalement, peu inquiétants. Aux U.S.A., aussi, le gauchisme est le meilleur fourrier du « Rightbacklash » (coup de fouet en retour de droite).

François SOLCHAGA.

## Gauchisme et néo-fascisme

Le gauchisme a été un don du ciel pour le néo-fascisme ; il a même été l'une des causes profondes de son apparition. Refusant dans la rue la société, née de la victoire des Démocraties et basée sur la Sainte Alliance de la Judéo-Ploutocratie et du Bolchevisme, les gauchistes ont montré que l'assaut pouvait être lancé contre une telle société par d'autres gens que par les héritiers spirituels du Duce ou d'Adolf Hitler, aux yeux du bon public.

Ce dernier et ses honorables guides intellectuels ont été tellement abrutis par des dizaines d'années de propagande antifasciste que la seule chose qu'ils ont trouvée pour dénoncer les violences gauchistes, a été de les déclarer « fascistes ». Pour eux, en effet, le fascisme c'était la matraque et l'huile de ricin et l'huile de ricin et la matraque étaient le fascisme. Si des gens se référant aux nouveaux Saints Marx et Lénine s'en servaient, ce ne pouvait être que de l'abus de confiance. Comme le martelaient tous les jours les journaux communistes orthodoxes, il s'agissait là de « fascistes de gauche », de rescapés de l'hitléro-trotskyisme. Ahuris par la violence des matraqueurs gauchistes, les professeurs bien pensants (de gauche) montraient d'un doigt horrifié cette graine de fasciste. D'autres, plus intelligents, entendaient déjà le bruit sourd des bottes fascistes dans le loïn des braillements

de M  
n'av

Ai  
de s  
néo-f  
gauc  
Itali  
avec

Ma  
gré l  
rapp  
cism  
nait  
Cout  
Nuov  
parfo  
gauch  
cieus  
« Par  
de la  
versit  
Droit

La  
tants  
dulge  
rue e  
chism

Le  
réapp  
tléro-  
des d  
tarien  
thers.

L'in  
en év  
les g  
« Cel  
ce, It  
« étu

de Nanterre, de Berkeley ou d'Heidelberg (ce en quoi ils n'avaient peut-être pas si tort).

Ainsi couverts par ce « fascisme de gauche » en train de se lancer à l'assaut de l'état et de la société, les vrais néo-fascistes, eux, après le choc des premières explosions gauchistes qui les submergea le plus souvent (sauf en Italie, où le M.S.I., mieux organisé, réussit à faire face avec efficacité), commencèrent à reprendre le combat.

Mais ce combat était devenu beaucoup plus aisé. Malgré le constant martelage de la presse juive et assimilée rappelant les horreurs du national-socialisme et du fascisme, l'« homme au couteau entre les dents » redevenait de gauche. Ce n'était plus le SS de la Nuit des Longs Couteaux, ressuscité sous le nom d'Occident ou d'Ordine Nuovo. Bien au contraire, l'étudiant nationaliste entrait parfois, par la grâce des journalistes viscéralement anti-gauchistes, dans les cohortes de la « majorité silencieuse ». On put voir avec effarement, en France, le « Parisien Libéré » annoncer sous le titre : « La victoire de la majorité silencieuse », la victoire électorale à l'Université de Nanterre des Nationalistes du Groupe Union Droit et d'Ordre et Liberté (Ordre Nouveau).

La police, habituée à matraquer avec énergie les militants nationalistes, se mit à regarder avec beaucoup d'indulgence les « petits jeunes » qui se battaient, dans la rue et les Facultés, contre les terroristes de l'ultra-gauchisme.

Le public, habitué et dressé à réagir contre toute réapparition, vraie ou supposée, des « monstres de l'hitléro-fascisme », se préoccupait désormais beaucoup plus des dégâts causés par les terroristes de la Gauche Proletarienne ou par ceux des Weathermen ou des Black Panthers.

L'incapacité des pouvoirs établis à rétablir l'ordre mit en évidence le fait qu'il était nécessaire de lutter contre les gauchistes par d'autres moyens que les C.R.S., les « Celere », les Gardes Nationaux et autres Kidotai (France, Italie, U.S.A., Japon). L'impossibilité de mobiliser les « étudiants silencieux » ou les partisans de l'ordre éta-

bli pour défendre le statu quo permit aux « extrémistes » de droite de montrer, dans les faits, qu'ils étaient les seuls à combattre réellement les gauchistes. Ceux-ci étant assez forts pour ébranler les gouvernements, mais pas assez forts pour les abattre, leur action brouillonne ne pouvait que favoriser ceux qui entendaient lutter sans concession contre eux. La réponse néo-fasciste avait, entre toutes ses qualités potentielles, un mérite extraordinaire, celle d'exister, au moins dans certains pays. Lorsque les mouvements de cette étiquette n'existaient pas ou n'étaient que des groupuscules fantoches sans audience et sans avenir, la réaction prévisible commença à être détournée par les profiteurs au pouvoir, qui, oubliant leurs tares et leurs responsabilités, usèrent de leur habituel talent de batteurs d'estrade pour faire croire aux éternels gogos que ceux qui avaient amené le désordre par leurs tares étaient les mieux qualifiés pour remettre de l'ordre.

L'extraordinaire escroquerie de la promenade des Champs-Élysées, le 30 mai 1968, ne put avoir lieu que du fait de la tragique faiblesse des nationalistes et de la trahison pure et simple des grands chefs à la Tixier, de la droite nationale.

Mais, depuis quelques mois, le développement rapide des mouvements d'Ordre Nouveau rend infiniment plus aléatoire les bénéfices de telles opérations. Si, en France par exemple, une nouvelle crise de mai se produisait dans un an ou deux, plus rien ne prouve que la clique U.D.R. en serait la bénéficiaire. Mais il faut, avant qu'éclatent de telles crises, à peu près inévitables, que les néo-fascistes disposent d'organisations structurées, d'une audience relativement large, d'une stratégie souple et efficiente. Dans le cas où de telles conditions pourraient être remplies, la possibilité d'effacer de l'histoire la Croisade des Démocraties n'aura jamais été aussi forte.

La grande crise du gauchisme n'est certes pas encore terminée. Mais au moment où ses animateurs, par leur esprit à proprement parler talmudique et par leurs braillements stériles, ne peuvent que tourner en rond, sans perspectives d'avenir, il importe que les néo-fascistes,



comprenant que l'avenir est à eux, se donnent les moyens de la conquérir.

La société actuelle se porte de plus en plus mal. Mais la contestation gauchiste apparaît incapable de la renverser. Il est donc devenu possible de montrer qu'entre l'Ordre Bourgeois et l'Anarchie Gauchiste, un ordre nouveau peut être édifié. Cette construction d'une société nouvelle, c'est cela la véritable révolution. En fait, les gauchistes ont échoué dans leurs tentatives pour faire la révolution parce qu'ils avaient une vision livresque et finalement parfaitement erronée de ce que peut être une Révolution. Ils ont tenté de le découvrir en lisant (presque aussi mal que les colonels paras de l'action psychologique en Algérie) les écrits de Mao Tsé-toung ou en ressortant les livres poussiéreux de Léon Trotsky, quand ce n'était pas ceux de Rosa Luxembourg ou de Gramsci. Ils n'ont pas voulu comprendre que la définition de la Révolution devait se faire sur le terrain, d'une façon pragmatique.

La révolution n'est pas un jeu. La Révolution ne se décrète pas dans des meetings, elle ne s'invente pas dans des conciliabules de comploteurs de salon ; la Révolution se fait. Elle se fait si les révolutionnaires ont en main les outils nécessaires à sa réussite :

— *Un parti révolutionnaire*, capable d'organiser la lutte, de la structurer et de la ramifier au travers de toute la nation.

— *Une ligne politique révolutionnaire*, capable de guider les militants, vers un niveau toujours plus haut de lutte contre le régime, en s'adaptant d'une façon souple et non dogmatique aux conditions nouvelles de combat.

— *Une volonté révolutionnaire au service d'une idéologie révolutionnaire*, car la Révolution ne peut se faire que par l'action de militants politiquement formés et animés du désir absolu de renverser le vieil édifice vermoulu de l'état bourgeois.

Ces trois outils sont la condition nécessaire à toute véritable action révolutionnaire. Mais une fois ces outils

créés, il serait criminel de ne pas tout faire pour renverser le régime et bâtir l'Etat Nouveau.

Pas de prurit révolutionnaire avant l'existence de ces trois facteurs. Pas de capitulationnisme après la création de ces trois facteurs.

Mais il faut clairement expliciter un point vital pour un véritable mouvement nationaliste. Dans une France où n'importe quel sous-réformiste tend à se proclamer révolutionnaire, il faut dire et dire franchement ce que c'est qu'être un vrai révolutionnaire. Un vrai révolutionnaire, c'est celui qui va jusqu'au bout de son engagement, qui combat sans regarder perpétuellement en arrière, qui, surtout, a une conscience nette de ce à quoi il s'engage avant de se lancer dans la lutte. La Révolution n'a que faire de dilettantes venant faire un petit tour et repartant s'il y a des coups à recevoir. Les militants nationalistes révolutionnaires doivent savoir que rien ne saurait interrompre leur combat. Comme l'avait écrit un révolutionnaire d'une toute autre révolution « On entre dans la Révolution comme, au Moyen Age, on entrait dans les Ordres, pour la vie ». La Révolution ne sera faite que si des révolutionnaires conséquents sont disposés à tout risquer pour sa réalisation. Les petits-bourgeois du mouvement gauchiste, les fils des privilégiés de l'Ancien Régime sont, par essence, presque tous incapables de saisir, d'une façon tangible, ces problèmes et de tenter de leur apporter des solutions concrètes.

Ils préfèrent se lancer dans des discussions aussi oiseuses que nombreuses, refusant l'action dans ce qu'elle peut avoir de prise sur le réel. Les phantasmes finissent par devenir, chez eux, le seul côté vraiment senti de l'existence. La Révolution devient un Sabbat ; la Religion n'est plus l'opium du peuple ; c'est l'opium qui est la Religion du gauchisme.

Face à ce processus d'incapacité révolutionnaire, à ce triomphe du verbalisme creux, les néo-fascistes doivent répondre sur le dur terrain de la réalité. Face à des foules, ahuries par les caquetements de rhéteurs imbéciles, ils doivent toujours expliciter simplement leurs prises de

position pratiques. Ils ne peuvent être les chevaliers de l'imaginaire. Ils doivent être les combattants du Réel et du Vrai.

Le gauchisme, ayant redonné vie au néo-fascisme, mourra de celui-ci, en lui léguant la possibilité de développer son combat vers les seuls véritables ennemis, frères jumeaux de la Croisade des Démocraties :

— Le régime capitaliste bourgeois, qui vit ses dernières heures, avant de s'effondrer faute d'avoir su construire un monde fondé sur autre chose que l'argent.

— Le communisme stalinien, inadapté à l'évolution du monde moderne et devenu le Conservatisme acharné de quelques médiocres réactionnaires attachés à leurs places, places de chefs de l'Empire Soviétique ou places plus modestes, de bureaucrates des P.C. orthodoxes du pseudo monde libre.

C'est alors seulement que le néo-fascisme devra livrer son véritable combat.

*Un Groupe d'Etudiants.*

# Comment passer au fascisme

## EXPERIENCES D'UNE ORGANISATION NATIONALISTE « ORDRE NOUVEAU »

*Nous imprimons ce texte auquel un certain nombre de nos camarades nous ont demandé de faire une place à la fin de notre numéro sur Le Fascisme dans le Monde. Bien qu'il ne soit pas une déclaration ou un manifeste propre à notre revue, il nous a semblé qu'il pouvait être un texte de méditations utile à tous nos camarades.*

Depuis le départ de De Gaulle, malgré les déclarations de fidélité au dogme gaulliste de tous nos dirigeants, la V<sup>e</sup> République *bis* paraît avoir enterré toute recherche d'une politique de grandeur nationale. La France, réduite à quémander l'aide financière de l'Allemagne Fédérale, depuis la faillite de la politique économique suivie pendant onze ans, ne peut plus se payer le luxe onéreux de refuser la voie américaine dans le domaine diplomatique. La pseudo-politique d'indépendance nationale ne se marque plus que par des sourires à l'adresse des dirigeants de l'U.R.S.S., sourires qui ne sont d'ailleurs nullement incompatibles avec l'allégeance américaine. Les U.S.A., en effet, malgré la guerre au Vietnam, pratiquent, et avec beaucoup plus d'ardeur, très exactement la même

poli  
de I  
poli  
tout  
Bon  
sité  
gau  
la g  
plus  
effo  
dipl  
tess  
con  
gau  
M  
qu'  
pen  
I  
pas  
et  
sou  
ind  
pas  
cor  
Ce  
tio  
s'ir  
en  
un  
ves  
ac  
rho  
la  
cet  
du  
de  
le  
re  
Fr

politique que la France de M. Pompidou. La conférence de La Haye s'est inscrite délibérément dans le même axe politique. La continuation du Marché Commun et, surtout, la recherche d'un accord avec les dirigeants de Bonn s'imposent à la France, car elles sont une nécessité vitale pour les finances françaises. Mais la politique gaulliste a-t-elle jamais été fondée sur la recherche de la grandeur nationale ? En réalité, il s'agissait beaucoup plus d'une attitude théâtrale du chef de l'Etat que d'un effort réaliste, sur les plans militaire, économique, et diplomatique. Déjà mai 1968 et le Sedan, évité de justesse, de novembre 1968 avaient enterré, De Gaulle encore au pouvoir, les derniers restes du grand dessein gaulliste.

Mais il est bien certain que des nationalistes ne peuvent qu'être d'accord avec un véritable programme d'indépendance et de grandeur nationale pour la France.

Il n'est que juste de constater que cette indépendance passe d'abord par une remise en ordre de nos finances et de notre économie. Tant que la France ne pourra soutenir le Franc que grâce aux crédits de Bonn, toute indépendance ne sera qu'illusoire. Cette indépendance passe aussi par l'établissement nécessaire d'un véritable contrôle des investissements étrangers dans notre Pays. Certes ces capitaux ne représentent encore qu'une fraction assez faible des investissements nationaux. Mais ils s'implantent en priorité, dans les secteurs de points où, en ce qui concerne les capitaux U.S., ils jouent déjà un rôle considérable. Les capitaux allemands qui s'investissent essentiellement dans les régions frontalières accentuent le bousculement de notre économie vers l'axe rhénan. Celui-ci est devenu, depuis une douzaine d'années, la ligne-force de l'économie de l'Europe de l'Ouest, et cette expansion s'exercera nécessairement au détriment du développement industriel des régions du Nord-Ouest de la France.

L'échec de la planification économique française dans le cadre de l'aménagement du Territoire, montre clairement que nous allons entrer dans une période où la France, si elle persiste dans la voie suivie par le régime

actuel, ne pourra que devenir le satellite rural d'une Allemagne super-industrialisée.

Ce retard économique français provoque un mécontentement général dans toutes les classes sociales. Si, jusqu'à présent, le mécontentement populaire n'a pas ébranlé le régime, cela est dû à la prodigieuse impopularité de l'opposition. Les fantoches du Centre et de la Gauche ne font visiblement pas le poids face au parti dominant, même si la campagne Servan-Schreiber permet d'enlever des voix à l'U.D.R. Les communistes inquiètent et les gauchistes, totalement déconsidérés, sont en plein naufrage. Le moment est venu où une véritable opposition constructive peut entraîner derrière elle les masses populaires touchées par les mesures d'austérité prises par le régime. Car le régime ne peut réussir le plan de stabilisation qu'en bloquant brutalement l'expansion du niveau de vie moyen et en liquidant, non moins brutalement, les groupes socio-professionnels, considérés comme non rentables (petits paysans, petits commerçants), tout en laissant le champ libre au « capitalisme de pointe », tenu pour techniquement avancé et pour facteur dynamisant de la production.

Cette remise en cause du statut de vastes couches sociales peut devenir un facteur de troubles très graves mais à la condition évidente que les groupes protestataires ne mènent pas des actions purement fractionnelles et s'intègrent dans une lutte d'ensemble.

La popularisation de ces luttes doit être l'une des tâches essentielles d'un véritable mouvement nationaliste. Jusqu'à présent, dans notre pays, les groupes se réclamant de l'idéologie nationaliste n'ont jamais pu disposer d'un soutien de classe. Leur combat n'a pu rallier que des individus, non des groupes organiquement constitués.

Il est devenu possible de doter le nationalisme d'une base populaire, puisque les nationalistes sont les seuls à défendre un programme sincèrement favorable aux revendications des paysans et des commerçants, car les gauchistes et communistes qui tentent d'utiliser ces

group  
pour

C'e  
qui  
peme  
tants

par  
par

(ALL  
VEA

L'é

la st  
Elle

naire  
réali

Or  
nous

d'ou  
vieu

ses  
appr

ciens  
plus

nous  
gran

No  
non

don  
ness

Le  
étud

cult  
celu

des  
G.U

sem  
et d

çabl  
Il

groupes sociaux, prônent des solutions finales qui sont, pour eux, inacceptables.

C'est alors, qu'en décembre 1969, face à une situation qui ouvrait des perspectives favorables à un développement du Nationalisme en France, une équipe de militants nationalistes, provenant de mouvements sabordés par leurs anciens dirigeants (F.E.N., M.N.P.), dissous par le Pouvoir (OCCIDENT) ou trahis par leurs chefs (ALLIANCE REPUBLICAINE), a créé ORDRE NOUVEAU.

L'étude ici faite porte à la fois sur la tactique et sur la stratégie qu'on peut proposer pour un tel mouvement. Elle participe à la définition d'une approche révolutionnaire des problèmes qui se posent à ceux qui veulent réaliser et qui réaliseront la Révolution Nationaliste.

Ordre Nouveau sera le mouvement de la jeunesse, car nous savons que seule la jeunesse trompée est capable d'ouvrir les portes nouvelles. Trompés et exploités par les vieux politiciens qui nous avaient entraînés dans des causes perdues, ou qui nous étaient étrangères, nous avons appris à combattre par nos propres moyens. Ces politiciens médiocres, malhonnêtes, aigris, nous n'en voulons plus. C'est à la jeunesse qu'appartient notre avenir, car nous sommes sûrs que le Nationalisme est, et restera, la grande aventure de la jeunesse.

Nous avons déjà montré qu'il était possible de rallier non seulement des militants nombreux, mais encore de donner une audience importante au mouvement de jeunesse qui a servi de base initiale à Ordre Nouveau.

Le Groupe Union Droit, premier syndicat nationaliste étudiant, a groupé sur ses listes 14 % des voix à la Faculté d'Assas, 10 % au Centre de Clignancourt, 12 % à celui de St-Maur, 13,5 % à Nanterre (malgré les assauts des gauchistes). Des centaines d'étudiants ont rejoint le G.U.D. ou collaboré à ses actions. Désormais élargi à l'ensemble de l'Université sous le nom de Groupe d'Union et de Défense, le G.U.D. représente un élément irremplaçable de lutte sur le front de combat qu'est l'Université.

Il en est de même pour l'Union Lycéenne de Paris, qui

commence à jouer un rôle similaire dans les Lycées auparavant livrés aux gauchistes et aux communistes. Là encore, le rapide développement de l'U.L.P. montre que de larges fractions de la jeunesse sont d'ores et déjà décidées à participer à la lutte nationaliste, contre le Régime et contre le Marxisme.

C'est sur cette première base qu'a commencé l'édification d'Ordre Nouveau.

### L'Opposition Nationaliste.

Les fossiles vivants qui évoquent à tout instant le Nazisme, le Front populaire, commettent une grave faute. A force de fixer les images d'un passé lointain, ils oublient de vivre dans le présent. A répéter que Hitler est à nos portes, et, pour d'autres, que la Révolution Bolchevique menace, ils finissent par s'en persuader. Ils oublient que l'Histoire se moque de leurs rêveries. Sans eux, elle a continué son chemin. La jeunesse d'Europe vit dans le réel, elle sait que le National-Socialisme est mort en 1945, que le Communisme a pris du ventre et chaussé des pantoufles. Mais elle sait aussi qu'en Europe de l'Est, au Viet-Nam, en Grèce, des hommes se battent pour ce qu'ils croient leur liberté et leur vérité. Elle sait aussi qu'il y a peu d'années, en France, on a fusillé des hommes pour leur foi dans le réveil de l'Occident.

Pendant des années, inlassablement, quelques-uns ont porté à bout de bras les germes de l'idée nouvelle. Ils ont connu l'indifférence que l'on ne peut ébranler, l'insulte que l'on ne peut relever, les coups que l'on ne peut rendre, l'ami qui flanche, celui qui s'écarte, Peu à peu, pourtant, d'autres vinrent, la poignée s'est multipliée. Au contact des premiers, les nouveaux ont appris à être durs, lucides, tenaces, à être militants. Puis surgirent les premiers Nationalistes de notre génération, pas des simples partisans, clientèle des vieilles ligues, adeptes des bagarres épisodiques et des messes anniversaire, mais des militants entièrement voués à la Révolution.

Les Nationalistes sont révolutionnaires. Révolution-

naires, il  
réduite e  
par avan  
tutions q  
voir poli  
quelconq  
Au-delà  
tier est à  
commun  
peu, qui  
apparaiss  
à attend  
savent q  
où peu  
leurs asj  
tent les  
des nan  
abstracti  
ceux de  
profit er  
sion du

### Nécessité

Les N  
ponses  
matière,  
situation  
la leur.  
des éch  
sans fai  
variable  
partir c  
ont déjà  
nir la r  
Les éch  
répétiti  
création  
les mēr  
lage d'e



naires, ils le sont totalement. Ils attaquent une société réduite exclusivement à la défensive, dont ils ont analysé par avance les méfaits. Ils savent que ce sont les institutions qui sont en cause, et non pas seulement le pouvoir politique que détient un Pompidou, ou demain un quelconque Servan-Schreiber.

Au-delà des institutions, ils savent que le système entier est à repenser. Système incapable de donner un but commun, un idéal collectif à un pays qui étouffe peu à peu, qui s'éteint. Ce système, dont les contraintes leur apparaissent insupportables, les Nationalistes n'ont rien à attendre de lui, et ils veulent pour cela l'abattre. Ils savent que leur devoir est de se révolter contre un ordre où peu importent les hommes, leurs besoins profonds, leurs aspirations naturelles et légitimes, où seuls comptent les statistiques de vente et les privilèges des hauts, des nantis. Le capitalisme leur apparaît comme une abstraction vide où, par la simple vertu de quelques morceaux de papier, un petit nombre recueille les fruits du profit en laissant aux autres le salaire, c'est-à-dire l'illusion du profit.

### **Nécessité d'une critique positive de l'action menée.**

Les Nationalistes doivent chercher en eux-mêmes les réponses aux questions que posent leurs actions. En cette matière, ils n'ont pas de prédécesseurs, car aucune des situations révolutionnaires passées n'est comparable à la leur. S'ils regardent derrière eux, ils ne voient que des échecs. C'est à partir de l'analyse systématique et sans faiblesse de l'échec des « mouvements nationaux », variable dans la forme mais régulier dans les causes, à partir d'une critique positive de l'action à laquelle ils ont déjà participé eux-mêmes, qu'il est possible de définir la méthode du Nationalisme et ses tâches présentes. Les échecs des mouvements nationalistes ne sont qu'une répétition de défaites nationales permanentes depuis la création de l'Action Française. Depuis 70 ans, on observe les mêmes faits : le déploiement d'un incroyable gaspillage d'énergie et de courage pour finir dans le ridicule

ou la délation. Il faut donc parler de véritables tares propres à l'opposition nationale, qui la frappent d'impuissance.

\*  
\*\*

La révolution n'est pas l'acte de violence qui parfois accompagne un renversement de l'ordre établi. Ce n'est pas non plus un simple changement d'institutions, ou le remplacement d'un clan politique par un autre. La révolution est moins la prise de pouvoir que son utilisation en vue de la construction de la nouvelle société. Cette tâche immense ne peut être envisagée dans le désordre des esprits et des actes, elle nécessite un vaste travail de préparation et de formation. Le combat national s'enlise dans des ornières vieilles d'un demi-siècle : avant toute autre chose, une théorie de la révolution doit être élaborée. Une stratégie politique sérieuse doit planifier l'action nationaliste.

Il n'y a pas de révolution spontanée. Il est toujours possible d'agir, il est moins facile de réussir, surtout dans une lutte révolutionnaire, combat à mort contre un adversaire tout-puissant, madré, expérimenté, qu'il faut combattre plus par les idées et l'astuce que par la force. Il est cependant fréquent d'entendre opposer l'action et la pensée : c'est croire à la spontanéité de l'action révolutionnaire. Cette spontanéité, tarte à la crème de certains gauchistes, a toujours montré une remarquable inaptitude à la victoire. Le drapeau noir du spontanéisme a toujours conduit à la défaite ceux qui s'y sont ralliés. Il n'y a pas de révolution sans parti révolutionnaire.

### **Le mythe du sursaut national.**

L'on cite souvent comme exemple la révolution fasciste en Italie. On oublie qu'à la fondation des « fascii » en 1919, Mussolini combattait depuis plus de 20 ans comme agitateur et journaliste. On oublie surtout les conditions de la lutte en Italie après l'armistice de 1918, conditions qui n'avaient rien à voir avec celles que nous

connaissons dans la France d'aujourd'hui. Comme dans nombre d'autres pays, d'une Europe souvent mal intégrée dans le processus de développement économique (Méditerranée, Est), l'Etat italien était d'une extrême faiblesse, bien incapable d'imposer sa loi aux factions armées qui se disputaient le pays. Le pouvoir devait traiter tour à tour avec de véritables armées politiques. En octobre 1922, il se trouva que les chemises noires pesaient un peu plus lourd que les autres, elles jouissaient en outre, d'un soutien quasi ouvert de larges cercles dirigeants et de sympathies nombreuses dans l'administration, elles s'emparèrent du pouvoir. Aujourd'hui, les régimes technocratiques sont caractérisés par la présence d'une caste nombreuse de privilégiés. Ils détiennent l'ensemble des leviers politiques, administratifs, économiques. Ils sont unis par une étroite complicité. Ils s'appuient sur un gigantesque appareil qui encadre rigoureusement les populations, tout spécialement grâce aux réglementations sociales. Ils détiennent le monopole du pouvoir politique et du pouvoir économique; ils contrôlent la presque totalité des moyens d'information et sont maîtres des esprits; ils se protègent au moyen d'innombrables forces de police. Utilisant scientifiquement toutes les techniques d'abrutissement (culpabilité collective, intoxication, conditionnement par création de réflexes), ils transforment des citoyens en moutons dociles, emprisonnés dans un univers mental irréel dont ils ne peuvent se libérer.

Les temps changent, les situations aussi. A la fin de la première Guerre Mondiale, la révolution communiste était une menace immédiate pour toutes les nations d'Europe. Le danger détermine toujours un mouvement de défense : les mouvements fascistes en profitèrent. Seule force organisée capable de s'opposer à la violence des Rouges, le Fascisme reçut de puissants appuis et l'adhésion massive de partisans. Aujourd'hui, le jour du Grand Soir, les Soviets d'usine et la Tchéka appartiennent au passé. Les communistes d'Occident se sont embourgeoisés; ils font partie du décor; ils sont les plus fermes défenseurs du Régime. Le danger qu'ils représentent n'en

reste pas moins réel, sous la forme d'une insidieuse pénétration idéologique, et non plus sous celle d'un coup de force ou d'une sanglante insurrection. Ils ne sont donc ni plus ni moins à craindre, à ce titre, que les hommes du régime ou le folklore anarcho-marxiste contemporain. Quant à l'U.R.S.S., les technocrates y voient un nouveau marché à prospecter ou un exemple à imiter. L'Homme-au-couteau-entre-les-dents n'est plus le communiste, mais le Nationaliste.

Heureusement pour le Nationalisme, le gauchisme, du fait des excès de sa variété anarcho-maoïste, est en train d'acquérir une telle image. Trop faible pour détruire le pouvoir, il est assez fort pour inquiéter le public. L'incapacité du Régime à le détruire ne peut que renforcer la position des Nationalistes, seuls à lutter efficacement contre lui. Malgré ce nouveau facteur, nous sommes fort loin des années 1920. Le génie personnel d'un Mussolini pouvait suffire à grouper une masse passionnée et disponible, et à conquérir un Etat incapable de se défendre, voire à demi complice. Telle n'est plus la situation en Europe et en France. Puisque la puissance appartient à l'adversaire, il faut une ruse supérieure. Puisque le nombre fait défaut, il faut viser la qualité. Puisque le « Grand Homme », inexistant d'ailleurs, s'est par trop déprécié, il faut concevoir nécessairement la Direction Collégiale. Qualité des combattants, combat méthodique et raisonné, direction collégiale dispensant doctrine et enseignement, telles sont les trois bases sur lesquelles s'est appuyé la construction d'Ordre Nouveau, et qui continueront à représenter l'ossature du mouvement.

La principale cause de l'efficacité de la domination du Régime sur notre Pays réside dans l'ignorance des « Nationaux » à l'égard de sa vraie nature. Alors que depuis 1946, l'Armée Française, engagée à défendre les Territoires d'Outre-Mer, et victorieuse sur le terrain, était contrainte à des capitulations successives par l'ensemble des forces politiques et économiques qui constituent le Régime, il fallut attendre le mois d'avril 1961, quinze années, pour qu'un nombre infime de cadres militaires entrevoyent leur véritable ennemi : un ennemi qui se trouvait

moins sur le terrain, sous l'aspect du Viet-Minh ou du F.L.N., qu'en France même, au sein de conseils d'administration, de banques, de salles de rédaction, d'assemblées et de bureaux ministériels. Encore ce sentiment de révolte était-il vague, plus intuitif que raisonné, plus fréquemment hostile à une mythique Métropole décadente, qu'à la réalité du Régime. Cette compréhension étant très limitée, la révolte fut sans lendemain. Elle s'écroula faute de perspectives révolutionnaires.

Qu'est-ce que le Régime ? Il ne représente pas quelques structures artificiellement plaquées sur la Nation, ce que Charles Maurras appelait le « pays légal » (le Parlement), par opposition au « pays réel » (le Peuple). Il n'y a plus de différence entre le pays réel et le pays légal, il y a une société totalitaire au sens exact du mot, une société où existe désormais une harmonie parfaite entre l'idéologie du Régime, ses institutions politiques et économiques et le corps social, pour maintenir la communauté populaire assujettie. Toutes les structures, des syndicats aux Eglises, en passant par les banques et les partis, tendent à une même finalité : la survie du Régime. La société technocratique dérive naturellement du Régime, tout comme la société traditionnelle procédait naturellement de la Monarchie. La disparition brutale d'un roi, un changement de dynastie, la contestation d'un monarque par une fraction, incidents qui ont jalonné l'histoire de la monarchie française, s'ils affectaient de temps à autre le fonctionnement du pouvoir politique, ne troublaient en rien les structures profondes de la société, du corps social qui, toujours, reconstituait le pouvoir monarchique. C'est la destruction du corps social traditionnel, l'imposition d'une nouvelle idéologie, la mise à jour d'une nouvelle économie et d'une organisation sociale par la première Révolution Française qui a fait disparaître la monarchie, et non l'exécution de Louis XVI. Il en va de même pour le Régime. La disparition brutale de ses principaux dirigeants, leur remplacement par une équipe n'ayant pas la formation, la préparation, la force de détruire les structures profondes de la société capitaliste et de lui substituer un ensemble cohérent, n'y

changerait rien. Rapidement, inéluctablement, la société technocratique reconstituerait le Régime. La parfaite connaissance de ce phénomène est indispensable à la recherche de solutions, à la conduite de l'action.

Il faut donc bien savoir que la distinction entre pays légal et pays réel n'existe plus ; le pays légal, le Régime, a peu à peu gangrené toute la société. Son idéologie tient le peuple enfermé dans un univers qui lui est propre. Ses institutions de toutes sortes enserrant son existence selon un moule unique.

La disparition de la société traditionnelle, cédant le pas au Régime, s'est opérée, parallèlement à l'évolution du capitalisme, par l'avènement de la toute-puissance de la technocratie. Ce bouleversement s'est fait en quelque sorte clandestinement, sans toucher aux apparences. La société semblait rester identique : c'était une illusion. Les drapeaux ornent toujours les frontons officiels, les magistrats portent encore leurs robes avec dignité, les officiers continuent à arborer un uniforme et, parfois, les prêtres une soutane, le patriotisme et l'unité nationale sont toujours invoqués par les officiers. Cependant, derrière les drapeaux, la robe du magistrat, l'uniforme de l'officier, la soutane du prêtre et les couplets patriotiques, il n'y a plus que le néant, l'ennui, l'hypocrisie. Le mythe du sursaut national, du réveil des forces vives, n'avait de signification que s'ils reposaient sur une société saine, attachée charnellement à ses traditions, et prête à les défendre contre la menace d'un « pays légal » faible, minoritaire, superficiel. Telle n'est plus la situation ; « le pays réel » est mort, et « le pays légal », le régime est tout-puissant. Ceux qui croient en la spontanéité croient en la résurrection des morts.

\*  
\*\*

Au contraire de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, la satisfaction des besoins matériels élémentaires semble à portée de main de tous. Les soupes populaires et les grèves insurrectionnelles sont oubliées ou très en recul. Le plus grand nombre des salariés est convaincu d'avoir plus

à perdre qu'à gagner à vouloir arracher par la violence ce que les revendications pacifiques et le temps lui donneront inéluctablement. Le carcan des lois sociales et le chantage au crédit font le reste pour lui retirer une part de sa combativité. Et pourtant une large fraction de la classe ouvrière ne participe pas à la prospérité générale. La moitié des ouvriers ne gagnent pas 1.000 Francs par mois. De plus, le capitalisme, dans un souci permanent d'augmenter ses bénéfices, recrée, en France, un *lumpen-prolétariat* de travailleurs immigrés, exploités, vivant dans des conditions ignobles et qui, pour peu qu'ils soient pris en mains, constituent une masse révolutionnaire toute trouvée pour les agitateurs marxistes. Enfin, l'évolution technocratique de la société menace directement plusieurs catégories sociales importantes et en premier lieu, les professions indépendantes, qui représentent autant d'obstacles à la standardisation et à la fonctionnarisation généralisée de la société. L'indépendance des professions libérales, du commerce, des moyennes entreprises, de l'agriculture est condamnée à mort par la technocratie. Les premières conséquences de cette politique ont suscité des mouvements dont la puissance a effrayé le Régime : poujadisme, émeutes paysannes. A l'heure actuelle le mouvement de Gérard Nicoud, quoi que l'on puisse penser de ses variations, a paru s'associer à une telle révolte.

Pour importants que soient les mouvements ce n'est pas cela qui peut faire courir un risque sérieux au Régime. Ces révoltes, conduites par leur propre spontanéité ou contrôlées indirectement par le Pouvoir, sont restées sur le plan de la revendication professionnelle, et si d'aventure elles en sont sorties, c'est pour se perdre, ainsi que le poujadisme, dans la petite politique.

Par ailleurs, la technocratie engendrera des mouvements ouvriers importants, soit qu'ils s'opposent à l'étouffement de leur profession décidé par le plan, soit qu'ils expriment des revendications vitales. Il y a là en germe les explosions de l'avenir.

Il en est pour le monde ouvrier comme pour les professions indépendantes et le patriotisme. La spontanéité

conduit dans les meilleurs des cas à la révolte, jamais au-delà. Le Régime est parfaitement armé pour se défendre. Il a réduit les hommes à l'état de marionnettes, au gré des circonstances, il tire les ficelles adaptées à chaque cas et à chaque situation : ficelle patriotique, anti-communisme, menace fasciste, légalisme, défense de la démocratie, des institutions, unité nationale... L'ensemble de la population est soumis au contrôle idéologique du Régime, qui est ainsi maître de la pensée de tout un peuple. Toutes les sociétés technocratiques en sont réduites au même point d'esclavage. Tout esprit critique, toute pensée personnelle est annihilée. Il suffit que soient prononcés les mots-clefs pour déclencher les réflexes conditionnés prévus, et supprimer tout raisonnement. Le souvenir des manifestations gaullistes sur les Champs-Élysées en 1968, faisant appel au patriotisme, à l'anticommunisme, alors que le Régime lui-même, depuis des années, a secrété le développement du Communisme dans le Pays et parfois encouragé les progrès de l'idéologie marxiste dans l'opinion, nous offre un exemple frappant de ce processus.

### **Pas de révolution sans doctrine.**

La spontanéité laisse subsister le réflexe conditionné, arme numéro un du Régime. Quelques concessions de surface ont tôt fait de désamorcer les révoltes. Les deux manœuvres conjuguées ont eu raison des commerçants, des artisans, des Français d'Algérie, de l'Armée, des agriculteurs, des mineurs, des étudiants, des ouvriers. L'antidote au réflexe conditionné, c'est la conscience révolutionnaire. Elle immunise définitivement contre les promesses du Régime. Avoir une conscience révolutionnaire, c'est avoir compris le jeu du Régime et renverser la table ; c'est l'éclat de rire opposé à toutes les fariboles des charlatans officiels. Guéri, l'esprit enfin libéré, tout devient clair, tout devient possible. Il faut se pénétrer de ces deux idées très simples : le régime ment toujours, pas de solution sans destruction du régime, et la conscience révolutionnaire est née. Cette

tâcl  
qu'a  
nai  
tous  
com  
com  
teni  
niq  
tion  
La p  
la d  
pher  
sout  
Une  
à ap  
n'y a  
elle  
rable  
doctr  
Le  
naire  
mém  
est c  
blabl  
cations  
divisi  
poser  
gauch  
victin  
gauch  
Il r  
activi  
Les u  
tains  
ferme  
antic  
pas e  
tre-ré  
sens



tâche impérative est longue ; elle ne peut être entreprise qu'avec le support permanent d'une doctrine révolutionnaire apportant l'explication complète et cohérente de tous les problèmes politiques, un doctrine comprise non comme un ensemble d'abstractions dogmatiques, mais comme un gouvernail pour la pensée et l'action. Maintenir le moral offensif de ses propres partisans, communiquer ces convictions aux hésitants, sont deux conditions indispensables au développement du Nationalisme. La preuve est faite que dans l'action ou en prison, quand la démoralisation guette, quand l'adversaire semble triompher, les militants éduqués, dont une pensée cohérente soutient la foi, ont une force de résistance supérieure. Une nouvelle élaboration doctrinale est la seule réponse à apporter au fractionnement infini des activistes. Il n'y a pas à revenir sur la valeur unificatrice de l'action, elle est évidente. Mais cette unification ne peut être durable et utile sans unification idéologique autour d'une doctrine juste.

Le rédacteur du « Nouvel Observateur », le fonctionnaire de la S.F.I.O., le communiste ont en commun une même idéologie : le Marxisme. Leur référence doctrinale est donc la même. Leur conception du monde est semblable, les mots qu'ils emploient ont la même signification, ils appartiennent à la même famille. Malgré leur division profonde dans l'action, ils concourent tous à imposer la même idéologie. Dans l'Université, le fourrier du gauchisme a été le corps professoral marxisé, désormais victime, par un juste retour des choses, des exactions gauchistes.

Il n'en va pas de même dans l'opposition nationale. Les activistes ne se reconnaissent pas d'ancêtres communs. Les uns sont fascisants, les autres maurrassiens ; certains se disent intégristes, et chacune des catégories enferme maintes variantes. Leur seule unité est négative : anticommunisme, antigauillisme. Ils ne se comprennent pas entre eux, les mots qu'ils emploient, révolution, contre-révolution, Nationalisme, Europe, ont pour eux des sens différents. Comment affirmeraient-ils une même

idéologie ? L'unité révolutionnaire est impossible sans unité de doctrine.

Quelle doctrine ? A cette question fréquemment posée, l'existence de ce texte consacré au Nationalisme est déjà une réponse. On ne juge pas de l'existence d'une doctrine au nombre des volumes qui garnissent une bibliothèque, bien que cet élément ne puisse être négligé, mais sur ses résultats. Le fait que les Nationalistes aient vu clair, qu'ils ne se soient jamais abusés, qu'ils n'aient jamais cédé à l'opportunisme prouve l'existence et la qualité de leurs bases de jugement, qu'ils n'ont jamais cessé de perfectionner en tirant les enseignements de leurs expériences. Enfin les fondements idéologiques du Nationalisme sont extrêmement riches : leur diversité, l'inadaptation de certaines formules trop marquées par une actualité dépassée, les lacunes évidentes que contiennent chacune des œuvres des précurseurs ne constituent pas un écueil bien grave. L'œuvre de Marx était immense, illisible et confuse ; il a fallu le travail acharné de Lénine pour en tirer un corps de doctrine clair et pour transformer cet immense fatras en arme efficace de guerre politique.

**L'Action révolutionnaire est, avant tout, une méthode.**

La lutte menée autour des événements d'Algérie, la lutte menée au sein du Comité Tixier-Vignancour a montré que les « nationaux » pouvaient contribuer à créer une situation favorable, mais la démonstration est également faite de leur totale impuissance à transformer une révolte populaire ou un courant d'opinion en révolution ou en mouvement structuré. L'embryon d'organisation nationaliste, malgré les efforts de ses militants, n'a pas grandi au rythme de la révolte spontanée. *Jeune Nation*, qui avait une vue claire des choses, ne parvint jamais à dépasser la faiblesse numérique et organisationnelle et n'eut que peu d'influence sur le cours des choses. De même le mouvement *Occident*, tout juste créé, était trop faible pour pouvoir infléchir l'action du Comité Tixier, qui, par pur électoralisme, abandonna finalement tout son

programme d'origine, sans pour cela gagner une voix supplémentaire. Ainsi des conceptions nationales prévalurent-elles, mais l'action engagée dans des conditions politiques favorables, avec une abondance de partisans et de moyens, s'effondra dans l'incohérence. Cependant, cette période de luttes et de répression a contribué à forger des combattants révolutionnaires, jeunes pour la plupart, et les circonstances des effondrements successifs des groupements nationaux ont déniaisé bon nombre de militants, qui leur faisaient confiance. Progressivement, ils sont venus au Nationalisme.

La révolte de la jeunesse contre une société sénile et hostile est une réalité. Personne n'avait prévu le raz de marée poujadiste en 1956, ni les révoltes paysannes de 1961, ni les révoltes étudiantes de 1968. Par centaines de milliers, les hommes sont descendus dans la rue, et ce, malgré réfrigérateurs et télévisions. La malfaisance du Régime suscitera dans l'avenir de nouvelles explosions populaires, mais inorganisées, ces révoltes retomberaient comme les précédentes. Toute l'action doit donc avoir pour but d'introduire le levain dans la pâte, et d'ouvrir une perspective révolutionnaire en présentant une solution de remplacement au Régime, et les forces nécessaires pour le rendre crédible. Le travail d'organisation, de pénétration, d'éducation populaire est toujours lent. Il faut se souvenir que presque tous les révolutionnaires du xx<sup>e</sup> siècle ont dû combattre longtemps avant de triompher. Lénine près de trente ans, Hitler treize ans, Mao Tsé-toung vingt-sept ans, Ho Chi Minh trente-deux ans... Dans les difficultés de la lutte, les partisans acquièrent une conscience révolutionnaire, de nouveaux cadres surgissent, l'organisation se rode et se transforme. Le développement de l'action révolutionnaire n'est jamais progressif et harmonieux. Semblable à une ligne brisée, il est fait de succès partiels, d'échecs, de remontées, de nouvelles chutes, de stagnations apparentes. Tous les mouvements révolutionnaires ont connu des revers catastrophiques : bolchevicks en 1905, nationaux-socialistes en 1923, communistes chinois en 1926-27. Leur réussite tint à leur faculté d'analyser les causes de ces échecs, d'en tirer les

enseignements, de se corriger et de s'adapter à de nouvelles conditions de lutte. Les bolcheviks abandonnèrent la seule illégalité pour conjuguer les possibilités tant légales qu'illégales. Les nationaux-socialistes abandonnèrent la voie insurrectionnelle pour entreprendre la conquête légale du pouvoir, Mao Tsé-toung délaissa le prolétariat urbain en rompant avec la tendance putchiste et ouvriériste de Li-Li-San et s'orienta vers les campagnes et la guérilla. L'action révolutionnaire, comme la guerre, obéit à des lois impératives. Les Nationalistes doivent les rechercher à la lumière de leur propre expérience et les adapter à la nouvelle situation.

Ils doivent se rendre compte surtout que l'analyse historique ne peut être bénéfique que si elle est faite d'une façon totalement objective. Le passé ne doit pas être drapé aux couleurs du plus beau rose, lorsque tel ne fut pas le cas. Il serait politiquement inepte de nier le schématisme de la pensée de *Jeune Nation*, le délire pseudo-philosophique d'*Europe Action*, ou l'activisme forcené d'*Occident*. Il serait tout aussi vain de ne pas étudier les aspects positifs de ces expériences nationalistes, dont les qualités aussi bien que les défauts ont été décisifs dans l'édification lente et patiente de la ligne politique d'Ordre Nouveau. De même une autocritique réelle, pour le passé comme pour le présent, doit être la règle chez les militants et les responsables nationalistes. Il est stupide de rejeter sur les autres les erreurs qui ont pu être commises. Il faut savoir analyser avec lucidité pour ne plus être exposé à les faire.

### Nationaux et Nationalistes.

L'électeur, le simple partisan, suivent une tête d'affiche, un nom connu, le sauveur d'un jour. Les « nationaux » aiment cette facilité. Troupeau passif, ils attendent tout de l'homme-miracle. Même les petits groupes ont leur idole. L'immanquable disparition du grand homme ou sa trahison laissent des dupes aigries et découragées. Le Nationalisme n'a pas besoin de suiveurs, mais de militants qui se définissent par rapport à la doctrine et non par

rapport à un homme. Ils ne combattent pas pour un pseudo-sauveur, car le sauveur est en chacun d'eux. Ceux qui assument la direction de la lutte peuvent disparaître ou se tromper, la valeur de la cause ne s'en trouve pas atteinte, ils sont remplacés. Les militants se sacrifient pour leurs idées, et non pour un homme. La communauté des militants n'est pas une propriété personnelle. Les responsables qui conduisent l'action ne sont que des porte-parole momentanés du Nationalisme. Ils détiennent une responsabilité uniquement parce qu'ils se révèlent les plus aptes à remplir des tâches de direction.

Des sommes énormes recueillies pour le Comité Tixier-Vignancour ont été englouties par les notables et les politiciens auxquels elles furent confiées. Quelques brochures, quelques conférences, des voyages, des banquets, des congrès, quelques affichages sporadiques prétendirent justifier leur emploi. Avec des moyens colossaux les notables n'ont rien fait.

Pendant ce temps, des militants développaient une activité cohérente avec les moyens dérisoires que fournissaient leurs cotisations personnelles. Ils tinrent des réunions publiques, couvrirent le pays d'inscriptions, fabriquèrent des affiches à la main, déclenchèrent des actions spectaculaires à peu de frais, leurs ronéos tournèrent d'un bout à l'autre de la France. Ils firent beaucoup avec rien. C'est le propre du militant révolutionnaire.

Pour les notables qui dirigent les « nationaux », les militants appartiennent à une catégorie inférieure. Ils ne sont que la piétaille des luttes politiques. Ils font partie du matériel électoral. Ils sont les billes des éternels complots. Leur abnégation sert de marche-pied aux ambitions des arrivistes. Si les affaires tournent mal, les militants sont froidement abandonnés.

Le combat nationaliste écarte les notables. Ses militants et ses dirigeants ne sortent pas des laboratoires électoraux ou d'officines à complot, mais de la lutte : les nuits d'affichage, les harangues en public, les coups, les réunions houleuses, les tracts tirés le soir sur une ronéo, distribués à l'aube, les arrestations, les interrogatoires, les sévices, la prison, les juges, les déceptions,

les injures, l'indifférence, les échecs... Là, ce sont les plus tenaces, les plus dévoués, les plus conscients qui sont les premiers, là se forme l'élite révolutionnaire.

Nombre de politiciens ont longtemps vu dans nos milieux un tremplin pour leurs ambitions. Hommes du régime par intérêt et par formation, ils restent les ennemis jurés de la révolution. Ils ont été d'autant plus aptes à la combattre qu'ils semblaient en être les partisans. Les gaullistes, jusqu'au 13 mai, certains parlementaires, certains intrigants par la suite sont les illustrations typiques du noyautage de la révolte par le régime. La direction de l'O.A.S., le Comité Tixier-Vignancour ont regorgé de ces individus qui se sont occupés d'être « au bon endroit au bon moment » et qui se sont ainsi trouvés à même d'engager la révolte dans une impasse. Leur objectif est de détourner de la lutte contre le régime, le plus souvent en invoquant l'anticommunisme.

Ces individus sont habiles à exploiter la confusion née de buts apparemment semblables. Ils savent que les « nationaux » sans éducation politique ne demandent qu'à se laisser prendre au chantage à l'union et qu'ils ont toujours un penchant coupable pour l'adversaire soi-disant repent. C'est entrer dans leur jeu que de les accepter. Ce serait se faire leur complice que de se taire.

Pas d'union avec les hommes du régime ! Ils doivent être dénoncés avec la dernière vigueur. A ce prix, le peuple cessera d'être trompé, les partisans perdront leur naïveté naturelle et deviendront éduqués.

### **Les unions, les rassemblements, les fronts, les comités d'entente...**

Zéro plus zéro, cela donnera toujours zéro. L'addition des mythomanes, des comploteurs, des nostalgiques, des arrivistes, des naïfs, des imposteurs, ne donnera jamais une force cohérente. Conserver l'espoir de faire progresser l'idée nationaliste en unissant des incapables, c'est persévérer dans l'erreur. Les quelques éléments de valeur sont paralysés par des farfelus qui les entourent. Le jugement populaire ne s'y trompe pas ; ces partisans

indésirables font un mal considérable au Nationalisme avec lequel ils sont régulièrement confondus. Ils font fuir les éléments sains et tarissent tout recrutement de qualité.

Avec eux, il ne peut être question d'union. Il faut au contraire proclamer les différences fondamentales qui les séparent du Nationalisme. Les farfelus doivent être impitoyablement écartés. A cette condition, il sera possible d'attirer des éléments neufs, des partisans efficaces.

Les ex-parlementaires, rêvant de le redevenir, les chefs classiques, les sous-ordre qui ont la nostalgie de leur autorité perdue, se réunissent périodiquement autour de Tables Rondes pour créer le grand parti national. De ces tables rondes, il ne sort jamais rien, si ce n'est, dans les meilleurs cas, un nouveau sous-groupuscule, fondé par l'organisateur des rencontres, le plus souvent lâché par tous les autres participants. Incapables d'accepter une discipline, tenant farouchement à leurs « idées » puisqu'ils en ont fort peu, avides de postes sinon de responsabilités, les responsables « auto-proclamés » des nationaux ne savent que parler de l'unité, en couvrant d'injures, sitôt la conférence terminée, les gens qui y ont participé. De tels hommes ne peuvent évidemment pas participer à un combat politique sérieux.

Quant aux rassemblements et aux fronts, ils n'ont qu'un seul but : profiter à ceux qui les organisent ou les contrôlent. Proposés par les notables, les rassemblements et comités d'entente ont le plus souvent un but électoral. Ils leur procurent à peu de frais des colleurs d'affiches et des équipes de service d'ordre. La période électorale close, le rassemblement est placé au frigidaire, en attendant une nouvelle occasion d'exploiter l'inaltérable crédulité des « nationaux ». A la première difficulté sérieuse, par exemple une décision à prendre au sujet d'un événement controversé, le front éclate et chacun reprend sa liberté. Le rêve a vécu. Le combat politique, tout comme la guerre, est fait de manœuvres : dissimulations, reculs, offensives. Il nécessite donc une totale discipline et une direction unique capable de pren-

dre instantanément des initiatives engageant l'ensemble des forces. Leur composition hétérogène et la diversité de conceptions de leurs dirigeants interdisent aux rassemblements de se plier à ces impératifs ; ils sont donc voués à l'opportunisme et à la désintégration.

Comment imaginer qu'un troupeau hétéroclite où dominent les bavards, les arrivistes et les farfelus, que minent les querelles de clans et de personnes, soit capable de s'opposer à la force supérieurement organisée du Régime ? Il est vrai que tel n'est pas le but des notables « nationaux ». Cette forme d'action est définitivement condamnée par l'expérience. La tactique du front ne saurait être envisagée sans une organisation nationaliste capable de lui imprimer son élan et de lui imposer sa ligne politique. Or aujourd'hui cette organisation existe, et c'est Ordre Nouveau. Aussi sommes-nous d'accord pour combattre nos ennemis en commun avec les nationaux, à condition qu'il s'agisse d'un combat sérieux. Nous sommes décidés à impulser toute lutte menée contre le Régime et le marxisme, en y jouant le rôle moteur qui revient à notre force et à notre énergie militante. L'exemple du Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam, en 1968, a montré que lorsqu'existait un mouvement Nationaliste efficace (Occident) au sein de l'habituel magma national, il était possible de faire œuvre utile. Il est donc nécessaire d'accomplir aujourd'hui les mêmes efforts.

### **Le Militant est seul l'ossature du Mouvement Nationaliste.**

Le travail de ces dernières années fut accompli par de petites équipes, voire des isolés. Ces noyaux étaient composés de militants véritables, éduqués, sûrs. Avec des moyens infimes, mais de la ténacité, de l'imagination, ils furent les artisans de tous les succès partiels enregistrés dans la lutte. La preuve est faite que cinq militants valent mieux que cinquante farfelus. La qualité des combattants est de loin préférable à leur quantité. C'est autour d'une équipe minoritaire et efficace que le grand nombre se rassemble, pas l'inverse.



Que les mouvements révolutionnaires soient faits de minorités agissantes ne signifie évidemment pas que n'importe quel groupuscule soit révolutionnaire du simple fait qu'il est minoritaire. C'est une excuse trop facile pour la médiocrité de certaines chapelles. Les minorités agissantes ne sont pas des sectes stériles. Elles sont en prise directe sur le peuple. Le but évident de l'action nationaliste est de recruter le maximum d'adhérents pour les transformer en militants nationalistes. Il ne faut pas oublier que l'on ne naît pas Nationaliste, mais qu'on le devient. Le militant nationaliste le plus sûr et le plus efficace a souvent été d'abord un national, peut-être peu habitué à la discipline d'un mouvement Nationaliste.

Ce n'est pas au sein d'une formation unique — parti ou mouvement — que l'action peut être menée. Cette forme expose beaucoup trop aux coups de l'adversaire. Dans les années passées, nombre d'organisations, qui étaient plus des milices que des mouvements à proprement parler, ont pu mener une action souvent spectaculaire : il a suffi de l'arrestation de quelques dirigeants, ou d'une dissolution pour entraîner leur disparition instantanée et définitive. Cette forme d'action appartient visiblement au passé. Les partis traditionnels, hiérarchie unique et centralisée où toutes les activités sont groupées sous la même étiquette, ne correspondent pas non plus aux nécessités présentes. La pénétration des idées se fait sous les formes les plus variées, adaptées à chaque milieu. Cette tâche, seuls des militants peuvent la mener à bien. Leur initiative est le meilleur gage de dynamisme d'un mouvement. Leur unité ne doit pas être celle d'un parti, mais celle que crée une même doctrine, une même méthode, une même ligne d'action. Une action efficace et bien diversifiée ne peut être menée à bien qu'au moyen de petites unités tactiques autonomes, composées de militants unis et bien formés. Il est évident cependant qu'un organisme central, déterminant les thèmes généraux d'action, est indispensable, mais on doit se souvenir que ce ne sont pas les « grands Chefs » et les savants organigrammes qui font avancer vers la révolution.

### Nécessité d'écartier les « Nostalgiques ».

Il est plus facile de copier le passé que d'imaginer l'avenir. L'anachronisme en politique comme dans le domaine militaire est une certitude de défaite, on ne refait pas une guerre de positions à l'époque des blindés. Certaines images ont causé un grand mal dans le passé : la guerre d'Espagne, l'insurrection nationale de 1936 autour de l'armée, le 13 mai et le semblant de soulèvement militaire, l'appel au soldat, tarte à la crème des « nationaux ».

Pourtant, définitivement échaudée, semble-t-il, par le régime issu du coup de force militaire du 2 décembre 1851, l'armée française a choisi d'obéir au Régime lui-même, en étant incapable de se hisser à une véritable conscience nationale. On l'a encore vu lors de la crise de mai 1968, où le souci d'obéir « au gouvernement légal », fût-il celui d'un Mendès intéressé par un néo-Front populaire, était la préoccupation exclusive des caciques galonnés de l'Armée Française.

L'Armée Française est une des composantes du Régime. Ses chefs ont été soigneusement choisis pour leur soumission intéressée, ses cadres sont en majorité de simples fonctionnaires. Comme partout ailleurs, une petite minorité peut être révolutionnaire, pas l'armée avec un grand « A ». Celle-là serait tout juste bonne dans l'avenir à épauler une entreprise de replâtrage du Régime. C'est par manque de confiance en soi et par refus de l'effort que les « nationaux » se sont déchargés de leurs responsabilités sur l'espoir stupide d'imaginaires complots militaires. C'est une lâcheté intellectuelle et une fausse excuse pour échapper aux patientes et difficiles tâches du militant.

Non, les complots ne résolvent rien, ils sont néfastes. Les comploteurs ressemblent à ces vieilles filles qui se réunissent pour épancher leur bile et leurs sentiments venimeux. Comploteurs de salon ou terroristes, ils se coupent eux-mêmes de leurs compatriotes. Ils s'enferment dans un ghetto moral, leur enthousiasme se trans-

forme  
prenn  
proje  
désign

Le Rév

Ce  
térise  
ne déj  
cheviq  
le par  
tionna  
quête  
messes  
nalism  
moyen  
des ge  
les pa  
bent à

Lors  
la prés  
gramm  
cela p  
joue le  
lisme.  
dépass  
pable  
França  
force p  
en 1919  
de syr  
assemb

Le r  
attitude  
Ce son  
méfier.  
fondre  
violenc

forme en ressentiment. Vivant dans un univers clos, ils prennent leurs désirs pour des réalités, échafaudant les projets les plus délirants, ils deviennent les victimes désignées de toutes les provocations.

### Le Révolutionnarisme.

Ce n'est pas la forme d'action, mais le but qui caractérise une organisation révolutionnaire. Les moyens, eux, ne dépendent que des circonstances. Ainsi, le parti bolchevique usa de l'illégalité et de la violence, tandis que le parti National-Socialiste, autre organisation révolutionnaire, utilisa les seuls moyens légaux dans sa conquête du pouvoir. L'outrance dans l'expression, les promesses d'apocalypse n'ont jamais fait avancer le Nationalisme d'un pas. Au contraire l'adversaire y trouve des moyens faciles de le discréditer ; le peuple se détourne des gens qui se présentent comme des fous dangereux, les partisans se découragent — à moins qu'ils ne tombent à leur tour dans la même ânerie.

Lorsqu'un sous-groupuscule proclame son hostilité à la présentation de candidats nationalistes sur un programme nationaliste à une élection, il n'en est pas pour cela plus révolutionnaire que le parti nationaliste qui joue le jeu électoral pour faire progresser le nationalisme. Il théorise tout simplement son impuissance à dépasser le stade de groupuscule sans importance, incapable de se lier à n'importe quelle lutte. Même l'Action Française, au temps où elle représentait une certaine force politique, a participé aux élections (en particulier en 1919, où fut élu Léon Daudet et en 1924) et une dizaine de sympathisants d'Action Française firent partie des assemblées de la III<sup>e</sup> République.

Le révolutionnarisme caricatural dans les propos, les attitudes et l'action est l'ennemi même de la révolution. Ce sont surtout les jeunes éléments qui doivent s'en méfier. Revêtir un déguisement baptisé uniforme, confondre le sectarisme avec l'intransigeance, afficher une violence gratuite sont des pratiques qui relèvent de

l'infantilisme. Certains y trouvent l'exaltation d'un romantisme morbide. La révolution n'est pas un bal costumé, ni un exutoire pour mythomanes. L'action révolutionnaire n'est pas l'occasion de surenchères au purisme. Assez de folklore.

### Les tâches actuelles du Nationalisme.

#### *Les conditions de la prise de pouvoir.*

Une révolution ne se fait jamais complètement à « froid », contrairement à un coup d'Etat qui reste une opération technique et n'implique nullement une transformation préalable de la société. Toutes les révolutions sont la conclusion ultime d'un lent mûrissement. La forme de prise du pouvoir, brutale ou légale, n'y change rien. Que le développement de la phase finale soit rapide ou lent, apparent ou invisible, n'infirmes pas cette règle.

Il est bien sûr exclu de connaître la situation que le Nationalisme aura dans les années à venir. Ce ne sont donc pas des recettes qui sont à rechercher, mais les conditions générales du succès révolutionnaire, toute l'action devant tendre à les réaliser avec le maximum de souplesse dans les formes et le maximum de rigueur dans la poursuite des objectifs fondamentaux.

Une situation révolutionnaire est marquée, au premier chef, par une certaine plasticité de l'opinion. C'est-à-dire que celle-ci, détachée du Régime, doit être prête à accepter un changement qu'en temps normal elle refuserait. Une telle situation existait à la veille du 13 mai 1968. Peu importe au demeurant que cette attitude soit réelle ou artificielle, créée de toutes pièces ou résultat d'un long cheminement, qu'elle ait pour cause une désaffection croissante, un malaise politique ou une situation économique difficile. Il importe seulement qu'entre le Régime et l'opinion un fossé se creuse, que les relations soient mauvaises, que la « crédibilité » du Pouvoir soit atteinte.

Une révolution suscite toujours des oppositions. Il y a un seuil dans ces oppositions qui condamne ou autorise

la  
rit  
mo  
per  
s'ir  
les  
aux  
ma  
pat  
celu  
ritu  
tem  
qu'u  
app  
si le  
hére  
ciste  
avai  
(sans  
au sa  
des  
solid  
puise  
elle  
l'élim  
gagné  
la co  
l'actio  
Ces  
lisme  
c'est-à  
cable  
dans  
server  
contre  
de leu  
nalism  
zèle s  
Natio  
imméc

la révolution. Celle-ci peut s'accomplir contre une minorité ou contre le grand nombre, jamais contre tout le monde. Un seuil minimum d'adhésion populaire est indispensable. L'exemple des « 50.000 bolchevicks » de Lénine s'imposant au peuple russe ne doit pas faire oublier que les bolchevicks obtinrent 25 % des voix à la fin de 1917, aux élections, fort libres, à la Constituante (gagnant la majorité à Pétrograd et à Moscou). L'impact de sympathie du léninisme était donc infiniment supérieur à celui suggéré par le nombre, en fait plus élevé que celui rituellement annoncé (250 à 300.000 militants en Septembre-Octobre 1917). Il est donc bien vain de croire qu'un petit nombre de militants formés, sans aucun appui populaire, puisse s'emparer du pouvoir. De même, si le Parti National Fasciste ne dépassait pas 350.000 adhérents lors de la marche sur Rome, les syndicats fascistes disposaient de 750.000 adhérents et le jeune parti avait obtenu, l'année précédente, 35 sièges de députés (sans compter les innombrables complicités existantes au sein de l'administration, de l'armée, de la police, voire des petits bourgeois). Il faut à la révolution une base solide et suffisante sur laquelle s'appuyer. Base où elle puisera les équipes de remplacement, à partir de laquelle elle rayonnera, qui lui servira de point d'appui pour l'élimination des forces hostiles. Le Nationalisme devra gagner à lui, fermement, une fraction de la population, la contrôler par sa propagande, l'organiser en vue de l'action.

Ces conditions resteraient insuffisantes si le Nationalisme ne représentait une possibilité de remplacement, c'est-à-dire un encadrement d'Etat et une politique applicable en tous domaines pour faire entrer la révolution dans les faits. Certes, la grande majorité des cadres qui servent aujourd'hui le Régime sans voir qu'ils travaillent contre eux-mêmes, contre leur peuple et contre l'avenir de leurs enfants, sont susceptibles de se rallier au Nationalisme et, comprenant sa signification, d'apporter un zèle supérieur dans leur mission. Encore faut-il que le Nationalisme, en la personne de ses responsables, fasse immédiatement la preuve de sa capacité à conduire un

Etat moderne. Ayant à prévoir le sabotage occulte, systématique, de la caste technocratique, le Nationalisme doit pouvoir contrôler le pouvoir réel, c'est-à-dire la maîtrise des rouages techniques de la société. Cela implique l'existence de cadres révolutionnaires parfaitement compétents, adoptant une politique générale, avec résolution et initiative.

Quelles que soient les modalités pratiques d'une prise de pouvoir, directement ou par personne interposée, avec ou sans compromis, les conditions de succès tiennent en trois termes : une base de partisans organisés, un corps de cadres compétents, une politique définie.

Pour répondre à toutes ces exigences, il n'est pas inutile de réfléchir sur des exemples concrets, même s'ils sont le fait d'adversaires. En 1961, les « nationaux » applaudirent aux violentes manifestations de la colère paysanne. Les vieux clichés sur les traditions des paysans et de la chouannerie leur faisant espérer que ces fourches et ces tracteurs marcheraient spontanément sur l'Elysée. C'était oublier que ces mouvements étaient solidement tenus en main, de longue date, par la fraction progressiste et chrétienne du régime. Depuis plus de quinze ans, les équipes, minoritaires à l'origine, de chrétiens marxisants avaient entrepris la conquête des mouvements d'action catholique paysans, en particulier la J.A.C. Progressivement, sans vacarme, le progressisme chrétien s'implanta, forma des cadres capables d'organiser l'action agricole sur des bases nouvelles. Sans « Grands Chefs », mais avec des responsables efficaces, sans liens organiques apparents, mais avec une même doctrine et une même méthode, ils devinrent maîtres de l'une des principales forces actuelles.

Le Nationalisme n'est pas seulement une doctrine politique, mais une éthique qui embrasse toute l'existence de l'homme, l'éthique européenne de l'honneur, exprimée par le stoïcisme aurélien. Il crée entre les militants pénétrés de son enseignement une unité et une discipline de pensée supérieures. Dans cette discipline, les formes diversifiées de l'action peuvent se développer avec autonomie.

L'ensemble de ces observations, la nécessité d'être activement présent dans les mouvements de révolte de l'avenir, montre clairement que le Nationalisme ne doit pas se limiter à la création d'un parti réunissant une minorité de croyants, mais œuvrer à la pénétration nationaliste de tous les milieux afin d'éveiller et de contrôler effectivement une partie de la population. Le ciment de l'action ne se trouve ni dans la fidélité à « l'homme providentiel », ni dans la hiérarchie officielle d'un parti, mais dans l'accord profond des militants sur la doctrine et l'éthique nationalistes.

L'action a pour but de donner au Nationalisme des moyens réels. Moyens matériels assurant l'autonomie de ses activités, y compris l'autonomie financière. Moyens humains, assurant l'appui actif d'une fraction de la population.

La propagande qui n'est pas suivie d'effets pratiques, les nouveaux partisans éveillés qui ne sont pas organisés, un recul de l'adversaire qui n'est pas exploité, sont autant d'échecs pour le Nationalisme, autant de fautes de la part des militants. Il y a saturation de la simple propagande, de la propagande en surface. La propagande n'a d'effet qu'en s'appuyant sur des réalisations. Cela signifie que le propagandiste doit se doubler d'un organisateur à l'affût des occasions qui vont lui permettre de marquer un point : prendre la tête d'une action revendicatrice délaissée par les syndicats officiels, faire tomber un délégué syndical communiste, faire passer un Nationaliste, susciter une association de défense d'un quartier, lancer une maison de jeunes, imposer ses candidats au bureau d'une A.G. étudiante, etc...

Sans ce travail d'organisation, il n'y a pas de pénétration possible. L'action révolutionnaire ne devient effective que du jour où elle a obtenu le contrôle d'un organisme social, si limité soit-il : un syndicat d'entreprise, un journal local, une mairie de village, une maison de jeunes... Organisme qui va permettre de constituer une base Nationaliste, c'est-à-dire un groupe social d'où les adversaires ont été éliminés, où les neutres sont absorbés,

où le Nationalisme soit chez lui, appuyé par tout le groupe. Cette action exige un travail long, patient, méthodique, adapté au milieu choisi et sur lequel on fait porter tout l'effort à l'exclusion d'autres activités. La pénétration se fait par les voies les plus variées, apparentes ou non, sociales ou politiques. Elle peut rendre nécessaire la création d'associations diverses adaptées au milieu. Elle repose uniquement sur l'aptitude des militants à en assurer l'organisation.

Il ne s'agit pas de faire de la surface, mais de créer l'un après l'autre les points forts du Nationalisme. Mieux vaut contrôler une seule entreprise, une seule municipalité, une seule faculté, que de déployer une agitation généralisée sans prise sur la population. La création de ces bases est une source inestimable d'expérience, la meilleure école des militants et des futurs cadres.

Le Nationalisme ne se fixe pas d'échéance. Il n'est pas tenu par une date limite. Il ne propose pas la prise du pouvoir dans les trois mois. Il sait que le temps est indispensable à la formation de cadres et à la préparation d'une révolution qui a pour but la transformation radicale des rapports sociaux. Entendant procéder par étapes, le Nationalisme se fixe comme premiers objectifs d'apporter l'explication de sa doctrine aux militants et partisans qui formeront l'encadrement des actions futures, en second lieu d'entreprendre, en un nombre limité de points, un travail de pénétration et d'organisation en vue de créer des bases populaires; travail dont les enseignements serviront dans une deuxième phase à l'extension de l'action.

### **Participation à toutes les luttes.**

Les luttes doivent être menées sur tous les plans. Il est maladroit de négliger telle ou telle forme de combat car elles sont également utilisables pour la conquête du pouvoir.

*Lutte*

La  
révolu  
de dis  
une é  
tation  
présen  
canto  
poten  
prise  
de pa  
nalist  
des p  
clair  
sous  
conce  
qu'un  
gressi

*Lutte*

Le  
toutes  
tution  
mier  
Natio  
Il est  
que s  
syndic  
dicat  
sous  
fracti  
n'est  
réelle  
même  
çants  
par d



*Lutte électorale.*

La représentativité électorale permet à un mouvement révolutionnaire d'être infiniment plus dur car les risques de dissolution diminuent d'autant. Le test que représente une élection permet de vérifier les progrès de l'implantation du mouvement et de la diffusion de ses idées. La présentation de candidats à des élections municipales, cantonales ou législatives assure le renforcement en potentiel militant et matériel des sections locales. Si la prise du pouvoir par les Nationalistes a peu de chance de passer par un quelconque « 51 % des voix aux Nationalistes », un solide impact électoral assure de très grandes possibilités de manœuvre. Mais il doit être bien clair que ces campagnes électorales doivent se faire sous nos couleurs, avec nos mots d'ordre, et sans aucune concession électoraliste. C'est à cette condition seulement qu'un combat électoral pourra servir de support à la progression du Nationalisme.

*Lutte syndicale.*

Le Nationalisme doit servir de support idéologique à toutes les luttes menées contre le capitalisme. La constitution d'une Union Générale des Travailleurs est le premier effort sérieux entrepris dans ce domaine par les Nationalistes depuis la fin du Parti Populaire Français. Il est bien évident que l'U.G.T. ne sera pas un quelconque syndicat « jaune », au service du patronat, mais un syndicat de combat au service des travailleurs. Ce syndicat participera aux luttes revendicatives non seulement sous ses propres couleurs, mais encore en animant des fractions nationalistes au sein des autres syndicats. Ce n'est que par cette politique que le Nationalisme pourra réellement s'implanter au sein de la classe ouvrière. De même, la lutte antimonopolistique des petits commerçants ne pourra être victorieuse que si elle est animée par des militants politiques. C'est le rôle du mouvement

d'assurer une telle direction politique, afin d'éviter que cette lutte ne soit dévoyée par les marxistes ou récupérée par les gaullistes.

### *Lutte militante.*

Il est bien entendu hors de question de laisser la rue aux mains des communistes et des gauchistes. Mais l'Ordre Nouveau ne doit pas se laisser enfermer dans une « guérilla urbaine » sans issue contre ses adversaires gauchistes. La lutte militante doit toujours se placer dans une perspective politique mûrement réfléchie et être susceptible d'une exploitation de propagande. Nous ne devons être à aucun prix ni les « casseurs de droite » ni « les C.R.S. du régime ». Nous devons donner de véritables perspectives révolutionnaires aux militants nationalistes en menant un double combat, dans les faits et non pas seulement dans les déclarations, contre le marxisme et contre le régime. Les Nationalistes ne défendent pas l'ordre ancien dans la rue, ils se battent, dans la rue, pour édifier l'Ordre Nouveau.

### **Action syndicale.**

La naissance de l'Union Générale des Travailleurs marque clairement la volonté des Nationalistes de mener un combat efficace au sein de la classe ouvrière. L'U.G.T. doit mener son combat en tant que fraction nationaliste organisée au sein des syndicats officiels, là où ce sera possible, en tant que formation syndicale autonome là où un tel processus ne pourra avoir lieu. En tant que Nationalistes, nous sommes partisans d'un syndicalisme révolutionnaire, menant une lutte véritable au service du peuple. Nous devons donc mener une action sans complaisance contre tous les syndicats « jaunes », qu'ils soient inféodés au P.C. comme la C.G.T., au patronat et au régime comme la C.F.T. Certes, nombre de syndiqués de la C.G.T. ou de la C.F.T. croient défendre, les uns contre le patronat, les autres contre le bolchevisme, les intérêts des

travailleurs. Notre devoir est de leur montrer leurs erreurs et de les convaincre de mener le combat sur deux fronts, contre le capitalisme et contre le bolchevisme.

La grande liberté régnant au sein de Force Ouvrière doit permettre d'y constituer une fraction sur nos propres thèmes. De même n'est-il pas impossible de travailler à la C.F.T.C. Quant à la C.F.D.T., elle ne demande que d'œuvrer pour un « socialisme humain » et contre le capitalisme, ce qui recoupe fort bien les objectifs de l'U.G.T. Il lui sera donc bien difficile de condamner l'action de nos militants membres de ses sections d'entreprise.

La constitution de fractions U.G.T. au sein des syndicats « réformistes » (F.O., C.F.T.C., C.F.D.T.) doit permettre d'implanter correctement l'U.G.T. La constitution de cellules autonomes ne doit être considérée que comme un pis aller, dans les cas où le sectarisme des dirigeants syndicalistes locaux interdira un travail efficace. L'objectif final reste, bien entendu, la constitution d'une centrale syndicale Nationaliste, analogue à la C.I.S.N.A.L., de nos camarades italiens, assurant l'implantation réelle des idéaux nationalistes au sein des travailleurs. Cette U.G.T. devra impulser des luttes vigoureuses contre les structures capitalistes de l'économie française et dénoncer l'action des syndicats « jaunes », dont le capitulationnisme permanent tente de briser l'ardeur revendicative des masses laborieuses.

## **Construire le Parti.**

### *Le parti révolutionnaire.*

Pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire; il n'existe pas sur terre un seul cas ayant fait exception à la règle.

Pour parvenir à la pleine efficacité dans l'action du parti, il faut que celui-ci soit fondé sur la règle du « centralisme démocratique », unissant correctement la théorie nationaliste à la réalité de notre pays.

Seul un parti peut regrouper et organiser l'avant-garde nationaliste, conduire à toutes les luttes et construire l'Etat Nationaliste. Il nous faut absolument un tel parti.

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, un seul groupe national qui ne souscrive, au moins en parole, à un tel rappel de principes, terminant rituellement ses écrits par l'incantation obligatoire au « parti ». La question semble donc réglée. En fait elle ne l'est pas le moins du monde.

En effet, pas plus que de se réclamer en paroles du Nationalisme n'est une garantie suffisante, le fait de reconnaître la nécessité du parti n'est une preuve de quoi que ce soit.

Ce n'est pas sur ses bonnes intentions qu'un Nationaliste juge un groupe politique, mais sur la pratique qu'il développe effectivement, sur la manière dont, dans une situation donnée, il s'efforce d'appliquer les principes dont il se réclame. On ne peut étudier le problème de la création du parti uniquement du point de vue organisationnel, comme s'il s'agissait de rédiger les statuts qui réuniraient en une seule organisation les militants éparpillés : c'est à travers les luttes populaires que le parti s'édifie, c'est dans la lutte que surgissent les cadres et les idées justes. Nous estimons donc que la résolution des problèmes d'organisation est à l'heure actuelle le nœud du développement du mouvement nationaliste et que ce problème doit être examiné d'une manière spécifique, afin d'être solidement pris en mains.

Il est essentiel d'analyser comment ce problème crucial a reçu une première amorce de solution de la part d'Ordre Nouveau, dans les premiers mois de sa création. Il faut aussi envisager de quelle façon l'élaboration du Parti devra être poursuivie par Ordre Nouveau.

Partant d'une première implantation très localisée (le Groupe Union Droit et quelques noyaux locaux d'Union Nationaliste), Ordre Nouveau a réussi dès les premiers mois de sa création à dépasser le stade du localisme et à mettre sur pied un premier embryon d'organisation centrale. Alors que les mouvements nationaux et droitistes persistaient dans leur mentalité localiste et groupusculaire, Ordre Nouveau frappait le coup décisif en mettant

sur  
Par  
défi  
ce n  
faço

La  
gion  
solid  
Le  
gage  
enco  
huit  
mier

Fa  
les g  
la m  
glan  
d'eff  
mou  
le pl  
Parti

Ma  
tion  
L'ap  
effic

D'  
le c  
lutte  
et d  
quelc

Le  
« pr  
pour  
dans  
se pa  
ce q  
Rien  
ce q  
gress

sur pied le « meeting européen » du 26 février 1970. Par cette initiative spectaculaire, le mouvement est sorti définitivement de l'obscurité et, malgré l'interdiction de ce meeting, il a pu commencer à agir au grand jour, d'une façon efficace.

La mise en place de 30 secteurs d'activité dans la région parisienne assure, depuis le début de juin 1970, une solide armature politique et militante à Ordre Nouveau. Le rapide démarrage des sections de province est un gage sérieux d'implantation nationale du mouvement. Là encore, il ne s'agit que d'un début, mais, en moins de huit mois, un travail énorme a été effectué et les premiers résultats en sont déjà sensibles.

Face à ces étapes franchies dans la création du Parti, les groupuscules nationaux se sont avérés incapables de la moindre progression. Ils ont montré d'une façon aveuglante leur incapacité organisationnelle et leur manque d'efficacité militante. Ils ne peuvent que se rallier au mouvement qui a accompli le chemin le plus long et le plus difficile dans la voie qui mène à l'édification du Parti Révolutionnaire.

Mais quel est désormais le point vital pour l'unification des luttes, au sein d'un parti structuré et unique ? L'application au domaine pratique d'une ligne politique efficace et réaliste.

D'où viennent les idées justes ? De la pratique. Seul le contact avec la réalité de notre société, avec les luttes qui s'y déroulent, seul l'examen sérieux des faits et des événements peuvent nous permettre d'avancer quelques idées justes sur nos tâches politiques.

Le point de vue « empiriste » limite la portée du mot « pratique » à la pratique directe : ainsi un étudiant ne pourrait, par nature, avoir d'opinion sur ce qui se passe dans une usine, un ouvrier ne pourrait juger sur ce qui se passe dans une faculté et un Nationaliste français sur ce qui se passe en Italie, au Vietnam ou en Palestine. Rien n'est plus faux : si l'on ne pouvait parler que de ce que l'on connaît directement, on ne pourrait pas progresser du tout. La pratique dont nous parlons est, pour

un militant Nationaliste, celle de l'ensemble des mouvements d'Ordre Nouveau.

Une lutte électorale à Rome, une manifestation à Cassel font partie de notre pratique au même titre qu'une bagarre à la Faculté de Nanterre, si nous en avons les éléments d'information et d'enquête issus de la pratique directe des militants révolutionnaires qui, eux, participent à ces combats.

Cette dernière condition est indispensable. Sous prétexte d'une conception large de la pratique, des militants prétendent, à partir de la lecture assidue de la presse et des livres bourgeois ou marxistes, échafauder des théories. Ce point de vue d'intellectuel néglige le fait que la bourgeoisie (au même titre que le marxisme) ne laisse spontanément paraître que ce qui lui est utile, que ce qu'elle juge important, que les faits qu'elle relate le sont à travers son idéologie et sa conception capitaliste du monde. Si ces informations sont utilisables, c'est uniquement à la lumière de la pratique des militants nationalistes qui est, encore une fois, la condition indispensable. De ce point de vue, l'ennemi à abattre, c'est le subjectivisme, le refus de tenir compte de la réalité objective. Certains groupements nationaux ont délibérément trompé l'opinion, les sympathisants et les militants sur l'état de leurs forces. En fait, lorsqu'une organisation nationaliste ment, gonfle des chiffres, déforme des faits, elle commet un double crime :

— contre la masse des sympathisants, car c'est prendre les Français pour des imbéciles que de tenter de leur faire croire que le groupuscule qui s'agite sous leurs yeux est, ailleurs, une force importante ;

— contre le mouvement Nationaliste tout entier qui a besoin de vérité pour fonder ses analyses.

Comment des Nationalistes peuvent-ils penser qu'à force d'écrire leurs rêves, ceux-ci se réaliseront ? Croient-ils que Mussolini ou Lénine ont pris le pouvoir en se fondant sur des phantasmes ? Toute déformation de la vérité, sous couvert de propagande, n'est encore une fois

qu'une vision fantasmagorique de petits bourgeois ridicules.

De telles tendances, largement infiltrées dans le mouvement nationaliste, ont placé constamment un écran entre les militants et la réalité : au gré de la plume de tel ou tel journal (ou supposé tel), c'est tantôt l'optimisme, tantôt le pessimisme qui l'emporte, tantôt la surestimation, tantôt la sous-estimation, et des forces de nos amis, et des forces de nos adversaires.

Voilà trop longtemps que l'utopie remplace l'enquête, l'injure l'argument politique et que le mouvement nationaliste n'a pu tirer les leçons aussi bien de ses succès que de ses échecs.

Jusqu'à la naissance d'Ordre Nouveau, la tare numéro 1 des mouvements révolutionnaires était le subjectivisme, conséquence du manque de pratique, du manque de liaison avec les masses, qui empêchait de prendre conscience des réalités de la société, réalités dont nous devions partir pour pouvoir faire la révolution.

Ayant pris conscience des nécessités décrites plus haut, les dirigeants d'Ordre Nouveau s'efforcèrent, dès la création du mouvement, d'élaborer une ligne politique juste, en la soumettant à l'épreuve décisive de la pratique.

Il apparut qu'il existait un impératif : la nécessité absolue, pour progresser dans l'élaboration de la ligne politique, condition indispensable de l'unification des Nationalistes et préalable à la création du parti, de développer la pratique du mouvement nationaliste en définissant comme tâche prioritaire la création et le développement dans tous les secteurs de notre société des groupes de militants nationalistes.

Seuls de tels groupes ont prouvé et prouvent toujours plus qu'ils peuvent remplir la double tâche qui est la nôtre :

— former et éduquer les militants par le travail au sein des masses, le plein développement de l'initiative individuelle de chaque groupe pour élever le niveau de conscience politique et éliminer les éléments petits-bourgeois, qui s'y infiltrent constamment, mais sont vite re-

butés par l'obligation du militantisme conséquent, sous le contrôle de l'ensemble du groupe ;

— développer, par un tel type d'organisation, les noyaux de base d'un grand parti révolutionnaire.

Appiquant le principe qu'il faut « apprendre la guerre en la faisant », les militants d'Ordre Nouveau se sont mis au travail, alors que d'autres camarades, au lieu de faire de même, attendent toujours que leur tombent du ciel les recettes miraculeuses d'action qui leur simplifieront la vie. Le militant ayant participé au combat nationaliste en d'autres temps (Jeune Nation, Europe Action, F.E.N., Occident) qui reste les bras ballants en cherchant un remède merveilleux aux nécessités de l'action militante ne fait que prouver son peu d'intérêt pour le sort de notre Nation. Toute l'expérience du mouvement nationaliste prouve que les camarades qui posent ce genre de problème souffrent, en fait, d'un manque de liaison avec la pratique politique, avec la lutte quotidienne.

Ordre Nouveau n'est certes pas tombé dans ce travers et a imposé, comme impératif absolu, la primauté de l'action militante. Le thème « Reprenons le Combat », a permis de remobiliser nombre d'anciens militants désorientés et exaspérés par les innombrables cercles et conférences d'union, qui ne débouchaient jamais sur une action tangible.

Aussi la première étape de la création du Parti Nationaliste a pu être effectuée victorieusement par le mouvement, qui a prouvé ses capacités organisationnelles et son ardeur militante.

Aussi Ordre Nouveau estime qu'il s'est seul qualifié pour la deuxième étape de la construction du Parti Nationaliste, étape actuellement en cours.

Cette deuxième étape, amorcée par la participation d'Ordre Nouveau à l'élection partielle du XII<sup>e</sup> arrondissement à Paris, va voir le mouvement affronter les luttes électorales, afin de s'implanter durablement dans le pays.

Cette participation aux luttes électorales doit assurer l'existence au plan national d'Ordre Nouveau par l'unifi-



cation en cours des groupes autonomes locaux et par la création de nouveaux groupes. La conquête de masses nombreuses d'électeurs pourra assurer un accroissement sensible de l'audience du mouvement.

Mais cette participation ne forme qu'un volet dans la ligne politique d'Ordre Nouveau. Le lancement de l'Union Générale des Travailleurs répond à la nécessité de mener un tout autre genre de luttes, celles des travailleurs contre le capitalisme et les syndicats jaunes. Le mouvement appuiera les justes luttes du peuple contre les exploités. Débarrassé des oripeaux du conservatisme, le Nationalisme montrera au peuple son vrai visage, celui de la Révolution, aussi bien sociale que politique.

Cette activité au Service du Peuple démarquera totalement Ordre Nouveau de tous les vieux résidus de la droite, toujours prêts à faire le jeu du parlementarisme bourgeois et du capitalisme pourri.

Elle doit lui assurer un véritable impact populaire afin de permettre, le plus rapidement possible, de passer à la troisième phase du développement d'Ordre Nouveau. Cette troisième phase doit voir le Parti Nationaliste, ainsi constitué, jouer son propre jeu politique dans la course au pouvoir. C'est à ce moment là seulement que toutes les méthodes de lutte pourront être valablement employées afin de provoquer la Révolution Nationaliste et Populaire qui liquidera l'Etat capitaliste bourgeois. Mais il faut qu'il soit clairement compris que l'on ne brûle pas impunément les étapes. L'aventurisme et le putschisme on fait autant de tort au Nationalisme que le capitulationnisme et le refus de l'action.

Ce n'est qu'en respectant l'ordre de priorité ici établi que le Nationalisme pourra sauver la Nation.

Il faut ici redire que la Révolution Nationaliste n'est pas un jeu, un amusement, un quelconque dilettantisme ; elle est un engagement total et absolu. Ceux qui parlent à tort et à travers de Révolution, sans savoir ce qu'elle exige, sont des imbéciles et des criminels. Il faut bien savoir que le combat révolutionnaire peut entraîner les plus grands sacrifices et qu'il faut accepter la formule du Parti Populaire Français :

« Tu dois tout au Parti, le Parti ne te doit rien ». Cette volonté de lutte, cet esprit d'abnégation et de sacrifices, c'est cela la Révolution, et non pas de grands discours sur telle ou telle forme de celle-ci. Nous ne pouvons pas savoir quelle forme aura celle-ci. Nous ne braillons pas plus « le Pouvoir est au bout des fusils » que « le Pouvoir est dans les urnes ». Ce que nous savons, c'est que nous devons prendre ce Pouvoir, non pour des appétits personnels de puissance, mais pour sauver la Nation. Nous sommes prêts à assumer cette tâche par tous les moyens, en refusant tous les compromis pourris, les atermoiements suspects, la veulerie de ceux qui ont échoué dans cette voie. La Révolution consiste à détruire totalement l'ancien régime et à réaliser intégralement l'Ordre Nouveau. Nous sommes de vrais révolutionnaires, car nous sommes décidés à aller jusqu'au bout de cette nécessité, quoi qu'il puisse en coûter. Renversant le régime pourri et ses valets, transformant de fond en comble une société écroulée sous ses vices et ses tares, nous bâtirons un Monde Nouveau, un monde libéré de l'exploitation du travailleur, un monde de beauté, de courage et de justice.

---

*Le gérant* : Maurice BARDECHE

ÉVREUX. — IMPRIMERIE HENRI DÉVÉ & C<sup>ie</sup>. — N° 980

LES SEPT COULEURS  
68, rue de Vaugirard — Paris (6<sup>e</sup>)

Maurice BARDECHE

# MARCEL PROUST

## romancier

D'après les Cahiers de brouillon inédits  
de Marcel Proust. Près de 300 références inédites.

Tome I : In 8°, 400 pages avec appendice et index.  
Prix H.T. : 30,00 F.

*(Le Tome II sera mis en vente fin Mars 1971)*

Ex. de tête sur Alfa Mousse des Papeteries Navarre  
numérotés de 1 à 60. — Chaque Vol. : 100,00 F.

### NOUVEAUTES SOUS PRESSE :

Maurice BARDECHE : Marcel Proust romancier,  
d'après les brouillons inédits de Marcel Proust.  
Tome I à paraître le 10 décembre 1970, 420 p. in 8°. 30,00 F.  
Tome II à paraître le 10 avril 1971, 400 p. in 8°.. 30,00 F.

### PARUTIONS RECENTES :

Thomas MOLNAR : Sartre, philosophie de la contes-  
tation, in 16° 200 p..... 16,00 F.  
Maurice BARDECHE : Sparte et les Sudistes, in 16°  
230 p. .... 15,00 F.  
F.H. LEM : Sur les chemins de la peinture, Paul  
Cézanne, in 16°, 240 p., 30 illustrations hors texte.. 25,00 F.  
F. DUPRAT : Histoire des S.S., in 8° 440 p., 60 illus-  
trations ..... 30,00 F.  
R. ANDERS : L'Afrique australe, in 16°, 300 p. illustré,  
avec 7 cartes ..... 18,00 F.

### ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH :

Poèmes de Fresnes, 15<sup>e</sup> édition ..... 9,00 F.  
Lettre à un soldat de la classe 60, 2<sup>e</sup> édition ..... 12,00 F.  
Originale, alfa numérotée ..... 24,00 F.  
Chénier ..... 6,00 F.

<b>Les Quatre Jeudis</b> , in 8°, 485 pages, cartonné (6 <sup>e</sup> mille).	<b>24,00 F.</b>
<b>Domrémy</b> , édition à tirage limité, exemplaires numérotés sur alfa .....	<b>24,00 F.</b>
Exemplaires de tête, sur Arches .....	<b>50,00 F.</b>
<b>Lettres écrites en prison (1944-1945)</b> in 8°, 240 p.....	<b>15,00 F.</b>

**ŒUVRES DE PAUL RASSINIER :**

<b>Le véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles</b> , in 8°, 256 p. annexes .....	<b>30,00 F.</b>
<b>Le drame des Juifs Européens</b> , in 8°, 280 p. ....	<b>24,00 F.</b>

**ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE :**

<b>Alerte au pétrole franco-saharien</b> , in 16, 272 p., avec cartes et documents .....	<b>15,00 F.</b>
<b>Le pétrole du Moyen-Orient et les Trusts</b> , in 16, 256 p., 7 cartes. ....	<b>15,00 F.</b>
<b>U.R.S.S., U.S.A., un duel à mort</b> , in 16, 248 p.....	<b>15,00 F.</b>
<b>Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine</b> , in 16, 212 p. ....	<b>15,00 F.</b>
<b>Enquêtes noires</b> , in 16, 248 p.....	<b>15,00 F.</b>
<b>L'Aventure du pétrole français</b> , in 16, 280 p., cartes..	<b>18,00 F.</b>
<b>Les secrets du Pétrole</b> , in 16, 240 p.....	<b>18,00 F.</b>

**ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE :**

<b>Lettre à François Mauriac (80<sup>e</sup> mille)</b> .....	<b>12,00 F.</b>
<b>Nuremberg ou la Terre promise</b> , in 16, 248 p.....	<b>24,00 F.</b>
<b>Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs</b> , in 16, 256 p.	<b>18,00 F.</b>
Originale, alfa, numérotée .....	<b>30,00 F.</b>
<b>Les temps modernes</b> , in 16, 220 p.....	<b>12,00 F.</b>
Originale, alfa, numérotée .....	<b>30,00 F.</b>
<b>L'Œuf de Christophe Colomb</b> , in 12, 248 p.....	<b>12,00 F.</b>
Originale, alfa, numérotée .....	<b>30,00 F.</b>
<b>Suzanne et le taudis</b> , récit .....	<b>12,00 F.</b>
<b>Qu'est-ce que le fascisme?</b> in 16 couronne, 228 p., 2 <sup>e</sup> édition .....	<b>12,00 F.</b>
<b>Une lecture de Balzac</b> , in 8°, 410 p., 2 <sup>e</sup> édition .....	<b>30,00 F.</b>

**COLLECTION « ESCALES NOUVELLES » :**

In 16 couronne, 200 p., le volume.....	<b>12,00 F.</b>
1. H.H.W. de VILLIERS : <b>Danger en Afrique du Sud</b> , préface de Francis Napier Broome, président de la Cour suprême du Natal.	
2. Pierre FONTAINE : <b>L'Aventure algérienne continue.</b>	
3. B. de VIGNACOURT : <b>L'Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev.</b>	

**COLLECTION « NOUVELLE BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE » :**

Michel CAFFIN de MEROUVILLE : <b>Le Beau Dunois et son temps</b> , in 8° carré, 494 p. Prix Broquette-Conin de l'Académie Française .....	<b>30,00 F.</b>
Armand BERNARDINI : <b>Christophe Colomb</b> , in 8° carré, 328 p.....	<b>15,00 F.</b>
Philippe d'ESTAILLEUR-CHANTERAINE : <b>L'Infant de la Mer, Henri le Navigateur</b> , in 16 jésus, 160 p.	<b>12,00 F.</b>

**ROMANS :**

Eliane NORBERG : <b>La danse des Crabes</b> , in 16, 260 p.	<b>15,00 F.</b>
B. de LA MARQUE : <b>Paris Brûlera</b> , in 16, 260 p.....	<b>15,00 F.</b>